



Assemblée nationale

journal des Débats

Deuxième session — 31^e Législature

Le lundi 1^{er} août 1977

Vol. 19 — No 83

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Présentation de motions non annoncées	
Motion de changement de membres à la commission du travail	2531
Vote sur la motion	2531
Présentation de projets de loi au nom du gouvernement	
Projet de loi no 62 — Loi modifiant la Loi de la Société de récupération d'exploitation et de développement forestiers du Québec	2532
Première lecture	2532
Dépôt de documents	
Etude sur le bilan migratoire du Québec	2532
Questions orales des députés	
Vacances des ministres	2532
Opinion du Conseil consultatif du travail	2533
Dossier de la Domtar à East Angus	2534
Financement de la Régie de l'assurance-maladie	2535
Tenue d'un sommet agro-alimentaire	2536
Annulation du festival "pop" de Sutton	2538
Dossier Quésteel-SIDBEC	2538
Services policiers municipaux	2539
Hôpital Saint-Charles Borromée	2539
Transport en commun dans la région de Montréal	2540
Services policiers (suite)	2540
Travaux parlementaires	2541
Projet de Loi no 101 — Charte de la langue française	
Deuxième lecture	2541
Motion de report à trois mois	2541
M. Michel Pagé	2541
M. Harry Blank	2543
M. Julien Giasson	2545
M. John Ciacchia	2546
M. Georges Vaillancourt	2547
M. Zoël Saindon	2548
M. Robert Lamontagne	2550
M. Fernand Lalonde	2551
M. Fernand Grenier	2553
Vote sur la motion de report	2555
Deuxième lecture (suite)	2557
M. Raymond Gagné	2557
M. William Frederic Shaw	2560
M. Michel Pagé	2564
M. Harry Blank	2566
M. Richard Verreault	2569
M. John O'Gallagher	2571
M. Serge Fontaine	2573
M. Georges Vaillancourt	2575
M. Victor-C. Goldbloom	2577
Travaux parlementaires	2581
Ajournerment	2582

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances

Adresse: Service des Documents Parlementaires

Assemblée nationale

Hôtel du Gouvernement, Québec

G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le lundi 1er août 1977

(Quinze heures neuf minutes)

M. Richard (président): A l'ordre, mesdames et messieurs!

Affaires courantes.

Dépôt de rapports de commissions élues.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Présentation de motions non annoncées.

**Motion de changement de membres
à la commission du travail**

M. Burns: M. le Président, j'aurais une motion pour tenter de régulariser une situation. Pour que ce soit bien clair, M. Godin avait été remplacé, à la commission du travail et de la main-d'oeuvre, par M. Johnson, le nouveau ministre du Travail. Alors, il n'y a pas de changement là-dessus, mais il a pu y avoir confusion au cours d'une discussion la semaine dernière et, pour être bien clair, nous voulions ajouter le nom de M. Marois à cette liste de membres de la commission du travail et de la main-d'oeuvre. Je fais donc, en conséquence, M. le Président, motion pour que le nom de M. Marois soit substitué à celui de M. Lefebvre.

M. Levesque (Bonaventure): J'aurais une question, M. le Président, relativement à cette motion. Est-ce que ceci indique, de la part du leader du gouvernement, l'intention de convoquer la commission parlementaire du travail et de la main-d'oeuvre afin d'entendre les personnes qui pourraient venir s'exprimer relativement au projet de loi no 45?

M. Burns: Non.

Le Président: Est-ce que cette motion serait adoptée?

M. Brochu: Adopté.

M. Levesque (Bonaventure): Vote.

Le Président: Qu'on appelle les députés!

Vote sur la motion

Le Président: Nous allons maintenant mettre aux voix la motion du leader parlementaire du gouvernement. Que ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: M. Burns, Mme Cuerrier, MM. Cardinal, Bédard, Laurin, Morin (Sauvé), Landry, Léonard, Tremblay, Joron, Mme Payette, MM. Proulx, Charron, Tardif, Geron, Chevrete, Michaud, Vaillancourt (Jonquière), Fallu, Grégoire, Bertrand, Laplante, de Bellefeuille, Guay, Gendron, Mercier, Marquis, Ouellet, Perron, Brassard, Clair, Gosselin, Dussault, Charbonneau, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Joli-

vet, Levesque (Bonaventure), Vaillancourt (Orford), Lalonde, Garneau, Goldbloom, Raynald, Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, O'Gallagher, Ciacia, Gratton, Pagé, Springate, Grenier, Goulet, Fontaine, Brochu, Roy.

Le Président: Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît! Que ceux qui désirent s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire: Pour: 60 — Contre: 0 — Abstentions: 0

Le Président: La motion est adoptée.
M. le député de Richmond.

Décès de M. André Giroux

M. Brochu: M. le Président, c'est avec consternation que nous avons appris la triste nouvelle du décès de M. André Giroux. Le Québec pleure aujourd'hui un de ses grands serviteurs dont la loyauté et le dévouement faisaient honneur à ses concitoyens, tant par l'excellence de son travail dans les divers postes qu'il occupa au service de la culture québécoise que par sa contribution exceptionnelle aux lettres d'ici.

M. le Président, qu'il me soit permis de faire motion pour que cette Assemblée exprime sa sympathie à la famille du disparu.

Le Président: Y a-t-il unanimité sur la recevabilité de cette motion?

M. Burns: Oui, M. le Président, quant à nous.

M. de Bellefeuille: M. le Président, au nom du parti ministériel, je voudrais appuyer cette motion. J'ai eu, quant à moi, l'avantage de très bien connaître autrefois M. André Giroux et sa disparition est une perte pour les lettres québécoises. Nous appuyons la motion.

M. Garneau: M. le Président, au nom de l'équipe libérale, je voudrais me joindre aux propos qui ont été tenus en cette Chambre. J'ai eu également l'avantage de connaître et de travailler à l'occasion avec M. Giroux. Je voudrais m'associer à toute sa famille et à ses amis pour déplorer cette perte pour le Québec.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: M. le Président, je m'associe au proposeur de la motion et à ceux qui sont intervenus pour offrir à la famille Giroux l'expression de nos plus vives condoléances.

Le Président: Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. Burns: Adopté.

Le Président: Adopté.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

M. Burns: Article 1), M. le Président.

Projet de loi no 62

Première lecture

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement, au nom du ministre des Terres et Forêts, propose la première lecture de la Loi modifiant la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.

M. Burns: M. le Président, l'article 1 de ce projet porte le fonds social autorisé de REXFOR à \$58,75 millions divisé en 587 500 actions d'une valeur nominale de \$100 chacune.

L'article 2 autorise le ministre des Finances à payer à la société, à même le fonds consolidé du revenu, au cours de l'exercice financier 1978/79 et de chacun des deux exercices financiers subséquents une somme de \$1,25 million pour 12 500 actions.

L'article 3 augmente de \$30 millions les sommes que le ministre des Finances est autorisé à payer à la société pour 300 000 de ces actions à même le fonds consolidé du revenu avec l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil pour l'exécution de projets spéciaux. Ce dernier détermine et prévoit que ce paiement pourrait être fait en un ou plusieurs versements, avant la fin de l'année financière 1980/81.

Le Président: Cette motion de première lecture sera-t-elle adoptée?

Le Secrétaire adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: Deuxième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Déclarations ministérielles.

Dépôt de documents.

M. le ministre d'Etat au développement culturel.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Etude sur le bilan migratoire du Québec

M. Laurin: Pour éclairer encore davantage le débat sur le projet de loi no 101, il me fait plaisir de déposer une étude de M. Marc Termotte sur le bilan migratoire du Québec, pour les années 1951 à 1977.

Le Président: Document déposé.

Période de questions orales.

M. le chef de l'Opposition officielle.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Vacances des ministres

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je ne sais pas si j'en ferai une question de privilège ou une question de règlement. Je ne veux pas être désagréable. J'aimerais bien que le leader du gouvernement nous indique, vu l'absence d'une bonne partie des effectifs sur le plan ministériel, de quelle façon nous allons procéder. Je vous le dis bien franchement, nous avons des questions aujourd'hui pour le ministre du Travail, pour le ministre des Affaires sociales, pour le ministre des Terres et Forêts, le ministre des Finances et le ministre des Transports. C'est pour cela que j'ai posé la question vendredi matin, en toute objectivité, afin de nous laisser savoir un peu à l'avance de quelle façon ces messieurs ont l'intention de prendre leurs vacances et de nous en donner une liste de temps en temps.

Nous avons des questions et nous les avons devant nous. Ce n'est pas inventé parce que ces ministres sont absents. Tous les ministres à qui on avait des questions à poser ne sont pas ici, sauf le ministre de l'Industrie et du Commerce et le ministre d'Etat au développement économique. Mais, dans tous les autres cas, toutes les questions tombent, à moins qu'on puisse les poser à quelqu'un d'autre et on en prendra avis.

M. Burns: Je peux très bien faire exactement comme le chef de l'Opposition faisait lorsqu'il était leader du gouvernement, c'est-à-dire recevoir les questions. Si je puis y répondre, je tâcherai d'y répondre ou encore le vice-premier ministre, je pense, serait très bien placé pour répondre au nom de chacun des ministres qui sont absents. Maintenant, si je ne peux pas et si le vice-premier ministre ne peut pas répondre à une question dans l'immédiat, lorsque le ministre est absent, soyez assurés — je pense que nous avons un très bon dossier de ce côté — que, dès la première occasion qui nous sera fournie, vous aurez cette réponse et vous l'aurez de la part du ministre concerné.

Maintenant, il y a, à la dernière minute, un certain nombre de ministres qui m'ont avisé qu'ils étaient retenus à Montréal; entre autres le ministre du Travail que vous avez mentionné, qui est retenu à cause d'un problème très spécifique, très spécial. Vous connaissez son assiduité, de sorte que vous savez que ce n'est pas par caprice qu'il n'est pas ici cet après-midi. Egalement, le ministre des Affaires sociales que vous avez mentionné est absent et est également retenu à Montréal pour une raison très spécifique qui, à toutes fins pratiques, exigeait qu'il soit plutôt à Montréal qu'ici.

Maintenant, c'est un fait, je ne le nie pas, il y a un certain nombre de ministres qui ont pris une semaine de vacances et qui sont absents pour cette raison.

Il s'agit, évidemment, du premier ministre, du ministre des Communications et des Affaires culturelles, du ministre des Transports, du ministre de l'Immigration, du ministre de la Fonction publique,

du ministre des Terres et Forêts et des Richesses naturelles et du ministre des Finances et du Revenu.

M. Brochu: M. le Président, sur la question de règlement, si le chef de l'Opposition me permet, on a à déplorer, évidemment, nous aussi, la situation. On avait des questions à poser ce matin à différents ministres qui ne sont malheureusement pas ici, dont un, je pense, est noté sur la liste prévue des vacanciers actuels pour les dix ou quinze prochains jours.

Cependant, ça nous place un peu dans une drôle de situation. C'est qu'on doit poser nos questions par personnes interposées, et certaines des questions qu'on avait à poser ce matin, en ce qui nous concerne, sont d'un caractère assez technique et auraient demandé une réponse plus immédiate d'un ministre qui connaît son dossier de plus près.

On déplore la situation de ce côté, et ça me fait souligner d'une façon plus particulière, M. le Président, le fait que, le lundi, ce n'est peut-être pas une journée idéale et, en ce qui nous concerne, de l'Union Nationale, on a toujours indiqué qu'on devrait, étant donné qu'on est ici pour la période d'été...

M. Burns: Cela paraît, d'ailleurs, par le nombre de députés qui sont présents chez vous aujourd'hui.

M. Brochu: Oui, je le déplore de tous les côtés de la Chambre, d'ailleurs.

M. Burns: Faites le calcul et vous allez voir que, proportionnellement, on est pas mal plus nombreux que vous autres.

M. Brochu: Je le déplore de tous les côtés de la Chambre. Je l'ai bien dit et je le répète, c'est autant du côté du gouvernement que du côté de l'Opposition; ce qui nous a fait dire, lorsque cette motion pour siéger le lundi est venue, qu'on s'opposait et qu'on s'opposera, parce que c'est complètement anormal, et on se retrouve dans des situations comme celle qu'on a actuellement. N'oublions pas que, que vous soyez du côté du gouvernement ou ici, vous avez et on a des comités dont on doit avoir soin, et on se retrouve dans des situations comme celle qu'on a actuellement, qu'on déplore fortement.

M. Roy: Sur le point de règlement, M. le Président...

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: Puisque l'honorable leader du gouvernement a parlé de ministres en vacances, j'aimerais lui demander si c'est permis, en vertu du règlement, s'il n'aurait pas été plus normal de suspendre les travaux de la Chambre pendant au moins trois semaines pour permettre à tout le monde de pouvoir se reposer un peu et de reprendre nos travaux dans des conditions beaucoup

plus normales et beaucoup plus réalistes, puisqu'on fonctionne à peu près à 50%, à l'heure actuelle, et que la moitié du monde perd son temps.

M. Burns: Grâce à qui?

M. Roy: Ce n'est certainement pas ma faute.

M. Burns: Dans des circonstances normales, je dois répondre au député de Beauce-Sud, il aurait été sûrement plus à propos de suspendre les travaux de la Chambre, mais je pense qu'actuellement nous ne faisons pas face à des circonstances normales, et je ne fais aucune critique sur la façon dont les travaux sont menés du côté de l'Opposition, ça vise le député de Beauce-Sud autant que n'importe quel autre membre de l'Opposition, mais je ne fais aucune critique.

Vous avez tous les droits dans l'Opposition de mener votre stratégie comme vous le voulez, mais je pense que le gouvernement a également ce droit, surtout pour des ministres qui n'auront pas la possibilité, si ajournement il y a, de prendre des vacances au cours de cet ajournement, et ce sont justement ceux que je viens de vous nommer dans cette liste.

Le Président: Période des questions.

M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): Ma question s'adresse au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre. En son absence, je vais la poser à quelqu'un qui aurait pu, évidemment, assumer ce rôle. Je m'adresse au leader du gouvernement.

Opinion du Conseil consultatif du travail

M. Levesque (Bonaventure): Ce matin, à l'émission Présent, de Radio-Canada, un porte-parole du Centre des dirigeants d'entreprise, M. Brunelle, aurait déclaré qu'au niveau du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, le patronat québécois avait donné son accord pour que le gouvernement adopte une loi interdisant l'embauche, pendant la durée d'une grève, de scabs professionnels, mais qu'il n'avait jamais consenti à ce que l'on interdise aux entreprises d'embaucher des travailleurs temporaires, ce qui, selon cette déclaration, demeure très souvent un élément essentiel de la survie elle-même de l'entreprise.

Le ministre pourrait-il confirmer ou infirmer ces propos que nous avons entendus ce matin à l'émission Présent? Sur quoi exactement porte le consensus des syndicats et des patrons au niveau du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre? Et, dans la mesure où l'un des principaux consensus obtenus au Sommet économique avait précisément trait à l'avenir du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, le ministre ne craint-il pas, devant ce désaccord, en marge de la loi 45, de compromettre le travail futur et la crédibilité du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre en refusant de tenir une

commission parlementaire, comme nous le lui avons suggéré et que nous avons, d'ailleurs, suggéré au leader du gouvernement comme tel? Alors, quelles sont finalement les véritables raisons du refus du gouvernement de faire siéger une commission parlementaire alors que le projet de loi 45 soulève de vives contestations et que ce projet de loi risque, selon toute vraisemblance, de compromettre encore davantage la relance économique du Québec au moment où cette relance est absolument cruciale?

M. Burns: Effectivement, je suis au courant de cette discussion qui a été tenue, retenue et retenue au Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre relativement à la possibilité de limiter à ce qu'on appelle des briseurs de grève professionnels l'interdiction qui apparaît actuellement dans le projet de loi no 45, et plutôt de permettre à des briseurs de grève temporaires... Je trouve cela tout simplement ahurissant qu'on soit capable d'oser, du côté patronal, parler de briseurs de grève temporaires qui seraient légalisés par un éventuel projet de loi 45. Je suis au courant de cela. Je confirme le fait que cette discussion a eu lieu. Je confirme également le fait—j'en ai eu connaissance — que les centrales syndicales ne tenaient pas du tout cette même position. Je confirme également le fait que le projet de loi no 45 ne tient pas compte de l'argument patronal relativement aux briseurs de grève.

Quant à la deuxième partie de la question du chef de l'Opposition, le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre est ce qu'il est. Son nom l'indique, un conseil consultatif, c'est-à-dire que ce n'est pas un conseil qui a un pouvoir décisionnel. C'est un conseil qui a le droit de tenter d'orienter la législation gouvernementale.

D'autre part, comme je l'ai mentionné vendredi dernier, le gouvernement doit, à un moment donné, trancher la question. Je ne le ferai pas, M. le Président, parce que ma réponse serait beaucoup plus longue, mais on pourrait penser à ce qu'on va faire avec le projet de loi 190, la Loi des relations de travail dans le domaine de la construction, où patrons et salariés représentés par leurs centrales ne s'entendent pas du tout, et tout le monde sait qu'il va falloir éventuellement réviser cette loi. Le ministre du Travail serait d'accord avec moi.

Il reste que nous avons pris cette décision comme gouvernement. Nous prendrons nos responsabilités comme gouvernement relativement à cette décision que nous avons prise.

Quant aux raisons du refus, je les ai mentionnées vendredi dernier. Le ministre du Travail est tout à fait d'accord avec cela. C'est que, sur les points où il y a accord au sein du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre, nous avons incorporé ces amendements dans le projet de loi no 45. Les endroits où il n'y a pas d'accord et où il n'y aura pas d'accord — où on est certain qu'il n'y aura pas d'accord — la preuve, la suggestion patronale qui est de faire une division ou une distinction entre un briseur de grève professionnel et un

briseur de grève temporaire, cela ne résiste pas à une discussion purement et simplement normale.

Dans ce sens, nous avons pensé qu'il était normal, étant donné la situation des relations de travail au Québec, d'essayer, au moins partiellement, d'améliorer la situation par le projet de loi no 45, et d'éviter — on ne dit pas à tout jamais et on ne dit pas à l'épreuve de tout — autant que possible que des situations comme on en a connues, entre autres à Robin Hood et à United Aircraft ne se répètent. C'est dans ce sens que nous croyons urgent d'adopter le projet de loi 45, quitte à ce que nous discussions d'un certain nombre de modalités lors de la commission parlementaire qui sera tenue après la deuxième lecture, non pas pour entendre des mémoires avant la première lecture, parce que les opinions, le gouvernement actuel comme le gouvernement précédent, les connaissent, qu'elles viennent du côté patronal ou du côté syndical.

M. Levesque (Bonaventure): Une question additionnelle, M. le Président. Est-ce que le cabinet a eu l'occasion, en vue d'assurer un équilibre entre les forces en présence, d'étudier la possibilité d'introduire dans le projet de loi une disposition interdisant aux grévistes de rechercher un emploi dans une autre industrie ou ailleurs pendant la durée de la grève, ce qui, d'après certains, serait de nature à faire le contrepoids de ce que l'on donne de l'autre main?

M. Burns: Le chef de l'Opposition, avec son expérience est probablement l'un des plus expérimentés parlementaires qui soient dans cette Chambre, et probablement l'un de ceux qui a siégé le plus longtemps dans un Conseil des ministres. Il sait fort bien que je ne peux répondre à cette question. Si une telle disposition n'est pas dans le projet de loi, vous savez fort bien que je suis lié à mon serment d'office et que je ne peux divulguer, à ce stade-ci, puisque vous n'avez rien à vous mettre sous la dent là-dessus, les discussions qui ont pu avoir lieu au cabinet à ce sujet, si discussion il y a eu.

M. Levesque (Bonaventure): Ce qui n'exclut pas la possibilité qu'un amendement en ce sens soit accepté par les ministériels.

M. Burns: Je n'ai pas, au nom du ministre du Travail, à vous dire d'avance quelles sortes d'amendements pourront être acceptés ou refusés.

Le Président: M. le député de Portneuf.

Dossier de la Domtar à East Angus

M. Pagé: M. le Président, en l'absence du ministre des Terres et Forêts, en vacances à Cape Cod pour la deuxième semaine, à ce qu'on me dit, j'adresserai ma question aux membres du gouvernement. J'ose croire qu'un membre du

gouvernement est à l'affût de ce problème et travaille à ce dossier actuellement. Il s'agit du cas de la Domtar à East Angus. J'aimerais savoir d'un membre du gouvernement si celui-ci a pris connaissance du rejet des offres patronales à la Domtar d'East Angus, de la part des employés, de la part des travailleurs, offres qui avaient été formulées par la compagnie. D'autre part, j'aimerais savoir quelles mesures le gouvernement entend maintenant prendre pour sauver l'emploi de quelque 600 travailleurs de cette région particulièrement affectée par le chômage et par la récession économique actuellement.

M. Burns: Je vais prendre note de la question au nom du ministre et peut-être serai-je en mesure, dans les jours qui viennent, à la suite de consultations avec le ministre ou avec des fonctionnaires de son ministère et des membres de son cabinet, de donner une réponse beaucoup plus précise.

Je prends avis de la question.

M. Pagé: M. le Président, une question additionnelle. Est-ce que le leader veut me dire par là qu'actuellement, au Québec, il n'y a pas de ministre des Terres et Forêts, il n'y a personne qui le remplace au sein du cabinet pour s'occuper de problèmes aussi importants que ceux de la Domtar, à East Angus ou de la Wayagamack au Cap-de-la-Madeleine, par exemple?

M. Burns: M. le Président, il n'y a pas de problème de ce côté. Le ministère des Terres et Forêts et le ministère des Richesses naturelles ne sont pas abolis parce que le ministre est en vacances; dans le temps où l'Opposition officielle formait le gouvernement, je ne pense pas non plus que lorsqu'un ministre était en vacances, il était...

M. Charron: Ah bien! cela, j'ai des petites nouvelles pour vous autres.

M. Burns: Je ne pense pas non plus que le ministère était en tutelle ou n'existait plus...

M. Charron: Le Parlement...

M. Burns: Il est assuré qu'en vertu du fonctionnement du Conseil exécutif et des membres de chacun des ministères, il y a des ministres suppléants qui peuvent poser des actes officiels au nom des ministres, en leur absence, sauf que je n'ai pas la réponse dans l'immédiat et je suis obligé de prendre avis de votre question.

Le Président: M. le député de Mégantic-Compton

M. Grenier: Une question additionnelle, sur la même question. Je remercie le député de Portneuf d'avoir ramassé ma question; cela répond peut-être à la question que posait le député de Frontenac à savoir qui on devrait reconnaître comme Opposition officielle. Sur la question de Domtar et East Angus, tout le monde dans la région a pris

connaissance des événements d'hier soir, mais j'aimerais savoir du leader, si c'était possible d'avoir une réponse demain, si le ministre devait être absent. Ce n'est pas parce que le ministre est absent pour une journée, je sais qu'il y a un travail considérable qui se fait sur ce dossier; le leader pourrait-il demain nous donner l'information, la réaction de ce comité de travail face à la décision des employés de Domtar hier?

M. Burns: J'assure le député de Mégantic-Compton que je vais me mettre en communication dès aujourd'hui avec le ministère et je vais faire tous les efforts voulus pour répondre et à la question du député de Mégantic-Compton et aux questions du député de Portneuf. Si c'est possible, je donnerai ces réponses demain au nom du ministre.

Le Président: M. le député de Bellechasse.

Financement de la Régie de l'assurance-maladie

M. Goulet: M. le Président, en l'absence du ministre des Affaires sociales, je poserai la question à son adjoint, je pense que c'est le député de Richelieu, c'est bien cela, s'il me le permet. Le 29 juin dernier, le président de la Régie de l'assurance-maladie, le Dr Martin Laberge, déclarait que les négociations se poursuivaient à un rythme tel qu'elles devraient aboutir d'ici un mois. J'aimerais savoir du ministre, s'il est en mesure — c'est-à-dire de son adjoint ou en tout cas — quand il pourra nous faire un rapport sur les négociations qui se déroulent actuellement entre le gouvernement et la Régie de l'assurance-maladie quant au financement autonome que réclame la Régie de l'assurance-maladie.

M. Martel: M. le Président...

Le Président: M. le député de Richelieu.

M. Martel: ... en l'absence de mon collègue le ministre des Affaires sociales, étant donné que c'est une question où il y a une production de réponses précises, de chiffres, les négociations sont en cours. Je prends avis de cette question et, demain, nous verrons à lui formuler la réponse.

Le Président: M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: Est-ce que d'après l'adjoint, le ministre attend le prochain discours du budget pour nous fournir sa réponse ou si on peut s'attendre à l'avoir avant cela? Est-ce que l'adjoint est au courant?

M. Burns: Il a parlé de demain. Ne soyez pas malhonnête, il a parlé de demain.

M. Martel: Nous n'avons pas l'habitude d'attendre les discours de budget pour donner les réponses positives aux questions qui nous sont posées, et nous verrons demain à vous donner les

réponses que vous avez demandées aux questions d'aujourd'hui.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

Tenue d'un sommet agro-alimentaire

M. Roy: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture.

M. Garon: Je ne suis pas en vacances.

M. Roy: Le ministre est toujours présent, lorsqu'il n'est pas en Colombie-Britannique.

M. Garon: Même quand j'étais...

M. Roy: Ma question comporte deux volets. Le ministre de l'Agriculture pourrait-il faire le point sur l'état des négociations avec son sous-ministre, M. Ferdinand Ouellet, et les \$35 millions qui doivent être discutés et négociés avec le gouvernement fédéral relativement aux subsides concernant le manque à gagner par rapport à l'abolition du subside pour le transport des grains de provende?

Dans un deuxième temps, le ministre pourrait-il nous dire, étant donné qu'il a fait largement état, en fin de semaine, d'un sommet agricole, quand ce sommet agricole aura lieu, qui sera convoqué et où il aura lieu?

Le Président: Le ministre de l'Agriculture.

M. Garon: Je dois vous dire que, même quand je suis en Colombie-Britannique, M. le Président, je suis présent d'esprit. Concernant les \$35 millions, il y a encore des pourparlers avec le gouvernement d'Ottawa. Évidemment, je ne m'informe pas du détail des pourparlers tous les jours, mais j'en parlais vendredi avec le sous-ministre qui me disait qu'il y avait des pourparlers avec le gouvernement d'Ottawa pour régler cette question, mais le gouvernement fédéral, comme vous le voyez dans d'autres secteurs actuellement, est intéressé à envoyer des chèques, à ce que son nom soit inscrit en gros sur les chèques; cela retarde beaucoup les discussions.

Deuxièmement, concernant le sommet agro-alimentaire, j'ai toujours dit qu'il aurait lieu au printemps de 1978. Il y en a qui ont voulu qu'on le fasse à l'automne de 1977. Je considère que cela représente une perspective nouvelle et qu'il faut que les esprits soient préparés à cette conférence qu'on a appelée les états généraux de l'agro-alimentaire où seront présents des représentants de producteurs agricoles, des transformateurs, des entreprises de transformation de produits agricoles et des distributeurs de produits alimentaires.

J'ai eu l'occasion, vendredi... Ce n'était pas public. Je me suis aperçu que les réunions qui n'étaient pas publiques, c'étaient celles où il y avait le plus de diffusion. J'ai eu une rencontre, vendredi, avec des gens et il y avait justement des distributeurs de produits alimentaires, c'est-à-dire

des magasins à succursales, et je peux vous dire que l'accueil a été au-delà de toutes mes espérances et la collaboration offerte, à ce qu'on m'a dit, serait au maximum. C'est tout simplement de préparer les sujets, les thèmes, mais pour le printemps de 1978, pour que ce soit bien fait.

Le Président: Le député de Beauce-Sud.

M. Roy: M. le Président, question additionnelle. J'aimerais demander au ministre si c'est son intention de convoquer ce sommet avant la présentation du budget par le ministre des Finances, c'est-à-dire avant les travaux de l'Assemblée nationale, et s'il va être permis aux députés, surtout aux membres de la commission parlementaire de l'agriculture, d'être présents à cette conférence sans pour cela mettre de côté leurs devoirs ici à l'Assemblée nationale. C'est la raison pour laquelle je demande si ce sommet va avoir lieu en même temps que les travaux de l'Assemblée nationale.

M. Garon: Dans mon esprit, cette réunion devrait avoir lieu — cela dépend toujours des disponibilités, M. le Président — soit au cours du mois d'avril ou du mois de mai. Comme il y a des gens, normalement, qui vont venir des différents coins de la province, j'aime autant attendre que l'hiver soit fini; soit avril ou mai, c'est cela dans mon esprit.

M. Roy: En attendant, M. le Président...

M. Garon: Pour la commission parlementaire, ceux qui seront présents n'ont pas encore été déterminés; quelle sera la formule exacte, ce n'est pas encore déterminé, et c'est pour cela qu'on a voulu se donner du temps, pour que la participation soit la plus intense possible de la part de tous les secteurs concernés par l'agro-alimentaire qui constitue, très peu de gens le savent, presque 25% de l'économie du Québec. La plupart des gens sont habitués à voir l'agro-alimentaire comme un cultivateur avec son gros baril puis son cheval, et qui se donne de la misère. Ce n'est pas cela l'agro-alimentaire. C'est 53% du secteur primaire, c'est 20% du secteur manufacturier, 19,8% plus exactement, et entre 20% et 25% du secteur tertiaire. Il n'y a pas un secteur économique aussi important dans l'État du Québec et dans la plupart des États du Canada que le secteur agro-alimentaire.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: Merci, M. le Président, dernière question additionnelle.

Suite aux déclarations fracassantes, très intéressantes et pertinentes du ministre, et, je pense, qui pourront quand même permettre de convaincre ses collègues, j'aimerais lui demander, quels sont à ce moment-ci, étant donné les problèmes nombreux qu'on retrouve dans le monde agricole, actuellement, et compte tenu de l'importance du secteur agricole dans l'économie du Québec, les

programmes ou les nouvelles mesures que le gouvernement entend annoncer et quand, au cours de l'été, puisque les problèmes perdurent. Je pense qu'il y en a plusieurs qui ne pourront pas attendre à l'an prochain.

M. Garon: Je pense bien qu'on ne réglera pas tous les problèmes dans le temps de le dire. Tout ce qu'on a dit, c'est qu'on mettait une priorité. Il a été annoncé au sommet économique à Pointe-au-Pic qu'un des cinq secteurs de développement serait le secteur agro-alimentaire. Evidemment, là-dessus, il va falloir préparer un plan d'action et on est en train de le faire actuellement. Je vous dirai que, quand je suis arrivé au ministère de l'Agriculture — si on me force trop sur des questions, je pourrai donner des réponses qui ne feront pas plaisir — les projets ne pleuvaient pas, il n'y en avait pas. Il faut les bâtir, les projets agro-alimentaires. Je vous dis qu'en termes de projets, il n'y avait pas grand-chose; un petit \$0.25 ici, un petit \$0.50 là, c'est correct, il y en avait de cela, mais des projets de développement économique dans le secteur agro-alimentaire, il n'y en avait à peu près pas, il faut les bâtir presque à partir de zéro,

Le Président: M. le député de Montmagny-L'Islet.

M. Giasson: Toujours au ministre de l'Agriculture, une question additionnelle. Relativement à l'offre du gouvernement fédéral à titre de compensation pour le retrait de subventions concernant les grains des Prairies, quels sont les points sur lesquels le gouvernement du Québec voudrait voir le fédéral modifier certaines conditions? Le ministre nous a indiqué en cette Chambre, lors de questions posées sur ce sujet par le député de Beauce-Sud, que le fédéral avait de petits points, de petites conditions qu'il posait que le Québec ne pouvait accepter. J'aimerais que le ministre nous dise quels sont les points sur lesquels cela accroche, parce que les cultivateurs du Québec attendent ces \$30 millions à titre de compensation pour un manque à gagner qui découle du retrait de l'ancienne politique des transports.

M. Garon: Oui.

M. Giasson: Les cultivateurs nous parlent de cela et voudraient que le Québec enfin négocie et débouche sur une entente qui va faire que les cultivateurs vont toucher la compensation.

M. Garon: D'abord, cela fait longtemps que cela traîne, au fond, puisque au cours de l'année 1976 également, cela a été en discussion et n'a pas été réglé. Ce n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, c'est la procédure que le gouvernement fédéral nous suggère. L'entente était prête, moi, je l'avais signée, les Affaires intergouvernementales l'avaient approuvée, elle était partie, quand j'ai reçu une lettre de M. Whelan — je pense que les deux se sont croisées — où il me suggère une procédure nouvelle dans la perspective de la "vi-

sibilité" dont parle M. Ouellet aux Affaires urbaines; je pense que cela vous dit quelque chose, il aimerait avoir bien des chèques un peu partout, qu'on administre tout cela, les plans, qu'on dépense tout l'argent pour administrer les programmes, qu'on fournisse au fédéral les dossiers et après cela que le fédéral fasse les chèques.

Dans la même perspective, je trouve que le gouvernement du Québec n'est pas un gouvernement pour administrer des programmes fédéraux en dépensant beaucoup d'argent uniquement pour l'administration, pour les photocopies et en utilisant notre personnel pour ces choses. Cela, c'est uniquement, actuellement, une question de "visibilité" du gouvernement fédéral. C'est ça le problème.

M. Giasson: Question additionnelle: Le ministre ne nous a pas répondu à la question à savoir quels sont les points précis sur lesquels il ne peut pas accepter les conditions. C'est bien facile de dire que l'argent va servir pour de l'administration et pour de la paperasse, mais que va coûter exactement cette administration?

M. Garon: Je n'ai pas dit que l'argent servirait pour de l'administration et de la paperasse. J'ai dit qu'on suggère des procédures d'une telle lourdeur que des hauts fonctionnaires, qui étaient là de votre temps et qui sont encore là aujourd'hui, me disent qu'ils n'en n'ont jamais vu d'aussi lourdes de leur vie depuis qu'ils sont là. Pourquoi?

M. Giasson: Quelles sont ces conditions?

M. Garon: Ce sont des procédures de dossiers, de photocopies...

M. Giasson: Des procédures...

M. Garon: ...de documents...

M. Lamontagne: ...dans une journée.

M. Garon: ...pour pouvoir administrer, transférer, pour pouvoir émettre un chèque de \$0.02, par exemple, pour un drainage et des choses comme ça. Je peux vous lire la lettre de M. Whelan, si vous voulez, demain. Cela va peut-être vous éclairer.

M. Giasson: Oui, si le ministre veut déposer copie de la lettre, je serais intéressé à en prendre connaissance.

M. Roy: M. le Président, une dernière question additionnelle au ministre, suite à ça. Si j'ai bien compris le ministre, le ministre de l'Agriculture du Québec aurait signé l'entente et le ministre des Affaires intergouvernementales aurait approuvé l'entente. En somme, ce qui achoppe, à l'heure actuelle, c'est que le fédéral n'a pas signé son engagement. Est-ce que j'ai bien compris, parce que c'est quand même très important, M. le Président? Si c'est le fédéral qui achoppe, si c'est le fédéral qui ne veut pas signer ce que le provincial a signé, c'est une autre chose. J'aimerais bien être éclairé là-dessus.

M. Garon: Il y a un projet qui a été signé par le ministre de l'Agriculture, qui a été approuvé par les Affaires intergouvernementales, où il y avait une annexe ou avec différents types de projets. A Victoria, on a parlé d'en modifier une couple à l'intérieur. Ce n'est pas sur ça que porte le débat. Le débat porte sur la procédure, l'émission de l'argent.

M. Roy: Vous avez signé?

M. Garon: Oui, j'ai signé.

Annulation du festival "pop" de Sutton

M. Charbonneau: M. le Président...

Le Président: M. le député de Verchères.

M. Charbonneau: ...au ministre de la Justice. Le ministre de la Justice est sans doute au courant de la question du festival "pop" de Sutton qui s'organise. J'ai entendu plusieurs nouvelles contradictoires ces dernières heures et, notamment, que le ministère de la Justice était impliqué dans le dossier.

D'abord, est-ce que le ministre pourrait nous indiquer s'il est exact que son ministère est impliqué dans ce dossier, s'il est exact que la Sûreté du Québec a ouvert une enquête sur cette affaire, s'il est également exact, selon les dernières informations, que le festival en question aurait été annulé, que le principal organisateur aurait disparu depuis trois jours et qu'on aurait refusé aujourd'hui à des gens de les rembourser dans les kiosques de certaines maisons faisant la vente de vêtements et qui étaient chargées de la vente des billets de ce festival "pop"?

M. Bédard: M. le Président, nous avons effectivement reçu de nombreux appels téléphoniques et de nombreux télégrammes de certaines personnes qui s'inquiétaient de la tenue de ce festival "pop" à l'intérieur des murs de leur municipalité. J'ai demandé immédiatement à la Sûreté du Québec de faire une "enquête", de voir à me présenter un rapport sur cette activité possible, étant donné les mesures de sécurité que cela aurait pu comporter. Il y a eu effectivement rencontre entre la Sûreté du Québec et les principaux organisateurs. Maintenant, nous avons reçu une lettre de la part du principal organisateur, M. George Alfano, selon laquelle il annulait cette manifestation, ce qui veut dire que le festival "pop" n'aura pas lieu et qu'il s'engageait à faire le nécessaire pour rembourser les billets déjà vendus.

M. Charbonneau: Si j'ai bien compris, M. le ministre, c'est donc dire que les gens pourraient se présenter dans les prochains jours et être remboursés des montants qu'ils ont payés pour ces billets.

M. Bédard: Je ne suis pas au courant de toutes les technicités mises en oeuvre par l'organisa-

teur de ce festival. Ce qu'il nous indique dans la lettre dans laquelle il nous fait part de son intention de ne plus le tenir, c'est également son intention de rembourser les citoyens qui auraient déjà acheté des billets.

M. Charbonneau: Est-ce que le ministre pourrait vérifier si les informations qui ont été diffusées aujourd'hui sont exactes? Selon celles-ci, des gens auraient tenté aujourd'hui de se faire rembourser et auraient essuyé un refus, d'une part.

Deuxièmement, l'organisateur en question serait disparu depuis trois jours. J'ignore si c'est exact ou non, mais peut-être cela serait-il pertinent pour les gens qui tentent de se faire rembourser.

M. Bédard: Je pourrais vérifier, M. le Président.

Le Président: M. le député de Jean-Talon.

Dossier Quésteel et SIDBEC

M. Garneau: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Lors de l'analyse du projet de loi octroyant certains subsides à SIDBEC, nous avons posé des questions concernant la faillite de Quésteel. Nous avons demandé si on connaissait à ce moment la date de la fin des soumissions demandées par le syndic. La Presse de fin de semaine nous apprenait que la date était maintenant fixée au 15 septembre pour la réception des soumissions.

Le ministre pourrait-il nous dire si c'est l'intention du gouvernement, directement ou d'une de ses sociétés, de faire une soumission pour l'achat des équipements de la compagnie Quésteel?

M. Tremblay: Le député de Jean-Talon sait fort bien que l'entreprise d'Etat dans le secteur de l'acier, c'est SIDBEC, et que cette entreprise a un conseil d'administration qui a comme mandat de prendre des décisions semblables. Il n'appartient pas au gouvernement de prendre des décisions directement dans cet ordre de choses. Si l'entreprise juge qu'il est dans le meilleur intérêt des opérations de l'entreprise de participer à cette demande de soumissions, il appartiendra au conseil d'administration de prendre ses responsabilités.

M. Garneau: La réponse du ministre ne me plaît pas du tout quand on sait que cela prend des cents pour SIDBEC pour acheter Quésteel. Je vais reformuler ma question différemment.

Est-ce l'intention du ministre de l'Industrie et du Commerce qui détient, au nom de la population du Québec, des actions dans cette société, de doter SIDBEC des fonds nécessaires pour qu'elle puisse soumissionner pour l'achat de Quésteel?

M. Tremblay: Il n'y a pas eu de demande formulée par SIDBEC sur cette question.

M. Garneau: Existe-t-il au ministère de l'Industrie et du Commerce des personnes qui se préoccupent de ce dossier qui affecte quand même un nombre important de travailleurs québécois ou le gouvernement laisse-t-il porter la chose tout simplement et n'est pas intéressé du tout à essayer de sauver cette entreprise?

M. Tremblay: En ce qui concerne SIDBEC, nous en avons discuté lors de la commission élue sur le bill 41. Nous sommes en train de mettre sur pied un service des sociétés d'Etat. Ce service est donc en voie d'instauration. En ce qui concerne l'industrie de l'acier, il y a un comité de fonctionnaires qui travaillent au ministère d'Etat au développement économique et qui a justement comme mandat de suivre les opérations de recouvrement de l'entreprise Quésteel.

Le Président: M. le député de Jean-Talon.

M. Garneau: A quel moment le ministre croit-il être en mesure d'informer cette Chambre de la décision, comme actionnaire de SIDBEC, du gouvernement de soumissionner ou de ne pas soumissionner pour l'achat des actifs de Quésteel?

M. Tremblay: En temps opportun, M. le Président.

M. Garneau: M. le Président, le ministre veut se moquer de cette Chambre, je crois bien. Je vais devoir poser une autre question pour essayer de savoir sous quelle autorité législative et sous quelle autorité budgétaire le gouvernement entend s'appuyer pour faire une telle proposition d'achat. Il ne s'agit pas de questions qui peuvent traîner jusqu'à l'an prochain. La date limite est le 15 septembre. Le ministre devrait être un peu plus sérieux dans ses réponses.

M. Tremblay: J'ai déjà dit que le gouvernement n'avait pas pris de décision dans ce secteur et que s'il y a une décision à prendre pour s'approprier de certains moyens de production, dans le cadre des budgets de l'entreprise, elle sera prise par le conseil d'administration. S'il s'agit de nouvelles injections de fonds, vous savez fort bien qu'il faut revenir devant la Chambre.

Le Président: M. le député de Nicolet-Yamaska.

Services policiers municipaux

M. Fontaine: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Le ministre a-t-il pris connaissance de la recommandation de l'Union des municipalités du Québec afin de créer des gendarmeries locales destinées à remplacer les services actuels de policiers municipaux? Ces gendarmes ne s'occuperaient que de faire respecter l'ordre et la paix. A-t-il l'intention de donner suite à cette recommandation?

M. Bédard: J'ai effectivement pris connaissance de cette demande qui est d'ailleurs faite depuis un certain temps par les municipalités, étant donné les coûts élevés pour le maintien des forces policières du point de vue municipal.

Je crois qu'il serait prématuré de vous dire si oui ou non nous allons donner suite à cette demande sérieuse.

Comme vous le savez, il y a un groupe de travail, à l'heure actuelle, sous la direction de M. Saulnier, qui, justement, a comme fonction de recevoir les mémoires des corps policiers qui peuvent être intéressés et également des municipalités ou de différents organismes afin de pouvoir déterminer et de tracer une ligne ou encore de faire des recommandations au gouvernement en ce qui a trait à l'ensemble des fonctions policières.

Ce ne serait pas tellement indiqué de nous aligner dès maintenant — pas tellement respectueux envers le comité non plus — sans que le comité ait pu nous faire parvenir ses recommandations.

Le Président: M. le député de Nicolet-Yamaska.

M. Fontaine: M. le Président, même s'il y a un comité qui travaille sur ce sujet actuellement, le ministre pourrait-il, dès aujourd'hui, rassurer les municipalités en disant qu'il ne retiendra pas l'idée d'une unification à long terme de toutes les fonctions policières au Québec à l'intérieur d'un seul corps de police et ce, pour éviter le risque que nous soyons éventuellement à la merci de quelque 10 000 policiers armés appartenant à un même syndicat?

M. Bédard: J'ai déjà affirmé dans cette Chambre que je n'étais partisan en aucune façon de l'idée de la formation d'une seule force policière au Québec.

Le Président: M. le député de Verdun.

M. Charbonneau: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: M. le député de Verdun.

Hôpital Saint-Charles-Borromée

M. Caron: M. le Président, j'ai deux questions. Vu que le ministre du Travail n'est pas là, je reporterai ma question à un autre jour parce qu'il est plus au courant du dossier, mais je vais poser une question au député adjoint du ministre des Affaires sociales, le député de Richelieu.

L'adjoint serait-il au courant si le ministre a l'intention de rencontrer les personnes et les groupes qui s'opposent à la fermeture de l'hôpital Saint-Charles-Borromée à Montréal et, s'il y a rencontre, le ministre a-t-il l'intention de faire de nouvelles propositions pour garder cet hôpital ouvert, au moins en attendant qu'on obtienne d'autres lits

à Montréal, quand on sait qu'il y a pénurie de lits pour les malades chroniques?

M. Martel: Je dirai au député de Verdun que je partage beaucoup de pensées avec le ministre des Affaires sociales, mais celle-là, non. Je prends avis également de cette question. Demain, le ministre ou moi, nous donnerons la réponse au député de Verdun.

Le Président: M. le député d'Outremont.

Transport en commun dans la région de Montréal

M. Raynauld: Pour une fois que j'avais une question à poser au ministre des Transports, je devrai revenir au ministre chargé du développement économique. Je voudrais lui demander s'il a pris connaissance des affirmations qui ont été faites dans le Devoir, ce matin, à propos du train du nord, nouvelle vague, et à propos de l'autoroute est-ouest. Mes questions plus précises se rapportent à ceci. Ce qui m'a inquiété, à propos du réseau express du nord, c'est qu'on laisse entendre que cet express ne se rendrait pas à Mirabel. Je voudrais savoir du ministre, d'abord, s'il peut confirmer cela. Est-ce que c'est une décision du gouvernement ou est-ce qu'elle va être prise dans ce sens? Deuxièmement, pourrait-il nous expliquer un peu comment cela va s'insérer dans les programmes de développement du transport entourant tout le nord de Montréal?

M. Landry: M. le Président, il serait très présomptueux, dans le cadre d'une question, d'évoquer tout le plan de transport entourant Montréal. Ce serait doublement présomptueux parce que nous attendons, pour confirmer et pour commenter la chose, le rapport du bureau d'étude sur la question. Cette Chambre ainsi que le député d'Outremont auraient intérêt à attendre que les travaux soient complets pour ne pas s'embarquer dans des spéculations qui ne peuvent être qu'à cet état tant qu'on n'aura pas en main tous les documents.

Le Président: M. le député d'Outremont.

M. Raynauld: Question additionnelle. Est-ce que cela s'applique aussi à l'autoroute est-ouest?

M. Landry: Cela s'applique aux deux. Je dirais même surtout, M. le Président.

Le Président: M. le député de Verchères, par mesure d'exception, comme je craignais tout à l'heure que M. le député de Verdun, qui me demandait depuis longtemps de poser une question, ne puisse pas avoir le temps de le faire, je vous ai enlevé une question additionnelle; je vous autorise maintenant à poser votre question additionnelle au ministre de la Justice. Il est parti. Ce sera la prochaine fois.

M. Charbonneau: Merci, M. le Président. Si le

ministre de la Justice revient, peut-être que je pourrai bénéficier de votre gratitude.

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: M. le Président, j'ai le même handicap que celui du député de Verchères. Ah! le voilà. Peut-être que je pourrai passer après la question additionnelle.

Services policiers (suite)

M. Charbonneau: C'était une question additionnelle dans la lignée des questions du député de Nicolet-Yamaska.

Est-ce que le ministre pourrait nous indiquer s'il serait possible aux membres de cette Assemblée d'obtenir des copies des mémoires qui sont présentés devant le groupe Saulnier? Certains de ces mémoires ont été rendus publics par les gens qui ont témoigné devant le groupe Saulnier, et, dans d'autres cas, il semble qu'ils ne l'aient pas été. Est-ce que le ministre pourrait vérifier avec le groupe Saulnier si, dans certains cas, il n'y aurait pas de danger pour l'intérêt public que les membres de cette Assemblée prennent connaissance de certains de ces mémoires qui ont été présentés pour qu'on puisse amorcer, de notre côté, la réflexion sur cette question des structures policières?

M. Bédard: Je m'excuse, M. le Président, je croyais que le député de Verchères posait une question additionnelle à quelqu'un d'autre. Mon attention était orientée ailleurs.

Le Président: Il était, cette fois, absent d'esprit.

M. Charbonneau: Je peux répéter...

Le Président: M. le député de Verchères, pourriez-vous reformuler...

M. Charbonneau: A la suite des questions du député de Nicolet-Yamaska, est-ce qu'il serait possible au ministre de la Justice de vérifier, avec les gens du groupe Saulnier, s'il n'y aurait pas de problème à ce que les membres de cette Assemblée entrent en possession de la plupart des mémoires et documents qui sont présentés par les différents groupes devant le comité Saulnier, afin que nous aussi puissions amorcer, de notre côté, la réflexion sur la question policière, bien entendu avec certaines restrictions. S'il y a des questions confidentielles, je comprendrais que le groupe Saulnier préfère garder confidentiels ces documents. Déjà, certains groupes, eux-mêmes, de leur propre chef, rendent public leur mémoire après l'avoir déposé devant le groupe Saulnier.

M. Bédard: Je suis convaincu que l'ensemble de ces mémoires et leur contenu pourrait intéresser chacun des membres de cette Assemblée. J'aurai justement l'occasion de rencontrer M.

Saulnier demain et je porterai à son attention cette demande.

Le Président: Fin de la période des questions.

Travaux parlementaires

M. Burns: M. le Président, c'est un avis qui devra, demain, être appuyé d'une motion, puisque la Chambre continuera ses travaux demain après-midi. Je donne immédiatement avis à ceux qui pourraient être intéressés à la commission élue permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, que les projets de loi nos 50 et 51 seront étudiés en commission demain après-midi, après la période des questions. Sur ce, M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article 6.

M. Grenier: M. le Président, avant de...

Le Vice-Président: Oui, M. le député de Mégantic-Compton.

M. Grenier: Sur une question de privilège. Le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche était de passage dans mon comté en fin de semaine, même à deux reprises, et...

M. Burns: M. le Président, est-ce que vous avez reçu avis?

Le Vice-Président: Non, justement, M. le député de Mégantic-Compton. En vertu de l'article 49, il faut ou bien que les faits se soient produits à cette séance, ou bien qu'un avis ait été fourni à la présidence une heure avant le début de la séance.

M. Grenier: Je vous le fournirai demain, M. le Président.

Projet de loi no 101

Deuxième lecture

Motion de report à trois mois (suite)

Le Vice-Président: D'accord, alors j'attends votre avis.

Article 6, reprise du débat sur l'amendement de M. le député de Verdun à la motion de M. le ministre au développement culturel concernant le projet de loi 101. Cette motion a pour but d'amender la motion principale en discussion en retranchant le mot maintenant et en ajoutant à la fin les mots "dans trois mois". A l'ajournement, vendredi, M. le député de Portneuf avait la parole.

M. Michel Pagé

M. Pagé: Merci, M. le Président. Effectivement, lorsque nous avons terminé nos travaux vendredi dernier, nous tentions de convaincre, et j'espère que nous y aurons réussi, notre gouvernement de reporter à trois mois l'adoption en deu-

xième lecture du projet de loi no 101. Cette motion a été présentée par l'honorable député de Verdun.

M. le Président, beaucoup d'intervenants jeudi et vendredi de la semaine dernière ont fait part de leurs commentaires, de leurs considérations, sur cette motion formulée par l'honorable député demandant de reporter à trois mois. Il y eut, d'une part, la position de notre parti, l'Opposition officielle, qui a été sans équivoque. Avec plusieurs motifs à l'appui, elle a présenté son opinion, sa position pour insister davantage... Je pense que la majorité de mes collègues sont intervenus.

S'ils l'ont fait, c'est assurément pour mieux sensibiliser et mettre plus d'appui dans cette requête auprès des membres du gouvernement en espérant qu'on saura y donner suite de façon positive. On a eu la position de l'Union Nationale, qui a fait part de ses considérations aussi dans l'étude de cette motion. Celle-ci évidemment, M. le Président n'a pas ménagé ses efforts pour au lieu de discuter de la motion comme telle, attaquer l'Opposition officielle.

M. Roy: Le député de Beauce-Sud aussi.

M. Pagé: Le député de Beauce-Sud aussi, à ce qu'on me dit. Lorsque celui-ci est intervenu, je crois que c'est jeudi après-midi, j'étais à mon bureau et je n'avais pas eu l'occasion de l'entendre; celui-ci vient de me confirmer qu'il était contre notre motion. En ce qui concerne l'Union Nationale, je n'ai pas l'intention, dans mes dix minutes, de passer tout mon temps à en parler, à parler d'elle. Je me limiterai à dire, M. le Président, que, quant à moi du moins, je n'ai aucune leçon de morale à recevoir de ce parti qui a présenté le projet de loi no 63.

J'ajouterais, M. le Président, ce que ceux-ci ont dit. Ils ont dit que notre motion était strictement pour retarder les travaux, que c'était une motion dilatoire. Ce n'est pas une motion dilatoire, effectivement pas, parce qu'il faut se resituer dans le contexte: qu'est-ce que le gouvernement pourrait faire? Parce que le gouvernement aurait certainement à profiter de ce délai de trois mois. Qu'est-ce que ce gouvernement pourrait faire, si l'étude du projet de loi était reportée à trois mois? D'accord, M. le Président, on peut s'attendre, cela est officiel, que les deux premières semaines soient pour des vacances, cela est définitif, d'ailleurs, c'est confirmé par... Mon honorable collègue de Chicoutimi me fait un signe de tête, approbateur...

M. Bédard: Je m'excuse, M. le Président, je ne voudrais pas que mon collègue interprète mes signes de tête, cela pourrait lui jouer des tours.

M. Pagé: M. le Président, j'y reviens, mais, quand même, je suis convaincu que les deux premières semaines seraient pour prendre des vacances. Il y en a plusieurs qui sont en vacances actuellement actuellement — même le premier ministre d'ailleurs à ce qu'on me dit — et c'est bien déplorable dans le contexte économique et dans le contexte politique actuel au Québec, que cela se

passé comme cela. Je vois le ministre de l'Éducation avec nous cet après-midi, vice-premier ministre d'ailleurs; cela lui permettrait... le vice-premier ministre, donc premier ministre actuellement, parce que le premier ministre est en vacances, ce-lui lui permettrait, dis-je, de consulter davantage la population du Québec, voir effectivement...

M. le Président, si le député de Chicoutimi...

M. Bédard: On nous informe, non, non,...

Le Vice-Président: A l'ordre!

M. Bédard: ...on nous informe que vous arrivez vous-même de vacances.

Le Vice-Président: A l'ordre! Je pense que M. le député de Portneuf parle sur le fond de la motion d'amendement à la motion principale et que les autres députés parlent sans avoir le droit de le faire. Par conséquent, je demanderais que l'on respecte le droit de parole de M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Merci, M. le Président, c'est très sage, vous témoignez de la sagesse qu'on vous connaît. M. le Président, je tiens à dire au député de Chicoutimi que s'il veut nous faire part de ses commentaires tout à l'heure dans le débat, il pourra intervenir à loisir; le député de Laprairie aussi, qui lui soufflait des choses à l'oreille tout à l'heure, pourra le faire à loisir, lui aussi s'il le veut. Pour reprendre ce que le député de Chicoutimi vient de dire, M. le Président, vous me permettrez quand même de lui faire part, qu'en aucun temps, depuis que ladite session est ouverte, je n'ai pris des vacances. J'ai eu l'occasion de m'absenter quelques jours, c'était une absence motivée, et qui s'expliquait, et pour laquelle mon "whip" m'avait d'ailleurs donné la permission, mais je n'étais nullement en vacances, soyez-en certain, M. le Président, avec tout l'intérêt que j'ai pour le débat, pour les questions que l'on débat actuellement à l'Assemblée Nationale.

M. le Président, avant d'avoir été dérangé de cette façon, je disais que le ministre de l'Éducation pourrait certainement profiter de cette période de trois mois pour se promener en province. Effectivement, on nous fait part, on est informé qu'on pourrait prévoir pour l'automne prochain une tournée ministérielle un peu partout en province; le ministre de l'Éducation, s'il avait un délai de trois mois, selon moi, pourrait certainement rencontrer davantage la population du Québec, rencontrer davantage les parents du Québec, voir quels sont les besoins, quelles sont les aspirations des parents du Québec, particulièrement au chapitre de l'enseignement de la langue française, d'une part, où il y a beaucoup à faire, entre autres choses, ce délai pourrait permettre au gouvernement de prendre conscience de la nécessité, de l'obligation pour lui, d'apporter des prévisions particulières dans le projet de loi 101 pour garantir aux Québécois un enseignement amélioré...

Le Vice-Président: M. le député de Roberval.

M. Lamontagne: C'est la première fois que j'appelle le quorum aujourd'hui, mais j'espère que c'est la dernière en même temps.

Le Vice-Président: M. le député de Roberval, j'ai constaté moi-même qu'il n'y a pas quorum et c'est pourquoi, immédiatement, pour une fois, et c'est la première fois que j'appelle les députés, alors que l'on appelle les députés.

Le quorum étant maintenant constaté, vous pouvez continuer.

M. Pagé: M. le Président, je remercie le député de Roberval d'avoir su faire venir les députés péquistes. Ils étaient probablement au bord de la porte en train de regarder les feuillets de vacances ou quelque chose du genre peut-être.

De toute façon, M. le Président, j'aimerais savoir combien de temps il me reste, parce que j'ai été interrompu, d'une part, par le député de Chicoutimi et, d'autre part, on a arrêté pendant...

Le Vice-Président: Vous avez commencé à 16 h 16. L'intervention du député de Chicoutimi n'est pas enlevée de votre temps, ce sont les usages de la Chambre; la suspension pour le quorum est cependant enlevée de votre temps. Normalement, vous auriez dû finir à 16 h 26, vous avez jusqu'à 16 h 30, ce qui est très généreux.

M. Pagé: Non, c'est exactement ce que j'avais pensé, ce que j'avais prévu, M. le Président.

M. le Président, je disais donc que le ministre de l'Éducation pourrait participer plus étroitement à ce projet de loi 101, et je suis convaincu qu'une période de trois mois lui permettrait d'une part, d'amorcer une tournée en province, de rencontrer les gens, de discuter avec eux pour voir fondamentalement quels sont les besoins des Québécois, quelles sont les aspirations des Québécois. Il y a deux chapitres, notamment le chapitre de l'enseignement de la langue française, où il m'apparaît — je ne voudrais pas entrer dans ce débat ici, parce que ce ne serait pas sur la motion — mais je me limiterai à dire qu'il serait opportun que le ministre de l'Éducation prenne ce délai pour voir ce qu'il peut faire, les prévisions qui peuvent être introduites dans le projet de loi 101 pour assurer dans nos écoles, un enseignement amélioré du français, de la langue française.

C'est la même chose, M. le Président, concernant le deuxième aspect, le ministre de l'Éducation pourrait profiter de cette période aussi pour rencontrer les parents. Celui-ci serait définitivement à même de constater que très peu nombreux sont les Québécois qui aspirent à ce que leurs enfants puissent apprendre, puissent avoir la connaissance d'usage de l'anglais langue seconde. À ce chapitre, je suis convaincu de plus que celui-ci serait à même de constater que l'enseignement de l'anglais langue seconde dans nos écoles laisse à désirer et de beaucoup. Encore là, cette période, je suis convaincu, je suis certain, serait profitable au ministre de l'Éducation.

C'est la même chose pour le ministre de la Justice. Le ministre de la Justice serait certaine-

ment à même de discuter, d'échanger avec les différents groupes du Québec sur toute cette question des droits des minorités relativement à la charte des libertés civiles. On a eu à débattre cette question, M. le Président, je ne veux pas revenir au fond, encore là, on a eu à la débattre par différentes questions, par différents avis qui ont été formulés ici à l'Assemblée. Le ministre, je pense, aurait une période suffisamment longue pour pouvoir échanger avec les groupes concernés et voir avec eux la possibilité de modifier peut-être le projet de loi 101 pour en arriver à quelque chose de plus adéquat selon les aspirations de plusieurs centaines, de plusieurs milliers de Québécois.

C'est la même chose, M. le Président, pour les travaux d'audition. Je suis convaincu que vous avez été à même, d'autant plus que c'est vous qui présidiez à ce moment-là, de constater la façon cavalière dont les travaux de la commission parlementaire chargée de l'étude du projet de loi 1, l'autre projet, se sont terminés un vendredi, il y a quelques semaines. Avec plusieurs groupes qui avaient déjà manifesté leur intérêt de participer étroitement à ce débat sur la charte, sur la langue, et qui n'ont pas eu l'occasion de faire part de leurs opinions et de leurs considérations au gouvernement du Québec, je pense qu'une période de trois mois permettrait tout au moins de rouvrir l'étude de la commission parlementaire pour entendre ces mémoires, pour discuter avec eux, pour vraiment avoir un échange adéquat avec le plus grand nombre de citoyens possible, de groupes représentatifs provenant du milieu, pour voir la façon dont on pourrait collectivement bonifier ce projet de loi no 101.

Cette période de trois mois nous permettrait de plus de passer à un autre menu législatif, si la motion était adoptée, et je souhaite, j'espère qu'elle le sera, parce que le vote sera appelé ce soir ou demain.

Cela fait peut-être deux mois que l'énergie du gouvernement et de notre système parlementaire est spécialement consacrée à l'étude de cette question linguistique.

M. le Président, cette question est importante, fondamentale. J'aurai l'occasion d'ailleurs d'en faire état lorsqu'on reprendra le débat en deuxième lecture, sur la motion elle-même, sur la motion d'adoption à la deuxième lecture, mais il y a d'autres questions qui sont importantes au Québec actuellement. J'ai eu l'occasion, cet après-midi, de faire état du problème de East Angus. Je suis certain que mon collègue de Mégantic-Compton sera là pour abonder dans le même sens que moi.

On aurait pu parler du problème des travailleurs de la Wayagamack, au Cap-de-la-Madeleine, qui font face à une fermeture éventuelle de leur usine, où des centaines de travailleurs seront mis à pied.

On parle, chaque jour, c'est comme cela dans les journaux, d'ailleurs, je pense que les questions de l'Opposition officielle en témoignent fidèlement, du climat économique actuel du Québec. On a parlé, la semaine dernière, dans les questions qu'on a formulées, des problèmes que

connaît l'industrie touristique. Je vois le ministre de l'Industrie et du Commerce et je suis certain qu'il abondera dans le même sens que moi. Il serait opportun et urgent, M. le Président, qu'on se penche là-dessus.

D'accord de dire qu'il y a des problèmes à Montréal, d'accord de dire qu'il y a moins de touristes qu'avant, d'accord de dire que le gouvernement s'apprête à annoncer pour une nième fois un centre de congrès que nous autres, dans notre temps, on avait déjà annoncé. Je crois qu'une période de trois mois, M. le Président — j'y reviens — constituerait un moment choisi, une période choisie, pour qu'on puisse vraiment étudier toute cette question de l'économie au Québec. Il y a beaucoup à faire.

M. le Président, pour tous ces motifs, je ne veux pas reprendre les centaines de motifs que mes collègues ont savamment exposés, nous aurons tous l'occasion, probablement, de faire part de nos opinions et de nos considérations sur cette motion, mais encore une fois, je réitère ce que j'ai formulé au début: Le gouvernement devrait profiter de la motion qui a été présentée par le député de Verdun. Le gouvernement devrait en profiter et dire: On l'accepte. On accepte que ce débat soit reporté à trois mois pour, d'une part, qu'on puisse étudier d'autres questions ici à l'Assemblée, que l'énergie des membres de cette Assemblée soit dirigée et consacrée à l'étude et à l'analyse, somme toute, collégiale, des problèmes économiques du Québec, les problèmes touristiques, etc. D'autre part, cela permettrait au ministre de l'Éducation d'avoir le temps tout au moins de mieux sonder le poulx et les besoins de la population, eu égard au projet de loi no 101, formulé et présenté, actuellement en deuxième lecture. Je suis convaincu qu'à la lueur de cette période, le ministre de l'Éducation reviendrait après trois mois avec des amendements à apporter au projet de loi qui permettraient et garantiraient aux Québécois un enseignement amélioré de la langue française et un enseignement amélioré de l'anglais, langue seconde, dans les écoles françaises.

Pour tous ces motifs, j'appuierai la motion du député de Verdun.

Le Vice-Président: M. le député de Saint-Louis.

M. Harry Blank

M. Blank: M. le Président, je suis un des députés de ce côté-ci qui n'ont pas parlé encore sur le fond du projet de loi. C'est-à-dire qu'un de ces jours-ci j'aurai le temps de parler pendant 20 minutes pour expliquer à cette Chambre pourquoi je suis contre ce projet de loi. Mais aujourd'hui, mon collègue...

M. Charron: Dix minutes.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Blank: C'est exactement ce que j'ai dit. J'aurai 20 minutes quand j'aurai le droit de parler sur le fond.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Saint-Louis, ne vous occupez que de la présidence à laquelle vous devez vous adresser et venez-en au sujet de la motion. Vous aurez vos vingt minutes, lorsque cette motion aura été mise aux voix.

M. Blank: C'est cela que j'expliquais à mes collègues, les députés de Saint-Jacques et de Maisonneuve, que les 20 minutes sur le fond, j'en parlerai ce soir, demain, mercredi, jeudi ou je ne sais quand. Mais je suis très heureux aujourd'hui que mon collègue, le député de Verdun, me donne une chance de parler pendant dix minutes pour vous dire pourquoi je suis très heureux qu'il demande cette remise de trois mois. Je ne sais pas si mes collègues en face comprennent qu'on étudie un des projets de loi les plus importants qui aient jamais été présentés ici en cette Chambre, et les conséquences importantes qui vont suivre ce projet de loi... C'est exactement là-dessus que je vais parler, sur ces conséquences.

On ne sait pas encore quelles seront les conséquences. On a le ministre, le député de Bourget, qui nous dit une histoire, blanc, et les autres députés de ce côté-ci disent une autre histoire, noir. On ne le sait pas. On a besoin d'au moins trois mois pour réfléchir, pour étudier tout ce qu'on a entendu jusqu'à ce jour. Quand je dis que nous, les députés, ne savons pas ce qui se passera à l'avenir avec ce projet de loi, que cela se passe ou non, la population est moins instruite...

Ce matin, j'étais au palais de justice de Montréal. J'y ai rencontré des clients et d'autres avocats. Comme vous le savez, les avocats sont les gens peut-être les plus politisés au monde. J'ai jaser avec une douzaine d'avocats. Pour commencer, ils ne savaient pas que nous étions en session.

M. Gendron: Ce sont des gens bien politisés.

M. Blank: Oui, ce sont des gens politisés.

M. Gendron: C'est un avocat politisé, ça.

M. Blank: Deuxièmement, ils pensaient que le bill 101, c'était déjà... Ils ne savaient pas ce qui s'est passé avec le bill. Ils pensaient que le gouvernement allait peut-être le retirer pour réfléchir. Ils ne savaient pas. Ce sont des gens politisés. Mais qu'est-ce que vous pensez de l'homme de la rue, "the common people"? Il ne sait pas ce qui se passe. Pour ma part, je pense que le gouvernement doit prendre ces trois mois-ci pour avoir une campagne de publicité pour et contre cette loi, pour informer les gens. Les gens doivent savoir ce qui se passerait dans l'avenir du Québec si ce projet de loi était adopté ou s'il ne l'était pas. On ne le sait pas!

Chaque jour le ministre, député de Bourget, nous donne un autre rapport démographique. Chaque jour, c'est un rapport différent. M. A dit que M. B a raison, mais M. C dit que B n'a pas raison, que A a raison; on ne sait pas où on va!

Moi, je ne le sais pas. J'ai essayé de comprendre ce rapport qu'on nous a donné aujourd'hui. Cela prendrait au moins trois mois pour l'étudier. S'il veut te traduire en anglais, ça me prendra seulement deux mois. Je n'ai pas le droit de faire de sous-amendement à l'amendement, à savoir s'il veut me traduire ça en anglais, je suis lié par les trois mois et il y a seulement un amendement.

Mais, franchement, je ne fais pas de farce, le public ne sait pas ce qui se passe. Il ne sait pas les conséquences de ce projet de loi.

Pour ma part, j'ai pensé que, chaque fois que quelqu'un se lève ici, dans cette Chambre, ou s'est levé au salon rouge au sujet de l'autre projet de loi avec les mémoires qui ont été présentés, il y a toujours eu des gens ayant un intérêt particulier pour ou contre ce projet de loi. Il n'y avait pas d'opinion neutre. Toujours, on était pour le projet 100% ou contre 100%. Les hommes d'affaires d'un côté, les syndicats d'un autre côté, les péquistes d'un autre côté, les libéraux de l'autre côté, les Français, les Anglais, la Saint-Jean-Baptiste, le Positive Action Committee, tous ces groupes toujours l'un contre l'autre.

Pour ma part, je suggérerais — mes collègues d'en face n'aiment pas le mot — mais peut-être une commission royale pour faire cette étude. On peut avoir une étude de ce projet de loi et savoir quelles seront les conséquences de cette fameuse loi. Est-ce qu'on a des conséquences économiques? Est-ce que la langue française est vraiment en péril? Est-ce que la communauté anglaise est en péril? Oui ou non? On ne le sait pas! Chaque jour, un autre rapport. L'un dit oui, l'autre dit non. L'un dit peut-être, l'autre dit c'est possible. Ici, en cette Chambre, on n'aura jamais la vérité, jamais, parce qu'ici, c'est un côté; on a nos opinions, qui sont un peu "préjugées"; de l'autre côté, on a des opinions toutes "préjugées", plus "préjugées" que de ce côté-ci. On a fait son lit et c'est ça!

Prenons, par exemple, la question de "Option Canada, Option Québec", pas "option", "clause Canada, clause Québec". On s'est retourné de côté deux ou trois fois de l'autre côté de la Chambre. On ne sait pas encore quelle est la réponse. Lisez l'éditorial dans la Presse d'aujourd'hui. On y parle de notre premier ministre et de cette fameuse clause. On ne sait pas encore la réponse. On n'aura pas encore cette réponse, parce que, encore, d'un côté, on donne des opinions politiques, on donne des opinions rationnelles, on donne des opinions démographiques, on ne sait pas. Seulement une commission neutre peut nous donner au moins un rapport disant ce qu'est l'opinion des personnes qui ont entendu toutes les parties et qui donnent une opinion basée sur la preuve ou sur le témoignage qu'elles ont entendu. Cela prendrait au moins trois mois pour ça, au moins, et si le gouvernement a peur d'une commission royale, on peut enlever le mot "royale". On va l'appeler seulement "une commission d'enquête".

Pour ma part, j'ai constaté que le ministre de la Justice a prolongé le mandat de la CECO jusqu'à 31 décembre. Je pense que ce projet de loi-ci, c'est un crime contre la population du Qué-

bec. Peut-être que la CECO peut ajouter à son mandat l'étude de ce projet de loi. C'est possible, parce que ce projet de loi, si on l'adopte en vitesse... Comme le premier ministre l'a dit, il ne veut pas bousculer la Chambre, on ne doit pas bousculer la population non plus. On doit faire une enquête de base pour savoir où on va avec ce projet de loi. Est-ce que ce projet de loi est nécessaire? Est-ce que c'est le temps maintenant? Est-ce qu'on peut attendre?

Déjà, le député de Papineau a fait un grand discours sur la question à savoir que, maintenant, on va avoir le français comme langue officielle. C'est déjà la langue officielle, on a ça. La commission d'enquête peut faire son étude en sachant que, déjà, la langue française est officielle dans cette province. On n'enquête pas sur ça. Mais le reste du projet de loi, les autres paragraphes, ce sont des modalités sur la question de la langue officielle. C'est là qu'on peut avoir des conséquences bonnes ou néfastes, on ne le sait pas. Pour ma part, je pense qu'elles sont néfastes.

C'est mon opinion. C'est l'opinion de mon groupe. C'est mon opinion personnelle. C'est l'opinion des gens de mon comté parce que j'ai parlé avec beaucoup de gens de mon comté. J'habite dans mon comté. J'ai mon bureau dans mon comté. J'ai mon bureau d'avocats. Je suis toujours avec mes gens. Ils ont peur de ce projet de loi. Peut-être n'ont-ils pas raison. Peut-être que le député de Bourget a raison. Je ne le sais pas.

Si j'écoute ses discours, cela a l'air qu'il a raison. Si j'écoute les discours de Mme le député de L'Acadie ou du député de Bonaventure, j'ai une autre opinion. Avec le député de Lotbinière, j'en ai une troisième et le député de Pointe-Claire m'en donne une onzième.

Mais, pour avoir la vérité, on doit nous donner le temps de réfléchir, non pas seulement nous ici, mais le gouvernement et franchement, je pense que c'est la raison pour laquelle le premier ministre a pris ses vacances, pour réfléchir, particulièrement sur les conséquences de la clause Québec, de la clause Canada et peut-être, dans deux semaines, reviendra-t-il avec la réponse. Je ne sais pas quelle sera sa réponse, mais peut-être la donnera-t-il aux premiers ministres des autres provinces à la conférence de St. Andrews. Je ne sais pas, mais au moins qu'il prenne le temps parce que jamais, depuis que je suis ici, soit 17 ans, je n'ai vu un premier ministre prendre des vacances durant la session, mais, s'il a pris ses vacances pour réfléchir sur les conséquences du projet de loi 101, M. Lévesque, qu'il prenne trois semaines et non pas seulement deux semaines. Vous en avez besoin parce qu'on doit réfléchir sur les conséquences de ce bill et ce n'est pas seulement...

J'ai encore une minute et demie? Au moins.

Le Vice-Président: Non. Vous avez encore une demi-minute.

M. Blank: Une demi-minute. Mais il y a toutes sortes de raisons pour lesquelles on peut deman-

der la remise de l'étude de ce bill pour une période de trois mois. La question de l'entrée scolaire des enfants. C'est tout mélangé. Même si on adoptait le projet de loi aujourd'hui, on a tout un problème au commencement de l'année scolaire. Donnez une chance aux enfants. Une année d'école ne changera rien à l'avenir de l'Etat du Québec. Une année ne change rien, mais faites cela en toute tranquillité, prenez trois mois pour étudier cette affaire. Donnez des vacances aux députés pour qu'ils puissent aussi réfléchir et, quand on reviendra en octobre, on pourra étudier le projet de loi en toute tranquillité, avec sagesse, avec une bonne pensée et non pas une pensée de partisanerie. C'est ce qui arrive maintenant.

Même si on a les meilleures suggestions à faire, du côté partisan, cela sera refusé.

Pourquoi? Parce que tout le monde est tanné de l'affaire. Pour ces raisons, je demande qu'on vote pour l'amendement du député de Verdun.

Le Vice-Président: Si vous ne concluez pas, M. le député de Saint-Louis, grâce à votre expérience, je vais vous demander de me remplacer dans ce fauteuil.

Veuillez conclure, s'il vous plaît.

M. Blank: Je vais conclure en demandant aux membres de cette Chambre, pour les raisons que j'ai déjà expliquées, de voter pour cet amendement. Donnez-nous une chance de réfléchir.

Le Vice-Président: M. le député de Montmagny-L'Islet.

M. Julien Giasson

M. Giasson: M. le Président, initialement, je n'avais pas l'intention d'intervenir dans le débat sur le projet de loi qui fait l'objet des travaux en cette Chambre.

Cependant, au cours des deux dernières fins de semaine, j'ai multiplié les contacts dans mon milieu, dans mon comté. J'ai rencontré beaucoup de personnes avec qui j'ai discuté de façon plus spécifique de ce qui fait l'objet de la législation que nous discutons présentement et, à la suite de nombreux propos et commentaires...

Oui, M. le député de Saint-Jean.

M. Proulx: Je n'ai rien dit, M. le député.

M. Giasson: Oui, vous avez parlé.

M. Proulx: Je n'ai rien dit. Pas de sourires.

M. Giasson: Et, à la suite des propos et commentaires que j'ai entendus et qui me sont venus de gens de mon comté, je crois que je dois appuyer la motion du député de Verdun de reporter l'étude du projet de loi no 101.

Dans un milieu comme le mien, les gens nous demandent de travailler, ici en cette Assemblée, sur de la législation qui, effectivement, aura des conséquences très positives à l'endroit de la vie d'un comté comme celui que je représente.

Les gens nous demandent d'abord de travailler à de la législation, soit qu'elle vienne du ministère des Affaires sociales, du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre, du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, de travailler à des projets de loi qui auront une incidence ou des conséquences directes sur ce qui est la vie sociale d'un milieu comme le mien.

Des personnes avec qui j'ai discuté m'ont indiqué de façon très nette que, pour une région comme Montmagny-L'Islet et même pour des comtés qui environnent celui que je représente, cette législation ne posait pas de problèmes majeurs et, effectivement, ne posait pas de problème. Ces personnes avec qui j'ai discuté m'ont indiqué qu'il n'y avait aucune espèce d'urgence de faire de la loi 101 une des priorités comme celles auxquelles nous assistons dans le moment. Ces gens nous ont dit qu'il n'y avait aucun péril en la demeure qui permettrait de consacrer autant de temps que nous le faisons, et de ne pas vouloir reporter à quelques mois l'étude du débat de la deuxième lecture et l'étude complète de la loi que nous avons devant nous.

D'ailleurs, il s'est trouvé deux de mes amis qui m'ont apporté une indication disant qu'il était bon que l'Assemblée nationale du Québec reporte quelque peu l'étude de la loi 101. Ils m'ont rappelé les tiraillements que vit le premier ministre du Québec—on aura beau penser qu'il s'agit d'une farce—vous savez, M. le Président, aussi bien que moi que ce n'est pas une farce, le premier ministre du Québec est vraiment tiraillé par certaines conséquences, par certaines dispositions de la loi 101.

Il est tiraillé parce que cet homme a vécu des expériences d'administration de la chose publique dans la province. Cet homme a déjà été membre d'un Conseil des ministres. Il est en mesure d'évaluer quelles sont les conséquences qui découlent de beaucoup de décisions prises par le gouvernement de cette province. Cet homme est même torturé par certaines dispositions de la loi 101.

Il m'apparaît utile de reporter de quelque temps l'étude de deuxième lecture de la loi 101, tout au moins jusqu'au moment où le premier ministre du Québec aura eu cette occasion de discuter, de dialoguer avec ses collègues premiers ministres des autres provinces, cela doit se produire bientôt.

Si on laisse l'occasion au premier ministre de discuter avec ses collègues, justement sur la possibilité d'entente de réciprocité entre les différentes provinces du Canada, et si cela débouchait sur un consensus qui naîtrait des discussions, du dialogue et des rencontres, cela vaudrait déjà la peine qu'on retarde quelque peu le débat sur la loi 101.

Il y a beaucoup de raisons qui militent en faveur du report de la discussion en cours. Mes collègues en ont invoqué plusieurs, mais je crois qu'on doit permettre tout au moins au premier ministre de la province de Québec de rencontrer ses collègues premiers ministres des provinces cana-

diennes afin de ne pas laisser passer la possibilité ou l'espoir qu'il y aurait d'en venir à des ententes de réciprocité, ententes qui serviraient aussi bien les minorités que nous avons au Québec que celles des autres provinces.

C'est pourquoi, pour toutes ces raisons et celles qui ont été invoquées avant les raisons que je viens d'exprimer, je voterai pour la motion du député de Verdun.

Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Mont-Royal.

M. John Ciaccia

M. Ciaccia: Merci, M. le Président. Plusieurs raisons ont été invoquées par les députés de l'Opposition officielle pour faire reporter la deuxième lecture de la loi 101 à trois mois.

Une de ces raisons, par exemple, était la question des commissions scolaires, spécialement les commissions scolaires anglophones de l'ouest de l'île de Montréal, au sujet de l'administration. Cela peut même s'appliquer dans d'autres régions de la province. Ces commissions scolaires ont soulevé certains problèmes administratifs, dont celui d'essayer d'appliquer une loi qui, d'après eux et même d'après ceux présents à cette Assemblée, crée des changements profonds dans l'administration du système scolaire et peut créer des changements profonds non seulement dans le domaine scolaire, mais aussi chez les collectivités culturelles de cette province.

Quand on essaie de faire les changements de cette manière, on ouvre la porte à des conflits possibles.

Une des raisons de retarder l'application, l'adoption et la discussion de cette loi, ce serait de réexaminer cette loi, de permettre à ces commissions scolaires d'administrer cette loi, de la comprendre et d'avoir un certain délai pour approfondir et pouvoir donner leurs raisons au premier ministre, au ministre d'Etat aux Affaires culturelles, pour faire certains changements et étudier les effets que cette loi peut avoir sur les commissions scolaires.

Je me rappelle, M. le Président, qu'au mois de mars dernier, quand nous avons proposé une motion de blâme contre le ministre de la Justice, au sujet du retrait des poursuites judiciaires au sujet de la loi 23 et de la loi 253, le premier ministre avait donné ses raisons pour lesquelles ces poursuites avaient été retirées. Il parlait de l'adoption des lois dans un climat social perturbé et il parlait de l'inapplicabilité de certaines lois. Je voudrais lui rappeler ses paroles qui, il me semble, s'appliquent très bien au contexte actuel et je crois qu'il devrait les appliquer et qu'il devrait les prendre en considération. Il disait, par exemple, et je me réfère au journal des Débats du 31 mars: "La loi, pour être bonne, pour être respectée, dans le domaine qu'on discute, il me semble qu'elle doit chercher à être apaisante, elle doit chercher à être équitable au point où les gens s'en rendent compte en partant, ce qui implique aussi qu'elles

soient adoptées au bon moment et non pas quand le climat est tout démantibulé."

Je soumets, M. le Président, que les conditions que le premier ministre nous rappelait au sujet de ces projets de loi s'appliquent aujourd'hui et que ce serait l'intérêt de tous les Québécois, de tout le monde, de ce gouvernement et de l'Opposition, de retarder ce projet de loi pour qu'on puisse en discuter, non pas durant des temps qui sont perturbés, non dans le climat social actuel, mais dans un climat social un peu plus apaisé, un peu plus tranquille. L'autre raison, M. le Président, qui doit être invoquée, c'est l'article 129 au sujet des services sociaux. C'est un nouvel article qui est venu comme une complète surprise; il a surpris les gens qui sont attaqués, les institutions qui sont visées par cet article. Malgré les représentations qui ont été faites au gouvernement, on veut appliquer le programme de francisation aux institutions visées, c'est-à-dire aux hôpitaux et aux autres institutions qui donnent les autres services sociaux.

M. le Président, franchement, je ne sais pas si ceux qui sont responsables de cet article ont enquêté sur la détérioration des services médicaux dans certains milieux; je ne sais pas s'ils ont jamais eu l'occasion d'avoir recours à des services sociaux ou des services médicaux, mais je crois que si cela s'était présenté, ils voudraient avoir les meilleurs services, ils voudraient les avoir aussi, ce qui est un des buts de la loi, dans leur propre langue. Je crois que cet article, M. le Président, même si on veut être modéré dans notre critique du projet de loi, peut être qualifié, s'il veut avoir les résultats qu'on a représentés au gouvernement, d'être un peu barbare en projetant d'imposer de tels programmes dans le domaine médical. Cela a été rappelé non seulement par l'Opposition, cela a été rappelé aussi par plusieurs éditorialistes, un programme de francisation ne s'applique pas dans un tel cas.

Le délai de trois mois donnerait donc l'occasion au ministre, au gouvernement, d'examiner les implications du projet de loi et si, vraiment, elles sont telles qu'elles ont été représentées par la lettre qui a été envoyée au premier ministre, je crois que cela donnerait au gouvernement l'occasion de réfléchir sur l'inclusion d'un tel article dans le projet de loi.

Mais, M. le Président, je crois que la raison la plus importante, la plus profonde, la plus marquée, une des raisons qui vraiment devraient motiver le gouvernement à remettre l'étude de ce projet de loi, c'est le fait que la population du Québec, pas les députés, pas les premiers ministres, pas les ministres, mais que la population a besoin d'un repos, la population a besoin de vacances de notre part. Tous les jours, elle n'entend parler que du projet de loi. Elle ne sait plus quoi penser. Elle entend toutes sortes de niaiseries au sujet du projet de loi. On en a tellement parlé que maintenant je crois qu'on parle pour ne rien dire, des deux côtés de la Chambre. Je suis prêt à accepter cela, M. le Président. Même les bons arguments qu'on peut donner, on ne peut pas les accepter dans cette atmosphère. La population a besoin de vacances

de notre part, elle a besoin de se reposer. Je ne sais pas si vous vous souvenez quand le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a demandé à la population de prendre ses vacances au Québec.

On n'a jamais vu tant de gens aller au Maine et à Old Orchard que cette année. Pourquoi? Parce qu'ils sont tannés de se lever le matin et de lire dans les manchettes ce qui se passe ici à l'Assemblée nationale sur le projet de loi 101. C'est pour cela qu'ils prennent des vacances en dehors du Québec. Je pense qu'en toute humanité on devrait venir à leur secours en leur disant: C'est assez pour vous, on va vous donner des vacances de trois mois. Si je pouvais faire un amendement que je ne peux pas faire à l'amendement du député de Verdun, je demanderais qu'on ajourne la Chambre au complet pour donner à la population le temps de respirer et de se reposer de nous. C'est la raison la plus importante, dirais-je, pour remettre ce projet de loi.

Je vais terminer très brièvement, M. le Président. Depuis le 15 novembre, la population est assommée. Elle a été assommée le 16 novembre par l'élection; elle a été assommée par le discours du premier ministre à New York; elle a été assommée par le bill 1, par le bill 2. Le bon docteur va bien savoir que le traitement-choc, cela peut avoir un certain effet, mais s'il continue tout le temps, le patient peut mourir. Alors, je demanderais qu'on cesse ce traitement-choc à la population, qu'on ajourne, qu'on arrête de parler du projet de loi. Pour ces raisons, M. le Président, je vais voter pour la motion du député de Verdun.

Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député d'Orford.

M. Georges Vaillancourt

M. Vaillancourt (Orford): M. le Président, je crois qu'il est de mon devoir, moi aussi, de me lever et de parler sur la motion du député de Verdun, qui est de reporter l'étude du projet de loi sur la Charte de la langue à trois mois, étant donné que cela donnerait le temps nécessaire au gouvernement de mieux comprendre les répercussions, les effets de cette loi, lorsqu'elle sera adoptée et qu'elle sera mise en application, dans tous les secteurs de l'économie du Québec.

Comme plusieurs de mes collègues l'ont dit, il y a l'entrée scolaire, qui est dans un mois environ. Cette loi, si elle est adoptée au cours du mois d'août, le ministère ou les commissions scolaires n'auront pas le temps nécessaire pour préparer adéquatement et mettre en application la loi, c'est-à-dire la loi de la Charte en ce qui concerne la section de l'éducation. Pour toutes ces raisons, je pense qu'il est nécessaire de reporter à trois mois. Comme mon collègue de Saint-Louis le disait, les effets de cette loi, c'est-à-dire que la législation et la réglementation de cette loi en ce qui concerne l'entrée scolaire devraient être reportées à un an, afin de permettre toute la préparation en ce qui concerne les programmes de nos commis-

sions scolaires qui sont déjà prêts pour l'entrée scolaire.

Comme deuxième raison, il y a la réciprocité avec les autres provinces, car je crois que tous sont au courant que la réciprocité est à l'ordre du jour de la conférence qui se tiendra les 18 et 20 août à St. Andrews by the Sea où tous les premiers ministres vont avoir la chance de discuter et de voir si cette réciprocité est acceptable par les autres provinces telle qu'elle est demandée par le premier ministre du Québec. Probablement que, si cette réciprocité est acceptée, cela demandera un peu de temps et des amendements additionnels au projet de loi 101. Je crois, étant donné que l'étude des ententes qu'il pourra y avoir lors de cette conférence pourra prendre environ deux à trois mois, que c'est encore une autre raison, fondamentale, de reporter l'étude du projet de loi à trois mois.

Comme troisième raison, il y a aussi, ce temps-ci, l'économie de la province qui est en très mauvaise santé car nous voyons un peu, ici et là, dans tous les comtés du Québec, du chômage et beaucoup de chômage. Je pense que, si le gouvernement, au lieu d'étudier un projet de loi qui ne donnera absolument rien au point de vue de la relève économique de la province, mais qui fait plutôt peur aux gens, qui empêche tous les investissements... Ceux qui ont l'intention de vouloir investir dans le Québec, réellement, sont très inquiets des effets de cette Charte de la langue française.

Il y a aussi les services sociaux qui sont très inquiets et je crois même que le ministre d'Etat au développement culturel a reçu un mémoire de McGill, présenté par plusieurs services sociaux, qui demande des amendements en profondeur et qui dit que ces gens ne veulent pas que cette loi soit adoptée trop vite; étant donné ses effets, cela leur prendra un bon bout de temps avant de pouvoir mettre en application la Charte de la langue. Je crois que tous ces arguments, toutes ces demandes qui viennent d'un peu partout devraient faire réfléchir le gouvernement, c'est-à-dire le porter à prendre le plus de temps possible pour étudier en profondeur les effets de cette loi.

Il y a aussi, M. le Président, plusieurs mémoires qui n'ont pas été entendus lors de l'audition. Il y a des mémoires qui, je crois, auraient dû être entendus, ce sont les mémoires présentés par la Commission scolaire régionale de Eastern Townships, la Commission scolaire de Lennoxville, la Commission scolaire protestante de St. Francis et leurs comités de parents, les écoles associées.

Je pense que, si le ministre d'Etat au développement culturel avait accordé quelques jours de plus pour entendre ces mémoires, cela aurait permis à plusieurs mémoires d'être entendus et d'éclairer la commission afin de préparer des amendements additionnels qui, réellement, s'imposent.

Il y a aussi le temps des vacances, M. le Président. Actuellement, les gens sont en vacances et la majorité de la population du Québec ne peut

pas s'arrêter pour réfléchir à toutes les conséquences. Il est fort probable que nous recevions de nombreux télégrammes de la population du Québec qui s'opposeraient à certains articles du bill 101 et qui demanderaient des amendements additionnels, mais, étant donné que c'est la période des vacances, où la population ne s'occupe guère de ce qui se passe ici, à l'Assemblée nationale... Ceci permettrait à tous les gens qui s'intéressent réellement à ces domaines de faire des représentations additionnelles.

Je pense que si nous regardons la grande majorité des corps publics qui demandent des amendements à la loi, cela leur permettrait, avec les trois mois que demande la motion du député de Verdun, de faire des représentations et de voir à ce que tous ces corps publics puissent s'exprimer encore, soit par télégramme, soit par lettre, soit par des rencontres, soit en recommençant les auditions pour écouter les mémoires.

Je demande à tous les ministres qui sont intéressés, étant donné qu'ils sont dans l'administration et qu'ils voient les effets du projet de loi, de faire des représentations auprès du ministre concerné afin d'accepter avec nous de voter en faveur de la motion du député de Verdun. Pour tous ces motifs que je viens de dire, je vais appuyer la motion du député de Verdun.

Mme le Vice-Président: M. le député d'Argenteuil.

M. Zoël Saindon

M. Saindon: Mme le Président, suite à la motion du député de Verdun de remettre à trois mois l'étude du projet de loi no 101, je suis obligé d'avouer que je ne comprends pas l'attitude du gouvernement péquiste. Référons-nous, Mme le Président, au 12 juillet 1974, et nous retrouvons les paroles suivantes du député de Chicoutimi, aujourd'hui, ministre de la Justice, qui disait au sujet de la loi 22: "Pourquoi veut-on faire remettre? C'est parce que le gouvernement n'a rien compris, c'est aussi simple que cela; c'est parce qu'il fait preuve, comme l'Union Nationale pour le bill 63, d'un entêtement inexplicable et inexcusable. C'est parce que le gouvernement ne veut pas comprendre." Le gouvernement péquiste, le gouvernement d'aujourd'hui comprend très bien. A peu près 250 mémoires ont été soumis à la commission parlementaire concernant le projet de loi no 1 et seulement une soixantaine ont été étudiés. Aujourd'hui, suite à la présentation du projet de loi no 101 remplaçant le projet de loi no 1, le gouvernement se prétend suffisamment informé quant à l'opinion publique et il refuse de consulter les quelque 190 projets qu'il n'a même pas regardés, il refuse aux Québécois qui ne partagent pas ses idées le droit de se faire entendre.

Y a-t-il une entorse plus grossière et plus pénible à la démocratie, aux droits des Québécois, que ce refus? Considérant que la grande majorité de ceux qui ont soumis des mémoires à la commission sur la loi de la langue — ces mémoi-

res se rapportent bien sûr au projet de loi no 101 — il n'est pas surprenant que le gouvernement refuse d'étudier tes quelque 160 mémoires non présentés à la commission.

Le groupe Participation Québec a étudié 238 mémoires des 269 présentés à la commission et ces personnes ont conclu que 68% de ces mémoires réclamaient une plus grande libéralisation d'accès aux écoles anglophones, et de plus, ce groupe s'oppose à la politique de réciprocité interprovinciale mise de l'avant par le premier ministre, la qualifiant même de grossier marchandage des droits des minorités du Canada.

Le gouvernement péquiste a fait ses élections du 15 novembre dernier en promettant un bon gouvernement, comme dit le premier ministre. Pourquoi le premier ministre n'est-il pas en Chambre pour essayer de mettre un peu de "jarnigoin" dans la tête de son ministre d'Etat au développement culturel? Le premier ministre a-t-il peur ou a-t-il préféré être absent parce qu'il a honte du projet de loi no 101 et de son ministre? Préfère-t-il être absent parce qu'il ne contrôle pas son cabinet? Mais qui donc mène le cabinet?

Sont-ce les éléments d'extrême gauche du Cabinet ou les extrémistes de gauche qui sont en dehors des rangs ministériels?

Mme le Président, le premier ministre et l'ensemble des ministres et des députés ministériels sont-ils obligés d'accepter des pressions de chantage?

Mme le Président, si le gouvernement avait l'intention d'honorer ses promesses électorales, si ce gouvernement péquiste était honnête et sincère, il remettrait à trois mois l'étude de son projet de loi no 101. Il entendrait et étudierait les quelque 160 mémoires qui n'ont pas encore été étudiés.

La communauté anglo-catholique romaine de Montréal, le groupe "Participation Québec", la Régie de la langue française et la Chambre de commerce de Montréal s'entendent tous pour dire que la langue française n'est pas en danger dans la province de Québec. Ils s'entendent aussi pour demander le respect des droits de la personne, un meilleur accès aux écoles anglaises aux anglophones et à ceux qui veulent les fréquenter. J'en passe, parce qu'il y a bien d'autres groupes.

La Régie de la langue française va plus loin. Elle dit que la langue française dans la province de Québec est même en bonne santé. Alors, pour toutes ces raisons, Mme le Président, pourriez-vous me donner une raison valable pour laquelle le gouvernement n'accepterait pas la motion du député de Verdun? Je vous dirai d'avance, Mme le Président, que vous n'avez pas besoin d'en chercher, vous n'en trouverez pas.

Un citoyen de Laval, Mme le Président, M. Edgar Levasseur, demandait au premier ministre de bien vouloir administrer. Il lui disait et je cite: "Récemment, votre ministre des Finances a augmenté les allocations familiales. Vous n'avez pas compris que votre taxe de vente enlève \$1 au père de famille pour lui remettre \$0.80, parce que ça coûte quelque chose pour la percevoir et la redistribuer. Une bonne administration enlèverait la taxe de

vente sur tout article de lingerie, chaussures, par exemple, etc., et sur tout article pour enfant de moins de \$20. Cela aiderait tous les pauvres. Enlevez votre petit dollar d'allocation familiale, vous économiserez des milliers de dollars en effets personnels. De plus, donnez une exemption de base de \$300 par enfant pour les impôts. Présentement, les pères de famille du Québec sont les seuls en Amérique du Nord à ne voir aucune différence lors de leur rapport d'impôt, qu'ils aient un enfant ou dix.

Mme le Président, l'adoption de ce projet de loi no 101 n'est pas urgente. La population du Québec en a soupé de la question de la langue. Ce qu'elle veut, c'est du pain et du beurre. C'est bien simple, ça.

M. Burns: La motion.

M. Saindon: Ce qu'elle veut, c'est vivre honnêtement...

M. Burns: La motion.

M. Saindon: ...et décevement. Elle ne veut pas quêter sa nourriture.

M. Burns: La motion!

M. Saindon: J'en suis à la motion. Je vous donne les raisons pour lesquelles...

M. Burns: ...cherche...

M. Saindon: ...il faut reporter à trois mois l'étude du projet de loi.

M. Burns: Cela fait cinq minutes que je me demande sur quoi vous parlez.

M. Saindon: Qu'est-ce que vous voulez de mieux que ça? Vous n'aimez pas ça que je vous dise vos vérités?

Mme le Vice-Président: M. le député...

M. Saindon: Ce qui importe, Mme le Président, c'est de fournir du travail aux travailleurs. Il importe de créer de nouveaux emplois.

M. Jean Poulin écrivait dans le journal La Presse, édition du 11 mars 1977, et je cite: "Quatre fois plus de chômeurs nouveaux que d'emplois créés dans l'Est du pays".

La situation du chômage dans la province de Québec, Mme le Président, est tragique. Elle n'est pas encore rendue au point de non-retour, mais elle y sera dans quelques mois.

M. Burns: La motion!

M. Saindon: Mme le Président, ce qui est urgent, ce sont les questions économiques. Notre économie en est à son plus bas niveau depuis la fin des années trente.

Une Voix: ...

M. Saindon: Nos concitoyens en ont soupé, de la langue. Il est donc urgent de remettre à trois mois la continuation plus poussée de l'étude de la loi 101, afin de permettre les amendements qui s'imposent et, entre-temps, de voir à notre économie vacillante. Rappelons-nous, Mme le Président, que c'est dans la prospérité que la culture s'épanouit. Pour ces raisons, Mme le Président, je voterai en faveur de la motion du député de Verdun.

Mme le Vice-Président: M. le député de Roberval.

M. Robert Lamontagne

M. Lamontagne: Mme le Président, pour ceux que cela intéresse, je suis le 25e sur 26 à intervenir. Vous comprendrez mon pessimisme devant l'attitude passablement intransigeante du gouvernement face à cette motion qui, pourtant, a eu comme origine le parti ministériel actuel. En même temps, si j'interviens assez tard dans ce débat, c'est parce que pour moi, comme député d'une région comme le Lac-Saint-Jean, cette motion de trois mois présentée par le député de Verdun n'était pas celle que j'aurais aimé voir devant cette Assemblée Nationale.

Plus tôt, dans ce débat en deuxième lecture, j'avais mentionné que ce que cela prend au Québec, c'est une loi, bien sûr, sur la langue, mais, comme nous en avons déjà une avec la loi 22, j'aurais espéré que nous procédions par amendements. Comme le gouvernement ne semble pas, après le retrait du projet de loi no 1 et par le projet de loi no 101 et la réciprocité... J'avais espéré, pour un moment, qu'il en vienne tout simplement à reprendre la loi 22 et à procéder par amendements.

C'est dans cet esprit que j'appuierai la motion du député de Verdun parce qu'elle permettra encore quelque temps de réflexion au gouvernement devant un problème aigu, complexe et, en même temps, fort important et, lorsqu'on parle d'un problème aigu, complexe et fort important, il est élémentaire d'y apporter toute la réflexion que la population du Québec est en droit d'attendre de ses parlementaires.

Il y a quelques années à peine, nous avons eu un long débat à l'occasion de l'adoption de la loi 22, en juillet 1974 — ne parlons pas de la loi 63 qui avait été le précurseur de toutes ces lois de la langue française — et, par la suite, le dépôt de la charte. Il y a eu le projet de loi no 1 et là, nous avons le projet de loi no 101.

Dans l'espace de quelques mois, trois mois à peine, nous avons eu devant nous trois documents impressionnants et importants concernant la Charte de la langue française et je les reprends: la Charte de la langue française, le projet de loi no 1 et le projet de loi no 101.

Le gouvernement lui-même, à la suite de plusieurs représentations qui ont été faites après le dépôt du projet de loi no 1, a jugé à propos — évidemment, je ne reprendrai pas ici la façon dont il s'y est pris, mais il s'agit de l'esprit qui animait

l'action gouvernementale — de mettre de côté le projet de loi no 1 pour présenter à la population le projet de loi no 101.

Ce serait le seul exemple que nous apportions et ce serait le meilleur. Ceci démontre que le délai que nous avons est trop court et, depuis le dépôt du projet de loi no 101, avec les tiraillements de tous et chacun d'en face, on a pondu — comme trouvaille du siècle, cela en est tout une — la réciprocité.

N'allons pas au fond de la trouvaille, mais plutôt à la forme. Le seul fait qu'après le dépôt du projet de loi no 101, on ne soit pas déclaré pleinement satisfait, du côté gouvernemental, de ce projet de loi et qu'on y apporte déjà, dès le lendemain, d'autres arguments... Je suis, personnellement, assuré que le ministre de l'Éducation ou un autre a déjà en main plusieurs amendements qui seront apportés en commission parlementaire.

L'Union Nationale avec un grand livre avec des pages blanches — on aura l'occasion d'en parler prochainement — un gros livre, bien épais... Il y en a qui oublient de le lire. On vous en reparlera la semaine prochaine. Quant à nous, nous aurons également à présenter un nombre important d'amendements.

C'est donc dire que c'est un projet de loi qui préoccupe chacun d'entre nous et — c'est malheureux que le ministre de la Justice ne soit plus ici — il a eu l'honneur et le privilège d'être le président d'honneur, en fin de semaine, de la traversée internationale du lac Saint-Jean. J'ai eu l'occasion de le rencontrer à de très nombreuses reprises et les gens, les milliers de personnes que nous avons rencontrées à cette occasion ont toujours posé la même question: Puis, vous êtes en vacances? D'abord, c'est ce qu'on a dit plus tôt aujourd'hui, les gens ne savent pas qu'on est ici. Il faut dire que c'est bondé de touristes chez nous. C'étaient plutôt les gens de Montréal qui ne savaient pas trop ce qui se passait ici à l'Assemblée Nationale.

Ils disaient en même temps: La loi 101 — je n'emploierai pas les mots qu'on emploie en été et entre amis, mais, en tout cas, c'est ce que cela voulait dire — vous n'êtes pas tannés d'en parler. Bien sûr, nous autres aussi, on est tannés d'en parler. Le fait qu'on en parle chacun notre tour dans ce débat, c'est pour que le gouvernement se rende compte que, d'abord, lui-même est tiraillé. Le meilleur tiraillement qu'on ne peut pas avoir, Mme le Président, c'est de sacrer son camp. Je vais dire comme le gars, le général dit: Je vous mets les troupes en avant des canons et, une fois qu'il est bien sûr qu'elles sont en avant des canons, il dit: Bye-bye, je m'en vais en croisière. C'est cela le premier ministre qu'on a.

Je vous ai déjà mentionné, je voudrais le porter...

M. Burns: C'est ce que la population du Québec a découvert le 15 novembre. Ils vous ont trouvé trop tirailés.

M. Lamontagne: Voulez-vous le rappeler à l'ordre, lui?

M. Burns: Ils vous ont renvoyés chez vous.

M. Lamontagne: On n'a jamais vu cela, un premier ministre qui partait pendant un débat aussi important.

Mme le Vice-Président: Je vous demanderais, M. le député de Maisonneuve, de laisser la parole au député de Roberval. Il en a encore pour quelques instants sur sa motion d'amendement sur le projet de loi 101.

M. Lamontagne: Le premier ministre s'est déclaré humilié de présenter des projets de loi. La façon de le prouver, quant à lui, et face à la population du Québec, son humiliation, c'est de changer de pays. Il ne suit pas la politique du ministre du Tourisme. Il s'en va ailleurs. Il reste que, comme premier ministre du Québec, on n'a pas le droit de quitter un Parlement quand son gouvernement, nouvellement élu, présente la loi 1. D'ailleurs, il n'y en a un premier ministre qui ait jamais fait cela, partir pendant un débat aussi important. Quand on organise des vacances, on n'est jamais mieux servi que par soi-même en commençant par soi. C'est cela qu'il fait.

M. Burns: La motion.

M. Lamontagne: C'est cela, la motion. Voulez-vous les rappeler à l'ordre? Les vacances, que ce soit bien clair, quant à moi, du Parti libéral, il n'y en a pas un qui est en vacances ici, parce qu'on n'a pas le droit de prendre des vacances.

Je sais que c'est intéressant de prendre des vacances en plein été, mais, lorsqu'on présente des projets de loi comme cela, au moins qu'on ait le cœur, le courage d'y participer, pas de se sauver. C'est cela qu'ils font actuellement.

Ma raison, comme député de mon comté, celui de Roberval, d'espérer un délai de trois mois pour faire réfléchir le gouvernement, c'est que je voudrais que le député de Sauvée, ministre de l'Éducation, vienne nous parler avec le langage qu'on lui connaît, peut-être pas une voix aussi grosse que la mienne, mais en tout cas, on essaiera de le comprendre. Qu'est-ce que cela va être, l'enseignement de la langue seconde dans un territoire comme chez nous? Il était facile, en fin de semaine, pour le ministre de la Justice, tout comme moi, de constater que, pour une bonne partie de la population, lorsqu'on parle du libre choix, on pense que c'est pour les immigrants, on ne veut pas qu'à l'avenir il y ait le libre choix. Les gens de chez nous pensent que s'ils décident d'envoyer leur enfant à l'école anglaise, ils en ont le droit. C'est pour cela que c'est fondamental que le ministre de l'Éducation vienne dire à l'Assemblée nationale ce qu'il entend faire avec l'enseignement de la langue seconde.

Je l'ai mentionné à plusieurs reprises, au Lac-Saint-Jean, l'enseignement de l'anglais langue seconde se fait par des gens qui ne savent même pas dire "yes". C'est compliqué et c'est dangereux. On a le droit, comme n'importe quel autre

citoyen du Québec, d'avoir une connaissance suffisante de la langue seconde. Il faut qu'elle soit inscrite d'une façon officielle, légalement, juridiquement, dans le projet de loi 101. C'est important pour nous. Ce n'est peut-être pas mon avenir; mais c'est celui de nos enfants. Quand vous êtes obligés de payer des \$1000 par année, ce sont des raisons pourquoi...

M. Burns: La motion.

Une Voix: Trois mois.

M. Lamontagne: Trois mois, c'est cela que je viens de dire, c'est pourquoi je veux entendre le ministre de l'Éducation. Lui qui parlait tant quand il était dans l'Opposition, où est-il? Il n'a même pas le cœur d'être en Chambre, bien souvent, pour parler. C'est le temps de parler, quand on est au pouvoir. Quand on est dans l'Opposition, on a fait comme vous autres. Vous promettez, d'accord, vous avez promis. On a tout cela ici. Maintenant, réalisez. Dans le projet de loi 101, le ministre de l'Éducation, lui qui a tant parlé dans l'Opposition, il a tous les outils en main pour promettre à chaque enfant, à chaque jeune du Québec qu'il aura la garantie de pouvoir apprendre la langue seconde.

Bien sûr, on l'a signalé, ceux qui imposent l'unilinguisme français se sont d'abord assurés eux, d'être bilingues, mais nos enfants à nous, qu'est-ce qu'on va en faire dans notre coin? On a des députés du Lac-Saint-Jean, Jonquière, qui savent, dans notre coin, les difficultés que nous connaissons pour apprendre la langue seconde. C'est important qu'une période de trois mois... Ce n'est pas du chiqué, c'est important, c'est l'avenir de nos enfants qui est en jeu.

J'espère que, lorsqu'on reprendra la deuxième lecture, tous ceux et celles qui sont en face de nous prendront quelques minutes de leur temps pour venir nous dire ce qu'ils pensent de l'enseignement de la langue seconde au Québec. C'est important pour nos enfants, vous en avez également. Je pense que vous devez avoir autant à cœur que nous l'avenir de nos enfants. Mme le Président, je suis particulièrement heureux...

Mme le Vice-Président: M. le député de Roberval, vous devez conclure.

M. Lamontagne: ... de l'action que nous faisons actuellement de motivation au sein du gouvernement. J'espère que la motion du député de Verdun sera reçue favorablement par tous les parlementaires.

Mme le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Fernand Lalonde

M. Lalonde: Mme le Président, au départ, lorsque le député de Verdun a fait cette motion, j'étais en désaccord avec lui. Je vous dirai les rai-

sons pour lesquelles je ne partageais pas son avis. J'ai écouté avec beaucoup d'attention les nombreux arguments très sérieux qui ont été apportés par les membres de l'Opposition officielle, en particulier, à l'appui de cette motion pour reporter à trois mois l'étude en deuxième lecture du projet de loi 101.

Mon désaccord avec le député de Verdun, et pourtant c'est un bon ami à moi, je vois qu'il vient de prendre son siège, c'est en plus de cela un voisin de comté... Je ne voudrais pas qu'il prenne cela de façon personnelle. Vous comprendrez d'ailleurs, je vais essayer de le convaincre moi-même... S'il pouvait changer, quoique je pense que ce soit fait maintenant... Mon désaccord vient du fait que j'ai vécu de façon un peu plus particulière le sort qu'on a fait subir à la Charte des droits et libertés de la personne. En effet, Mme le Président, j'ai été le premier à me lever, le 23 mars 1977, sur une question au ministre de la Justice pour obtenir de lui un engagement selon lequel la Charte des droits et libertés de la personne ne serait aucunement violée par la loi linguistique.

Le 27 avril, la loi no 1 voyait le jour, et l'on sait avec quel traitement pour la Charte des droits et libertés de la personne. On a sabré littéralement dans la Charte des droits et ce n'est qu'avec la levée de boucliers qu'on a connue de toute la population et de toutes les couches de la population, autant des groupes syndicalistes que patronaux, autant des individus de toutes opinions que du secteur, par exemple, de l'éducation, enfin, ce n'est que devant cette levée de boucliers que le 7 juillet 1977 la loi 101 redonnait un peu de souffle, un peu de vie, à cette Charte des droits et libertés de la personne qui, quand même, est un document fondamental. Quatre mois, madame, pour sauver la Charte des droits et libertés de la personne. Voilà les raisons de mon désaccord avec le député de Verdun.

Il me semble qu'il aurait dû me consulter et à ce moment-là on aurait pu penser à quatre mois. Seulement trois mois, comment voulez-vous, madame, sauver toute la population du Québec en trois mois quand cela a pris quatre mois pour sauver quelque chose d'aussi fondamental que la Charte des droits et libertés de la personne?

Enfin, j'espère, étant donné que nos amis d'en face sont censés avoir la grâce d'état, que leurs facultés de cogitation vont opérer un peu plus rapidement et que trois mois seront suffisants. C'est pour cela que je me rangerai avec le député de Verdun et que je l'appuierai. Une autre raison, Mme le Président, pour apporter cette motion et comme conclusion, je crois que je suis le dernier député de l'Opposition officielle à intervenir là-dessus, c'est pour rendre service au ministre.

Vous savez, Mme le Président, il faut se rendre service entre amis. Je pense que le ministre est un ami des Québécois. On a le droit de donner des conseils à un ami. On a la chance, nous, Mme le Président, d'avoir cette occasion de lui donner un conseil. Si on se rappelle la fable où l'homme avait un ami qui n'avait pas eu l'occasion de lui dire à un moment: Attends quelques minutes. Vous vous

souvenez, Mme le Président, de cet homme qui s'était assoupi et qui avait une mouche sur le front? L'ami l'avait écrasée avec une grosse pierre. Mme le Président, vous vous souvenez de cette fable dont le titre est, je crois, "L'homme et... Je ne sais pas si des gens qui ont des lettres pourraient me souffler le titre.

Une Voix: L'ours.

M. Lalonde: J'entends l'ours. Je pense que oui, Mme le Président, c'est: "L'homme et l'ours". Il avait un ami, lui, Mme le Président, et son ami l'ours l'a assommé en voulant lui rendre service. Vous, peut-être, Mme le Président, que vous voulez me rappeler à l'ordre, vous allez me dire, si vous pouviez le faire: Voyons, M. le député de Marguerite-Bourgeoys, vous n'avez pas l'intention de comparer le ministre à l'ours quand même?

Loin de moi, Mme le Président, cette intention. Avez-vous l'intention de comparer la grosse pierre au bill 101? Je vous le laisse dire, Mme le Président. Pouvons-nous trouver une ressemblance entre la bestiole sur le front de cet homme et la situation linguistique au Québec? Sûrement non, Mme le Président, mais là où vous auriez raison de me rappeler à l'ordre, Mme le Président, c'est qu'entre l'homme endormi et la population du Québec, il n'y a aucune ressemblance, parce que la population du Québec, y compris l'Opposition officielle, elle est vigilante et elle veut dire au ministre: Attendez trois mois avant de lancer votre grosse pierre. Enlevez vos sabots, avant de piétiner cette situation si délicate qu'est la situation linguistique.

C'est pour cela, Mme le Président, que je crois que cette motion devrait recevoir l'appui de tous les députés en cette Chambre. Entre amis, il faut se donner des conseils, et voilà un conseil que nous, nous donnons au ministre, et il devrait être reçu en bonne part. Le seul argument, Mme le Président, que le gouvernement a offert à l'encontre de cette motion, je crois, sauf erreur, du moins le seul que j'ai entendu, c'est le ministre de l'Éducation qui nous l'a servi l'autre soir quand il a invoqué un vacuum juridique à l'appui de la proposition du gouvernement de légiférer avant la rentrée des classes.

Mme le Président, je regrette de dire que le ministre de l'Éducation nous a induits en erreur. Il a fait une grossière erreur, car il devrait savoir qu'il n'y a pas de vacuum juridique. Si un autre député avait invoqué cette chose, avait fait cette erreur, à ce moment j'aurais pu comprendre un plaidoyer de turpitude ou un plaidoyer d'ignorance, mais le ministre de l'Éducation qui, en décembre dernier, est celui qui a invoqué la loi 22, justement pour imposer des tests à des enfants, tests qu'il avait décriés pendant la campagne électorale, il devrait savoir qu'il existe une loi qui s'appelle la Loi sur la langue officielle, qu'elle est en vigueur, qu'elle s'applique encore et qu'elle s'appliquera jusqu'à ce que, si cela arrive, la loi 101 soit promulguée. Le vacuum juridique, qui est le seul argument invoqué par le gouvernement, est

donc un argument qui ne tient pas debout et qui est de nature à tromper la Chambre.

Le chef de l'Union Nationale est venu ici nous faire la leçon, l'autre soir. En vierge offensée, il nous a reproché, à nous, de l'Opposition libérale, de faire des mesures dilatoires. Mme le Président, permettez-moi de dire que la virginité offensée du chef de l'Union Nationale est assez égratignée, lui qui a fait la pire pirouette qu'on ait vue au point de vue linguistique, depuis quelques mois, en supportant le libre choix avant le 15 novembre et ensuite en changeant complètement de côté. Ce n'est pas la première pirouette, Mme le Président, d'ailleurs, la majorité de la population le sait et, avant de terminer là-dessus, Mme le Président, j'aurais bien aimé, lorsque le chef de l'Union Nationale nous donnait des conseils, nous faisait la leçon, nous disait: Allez en commission parlementaire, le bon gouvernement va vous écouter, j'aurais bien aimé qu'il demande à son député de Mégantic-Compton, d'y aller et je le mentionne, parce qu'il est ici actuellement, quel accueil avons-nous eu, nous, de l'Opposition, de ce gouvernement pendant la commission parlementaire qui a étudié la loi no 1? Le député de Mégantic-Compton avait reçu une assurance quasi totale de la part du ministre d'Etat au développement culturel qu'un groupe — que le député d'Orford a mentionné d'ailleurs — qu'un groupe des Cantons de l'Est serait entendu. Est-ce ce genre d'accueil qui a inspiré le chef de l'Union Nationale à nous donner des conseils de sa hauteur, le conseil d'aller en commission parlementaire? Non, Mme le Président, je n'accepte pas de leçons de ce chef.

Mme le Président, qu'est-ce que...

Mme le Vice-Président: Est-ce que vous parlez toujours sur l'amendement, M. le député de Marguerite-Bourgeoys?

M. Lalonde: Oui, je parle toujours sur la motion pour reporter le débat à trois mois. Qu'est-ce qu'on peut faire pendant trois mois, Mme le Président? On peut faire un tas de choses, d'abord réfléchir. C'est long, réfléchir, de la part du gouvernement, quatre mois pour sauver la Charte des droits et des libertés de la personne, trois mois pour sauver la loi, c'est peu, mais, quand même, je suis un petit peu optimiste. Le député de Roberval disait qu'il était pessimiste, étant donné qu'il était le 25e. Moi, je suis un peu optimiste, parce que je fais confiance aux gens normalement, et, au bout de trois mois, on ne sait jamais, le premier ministre va revenir de vacances, il va être reposé.

Il aura l'occasion de rencontrer ses collègues des autres provinces. Il pourra aussi participer, naturellement, aux discussions du Conseil des ministres. Cela m'inquiète, Mme le Président, que, pendant deux semaines, le premier ministre ne soit pas là au Conseil des ministres. Cela m'inquiète beaucoup, cela m'inquiète. Je lui fais assez confiance, vous savez. Réellement, je me tiens les doigts croisés pendant deux semaines, Mme le Président.

Je conclurai, Mme le Président, en disant que

les dizaines de télégrammes que nous avons reçus de ceux qui ont été insultés par le gouvernement, parce qu'ils n'ont pas été invités à la commission parlementaire, indiquent bien le travail qu'il reste au gouvernement pour faire de cette loi une loi acceptable, simplement acceptable.

J'invite donc tous les membres de cette Assemblée à voter pour la motion du député de Verdun.

Mme le Vice-Président: M. le député de Mégantic-Compton.

M. Fernand Grenier

M. Grenier: Mme le Président, ce n'était pas mon intention d'intervenir. Si le député de Marguerite-Bourgeoys, qui vient de terminer son intervention, l'avait terminée vers moins quart, je ne serais pas intervenu, puisque j'aurais retardé le vote avant 18 heures, mais, étant donné qu'il reste quelques minutes et que cela ne retardera pas le vote qui devra se prendre avant 18 heures, vous me permettez une très brève intervention. Je n'utiliserai pas non plus mes dix minutes.

Je voudrais faire savoir à cette Chambre et au Parti libéral, qui a apporté la motion dilatoire, que nous avons discuté, grâce à eux, cinq heures, uniquement pour le Parti libéral. En plus, la motion d'ajournement est arrivée au milieu du débat, au milieu de la motion. L'Union Nationale, pour justifier sa position, de temps en temps, pour les gens qui ne semblaient pas comprendre, a utilisé une trentaine de minutes, le Parti québécois a pris dix minutes, M. Samson, dix minutes et M. Roy, cinq minutes. C'est pourquoi nous ne sommes pas intervenus. J'ai trouvé fort étrange que le Parti libéral, au cours de ce débat, ait décidé, à un moment donné, de faire la lutte à l'Union Nationale. Il prenait les trois quarts de ses discours pour affubler le chef de tous les titres; on ne le trouvait pas politicien, on le trouvait maladroit, on ne le trouvait pas honnête. Tout s'est dit.

Je dois vous dire une chose, Mme le Président: C'est peut-être le sondage de jeudi dernier qui a fait que le Parti libéral est inquiet. Même un député du Parti québécois qui aurait voulu en faire un troisième parti... C'est ce que le peuple en a fait. Même, à l'occasion, j'ai demandé au ministre délégué au Haut-Commissariat de lui donner une subvention pour lui permettre de continuer ses loisirs.

Mme le Président, mon intervention ici ce soir n'a pour but que d'expliquer une position qu'aurait voulu clarifier M. Biron, le chef de l'Union Nationale, s'il avait été ici. Il aurait voulu faire comprendre à cette Chambre, au gouvernement et à l'Opposition, dite encore officielle, qu'il y a des choses qui doivent changer en cette Chambre...

M. Lamontagne: Question de règlement, Mme le Président. Je ne vous entends pas le rappeler à l'ordre, avec ce qui se passe.

Mme le Vice-Président: M. le député de Roberval...

M. Lamontagne: Il est complètement à l'encontre du règlement, il fait des mises au point... Il est en train d'expliquer l'absence de son chef qui est toujours absent. Il faut le rappeler à l'ordre aussi, à l'occasion.

Mme le Vice-Président: M. le député de Roberval...

M. Grenier: A l'ordre, le whip du Parti libéral qui n'a plus d'arguments et qui prend tout ce qu'il y a de dilatoire pour retarder la Chambre. Je veux faire comprendre.

Mme le Vice-Président: M. le député de Mégantic-Compton, j'imagine que votre propos est pour en arriver à dire que vous allez voter pour ou contre l'amendement du député de Verdun. Vous prouvez votre point.

M. Grenier: Cela va clarifier ma position. Oui, Mme le Président, pour vous dire qu'il y a des choses qui doivent changer. Cette motion qui a été amenée ici par le Parti libéral, le parti de l'Opposition officielle, n'a pas sa place dans le contexte actuel. Le livre bleu sur lequel l'Union Nationale s'est penchée pendant passablement d'heures depuis un mois aurait dû davantage attirer l'attention de l'Opposition officielle. Elle se rendra peut-être compte que cela va lui coûter cher de ne pas être plus sérieuse qu'elle ne l'a été depuis deux semaines en Chambre. Personnellement, je n'ai pas l'intention et notre parti n'a pas l'intention de faire perdre le temps de cette Chambre pendant la présente session. C'est ce que je veux éclaircir.

Les interventions qu'on a faites auraient été beaucoup plus courtes si on n'avait pas fait durer le débat si longtemps. C'est uniquement pour justifier notre position que, de temps en temps, on est intervenu. Nous avons dans notre livre, qui fera peut-être l'édification de passablement de députés de l'Opposition dite officielle, quelque chose dont il faudra prendre connaissance d'ici ce soir ou demain...

M. Burns: Il n'est pas pire que les autres.

M. Grenier: ...pour faire des interventions plus judicieuses vis-à-vis du projet de loi qu'on a devant nous.

M. Burns: La motion...

M. Grenier: Il ne nous appartient pas, par des motions dilatoires, de retarder le projet de loi 101; cela n'appartient pas à l'Opposition, pas plus à l'Opposition officielle de retarder ce projet de loi. Ce qui compte pour l'Opposition — cela devrait être compris à partir de maintenant — on tente de le faire entendre depuis qu'on est en Chambre ici, les onze députés, ce qui devrait être compris, c'est que l'Opposition doit éclairer, doit servir à éclairer la population, à éclairer le gouvernement également.

Quand on pense qu'ils sont suffisamment éclairés, on cesse les interventions. C'est dans cet esprit que nous allons travailler. On a entendu, tout à l'heure, les députés de l'Opposition officielle. Il y en a un qui se lève, le député de Saint-Louis, pour nous dire que les gens ne connaissent absolument rien du projet de loi no 101. L'autre se lève, le député de Roberval, pour dire qu'ils avaient tous compris et que tout le monde en avait trop et en avait soupé. Si on s'était entendu avant de faire une motion dilatoire, on aurait pu, au moins, discuter dans le même sens et dire les mêmes choses.

Mme le Président, nous avons, pour contrer l'article 69, des propositions. Nous les ferons entendre, nous aurons des gens à la commission, nous ferons entendre notre position, qui se situe dans le programme qu'on a préparé à l'article 64. Il y a pas de page blanche, il y a quelque chose dans chacune des pages.

M. Burns: Voyons donc!

M. Grenier: Il y a des articles qui sont plus courts, ils n'ont pas tous la même longueur. Dans l'article 64, on vous fera comprendre pourquoi cette motion n'avait pas sa place ici, cette motion de retarder les débats de trois mois, puisque, à l'article 64 de notre programme, on dit clairement ceci: Nonobstant l'article 69, peuvent recevoir l'enseignement en anglais pour l'année scolaire 1977-1978 les enfants qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, étaient déjà inscrits à une commission scolaire ou une institution dispensant l'enseignement en anglais, selon les normes d'inscription en vigueur avant cette date. Ceci pour être bien dans l'esprit de la motion, pour vous faire comprendre que cela va se régler quand on passera là. Est-ce qu'on se fera battre sur la motion? Peut-être bien qu'on se fera battre, probablement qu'on se fera battre, mais ce n'est pas nous qui porterons l'onéreuse; ni nous autres, ni eux, c'est le gouvernement qui portera l'onéreuse de cet article, s'il n'y a pas transformation. On fait entrer les enfants avec les cahots qu'on voudra au mois de septembre, ce n'est pas l'Opposition qui en portera l'onéreuse. C'est cela qu'on veut vous faire comprendre. C'est là-dessus qu'on va se battre, il y a une place bien déterminée à l'article 69. Puis on demandera votre concours, on vous prêterait notre concours, vous nous prêterez le vôtre, pour qu'on comprenne dans cette Chambre que l'Opposition doit se tenir sur un projet de loi aussi important; et qu'on arrête de se déchirer, et arrêtez donc d'en vouloir au chef de l'Union Nationale puis au parti de l'Union Nationale et cessez d'amener des motions qui font perdre du temps et qui sont la risée de tout le monde dans la province.

Mme le Président, il est bien clair que l'Union Nationale votera contre l'amendement proposé par le député de Verdun, non pas que cet amendement manque de jugement, ce n'est pas ce que je veux dire, il avait sa place, mais il est dépassé dans le contexte actuel du Québec. Ce n'est plus

comme cela qu'on veut travailler, nous de l'Union Nationale, et c'est pour cela qu'on votera contre l'amendement.

Là-dessus, je m'arrête pour qu'on ait le temps de faire le vote avant six heures.

Mme le Vice-Président: Le député de Verdun, vous exercez votre droit de réplique.

M. Caron: Mme le Président, je voudrais prendre seulement une minute ou deux.

Mme le Vice-Président: M. le député, sur l'amendement.

M. Caron: Sur mon droit de réplique.

M. Burns: Mme le Président, je ne crois pas que le député de Verdun ait un droit de réplique.

Mme le Vice-Président: Sur l'amendement en deuxième lecture, en effet.

Nous allons faire la mise aux voix...

M. Burns: Je vous réfère...

M. Caron: Mme le Président, est-ce que je pourrais avoir une directive ou une façon de m'éclairer, vous qui connaissez bien les règlements? Je sais que je n'ai probablement pas le droit de réplique mais est-ce que je pourrais avoir deux minutes après avoir tant attendu?

M. Burns: Non.

M. Caron: Je vous remercie de votre collaboration, j'ai été mis en cause, je pense que mes bons amis d'en face...

M. Burns: Lisez l'article 101. A l'ordre, Mme le Président!

Mme le Vice-Président: A l'ordre, M. le député de Verdun! Vous voyez bien que je n'ai pas de directive à vous donner. De toute façon, les 26 députés de l'Opposition officielle sont intervenus sur ce projet d'amendement. Nous allons faire la mise aux voix sur le projet d'amendement du député de Verdun en regard de la deuxième lecture de la Charte de la langue française.

Cet amendement se lit comme suit: "Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant, à la fin, les mots "dans trois mois".

Que ceux... Cette motion est-elle adoptée?

M. Burns: Non! Vote enregistré, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Qu'on appelle les députés!

Vote sur la motion de report

Mme le Vice-Président: Nous allons procéder au vote sur l'amendement du député de Verdun.

Cet amendement se lit comme suit: "Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant, à la fin; les mots "... dans trois mois."

Que ceux et celles qui sont pour la motion d'amendement veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque (Bonaventure), Vaillancourt (Orford), Lalonde, Garneau, Goldbloom, Saindon, Saint-Germain, Raynauld, Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, O'Gallagher, Picotte, Ciaccia, Pagé, Springate.

Mme le Vice-Président: A l'ordre! Le vote est déjà commencé. A l'ordre! Que ceux qui sont contre veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Burns, Bédard, Laurin, Landry, Léonard, Tremblay, Joron, Mme Payette, MM. Proulx, Léger, Tardif, Chevrette, Michaud, Vaillancourt (Jonquière), Alfred, Martel, Fallu, Rancourt, Grégoire, Bertrand, Laplante, de Bellefeuille, Guay, Gendron, Mercier, Marquis, Ouellet, Perron, Brassard, Clair, Gosselin, Lavigne, Dussault, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Gagnon, Jolivet, Biron, Grenier, Fontaine, Brochu, Roy.

Mme le Vice-Président: Y a-t-il des abstentions?

Le Secrétaire: Pour: 17— Contre: 47.

Mme le Vice-Président: Cette motion est rejetée.

La motion étant rejetée, nous allons donc reprendre le débat sur le projet de loi no 101 du ministre d'Etat au développement culturel.

Des Voix: Adopté.

Mme le Vice-Président: Il n'y a pas d'intervenant?

M. Garneau: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le député de Jean-Talon.

A l'ordre, messieurs! M. le député de Jean-Talon est intervenu sur la motion d'amendement.

M. Garneau: Ce n'est pas sur la motion d'amendement.

Mme le Vice-Président: Je dis que vous êtes intervenu sur la motion d'amendement et non sur la motion de deuxième lecture du projet de loi 101.

M. Garneau: Mme le Président, compte tenu de l'heure et du temps de parole que j'ai, pourrais-je demander l'ajournement du débat?

M. Roy: Je m'y oppose, Mme le Président. Il est six heures moins dix. On a assez perdu de temps. Il reste exactement huit minutes. Que le

député intervienne ou un autre, mais qu'on prenne le temps qui est dévolu par notre règlement et qu'on en finisse.

Mme le Vice-Président: M. le député de Jean-Talon.

M. Garneau: Mme le Président, je propose l'ajournement du débat.

Des Voix: Non.

Mme le Vice-Président: M. le député de Saint-Louis, voulez-vous intervenir...

M. Blank: Oui.

Mme le Vice-Président: ... sur la proposition d'ajournement?

M. Blank: Je veux intervenir sur la question de l'ajournement.

Il est exactement six heures moins six. Il y a toujours eu une coutume dans cette Chambre. Quand on fait un discours sur le fond d'une motion, on a le droit de demander, peut-être par courtoisie, de ne pas couper le discours d'une personne qui veut faire un discours de fond, de ne pas le diviser en deux, de ne pas lui faire perdre son temps de penser. Normalement, on dit, lorsqu'il reste cinq ou six minutes: On va commencer à huit heures ou huit heures et quart pour permettre à la personne de faire son discours.

M. Burns: Mme le Président, sur une question de règlement, le député est actuellement en train de plaider en faveur du député de Jean-Talon.

Mais je pense très sincèrement qu'il a perdu son droit de parole en se levant pour proposer l'ajournement du débat alors qu'il avait le droit de faire son discours et de le commencer. Alors, je ne vois pas quelle argumentation vous avez actuellement.

M. Levesque (Bonaventure): Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): ... notre règlement prévoit qu'au cours d'une séance il peut y avoir une motion d'ajournement du débat. Il est très normal qu'on demande l'ajournement du débat ou la suspension du débat pour reprendre... D'ailleurs, si l'on veut être de bon compte, pour rassurer le député de Beauce-Sud, alors que nous avons l'habitude de reprendre nos travaux à 20 h 15, nous serions bien d'accord, justement pour respecter...

M. Burns: Le règlement dit 20 heures.

M. Levesque (Bonaventure): Je comprends, mais cela a toujours été 20 h 15.

M. Burns: Non, c'est 20 heures.

M. Levesque (Bonaventure): Voyons donc! Je demanderais...

Mme le Vice-Président: A l'ordre! Je vous demande pardon. Je vous demanderais... Vous voulez intervenir sur une question de règlement, M. le chef de l'Opposition officielle?

M. Levesque (Bonaventure): J'essayais. C'est parce que le leader du gouvernement a tenté de vous indiquer que, parce que le député de Jean-Talon demandait l'ajournement du débat, il perdait son droit de parole. Or, premièrement je m'oppose à cette interprétation du leader du gouvernement, et, deuxièmement, je dis que, plutôt que de faire de la procédure... On nous accuse de faire de la procédure...

M. Burns: Je n'en fais pas, j'ai seulement soulevé la question.

M. Levesque (Bonaventure): Au lieu de faire de la procédure, nous serions d'accord, au lieu de commencer nos travaux à 20 h 15 comme on a coutume de le faire, une coutume... Le député a raison de dire que le règlement indique 20 heures, mais combien de fois avons-nous... Demandons au greffier de relever cela et on verra que, la plupart du temps, c'est 20 h 15. Nous suggérons simplement, pour éviter de la procédure, et éviter également que le député de Jean-Talon ait à commencer pendant les trois ou quatre minutes qui restent... Qu'on soit donc de bon compte... Pardon?

M. Burns: C'est fini, il ne parlera plus. Il a déjà parlé.

M. Levesque (Bonaventure): On va voir.

M. Burns: Oui, on va voir.

M. Blank: Une question de règlement.

M. Levesque (Bonaventure): On veut nous bâillonner.

Mme le Vice-Président: M. le député, je sais qu'en vertu de l'article 77, vous avez le droit, à l'intérieur d'une séance, une seule fois, de faire une motion d'ajournement du débat et vous pouvez... chacun des partis a droit à dix minutes; le député parle au nom de son parti.

Alors, cette fois-ci, c'est M. le député de Saint-Louis que j'avais reconnu, pour intervenir sur cette motion d'ajournement. Est-ce que vous le faites, M. le député?

M. Blank: J'ai le droit de le faire, Mme le Président, mais avant que mon tour arrive de faire mon discours sur la question de la motion d'ajournement, disons sur le fond, il y a une question de règlement qui a été soulevée par le député de Maisonneuve. Sur cette question de règlement, je vais ajouter un mot. Le député de Maisonneuve...

Mme le Vice-Président: Alors, sur une question de règlement, M. le député de Saint-Louis.

M. Blank: Le député de Maisonneuve a prétendu que le député de Jean-Talon perd son droit de parole. Je ne suis pas d'accord du tout, ce n'est pas dans notre règlement. Le peu de chose que le député de Jean-Talon demande, c'est l'ajournement du débat, la permission de prendre part à ce débat à un autre moment.

Mme le Vice-Président: M. le député, je suis d'accord avec vous, si M. le député demande l'ajournement du débat et qu'il y a consentement de cette Assemblée, il pourra conserver son droit de parole.

M. Burns: Il n'y a pas de consentement.

M. Blank: S'il y a un vote qui dit qu'il n'a pas le droit, il peut même conserver son droit de parole aussi.

Mme le Vice-Président: Sur la question de l'ajournement du débat, M. le député de Saint-Louis, j'ai entendu votre question de règlement.

M. Blank: Mais je veux une directive, Mme le Président, vous venez de dire: S'il y a consentement, il ne perd pas son droit de parole, mais s'il n'y a pas de consentement, s'il y a un vote et que la motion était rejetée, il ne perd pas son droit de parole non plus.

Mme le Vice-Président: Nous n'en sommes pas là. Nous sommes à la question de l'ajournement du débat. Nous verrons ensuite.

M. Blank: C'est très important, je veux savoir où on va.

M. Burns: Mme le Président, sur une question comme celle-là, je vous soumetts respectueusement qu'on pourrait peut-être entendre le député sur l'à-propos d'ajourner le débat; vous pourriez peut-être aussi prendre en délibéré cette question, mais je vous dis que je vais soulever la question du droit de parole du député de Jean-Talon.

Mme le Vice-Président: A moins que M. le député de Jean-Talon ait demandé la suspension du débat, est-ce ce que vous avez l'intention de faire, M. le député de Jean-Talon?

M. Garneau: Mme le Président, j'avais demandé l'ajournement du débat. Maintenant qu'il est six heures, et si ma motion n'est pas reçue, je voulais demander la suspension du débat, si cela vous plaît.

Mme le Vice-Président: Il est 18 heures. Cette Assemblée suspend ses travaux jusqu'à vingt heures.

(Suspension de la séance à 18 h 2)

Reprise de la séance à 20 h 5

Le Président: A l'ordre, mesdames, messieurs!

Deuxième lecture (suite)

M. Raymond Garneau

M. Garneau: M. le Président, s'il est des débats qui engendrent, dans une société, des tiraillements et des controverses, ce sont bien ceux qui sont reliés aux questions de langue et de religion. Ces tiraillements et ces controverses ne font pas seulement l'objet d'affrontements entre les membres des différents groupes fortement identifiés, mais ils provoquent aussi des divisions internes dans chacun de ces groupes. Le débat linguistique québécois ne fait pas exception à la règle. Chargé d'émotivité, ce débat, en plus de faire s'opposer francophones et anglophones, divise, me semble-t-il, notre société, la polarise entre ceux qui croient en la volonté et en la capacité de l'homme libre de préserver son héritage linguistique et culturel et ceux qui croient que seule une intervention étatique contraignante et coercitive peut protéger ce même héritage d'une assimilation progressive. En fait, M. le Président, au lieu d'unir les Québécois, le projet de loi 101 les divise, en plus de contribuer à les séparer des autres Canadiens.

Une loi concernant la langue est, bien sûr, une loi fondamentale; c'est pourquoi il est si délicat d'aborder ce sujet. Mettant en cause les fondements de notre société, une telle loi révèle quel type de société ont choisi de bâtir ceux qui la proposent et la supportent. A ce titre, la politique linguistique du gouvernement nous indique, me semble-t-il, que le Parti québécois propose un type de société fondé sur une normalisation des rapports humains dictés par l'Etat où les droits des hommes et des femmes du Québec ne pèsent pas lourd dans la balance.

Le projet de loi 101 ne fait pas confiance aux hommes et aux femmes du Québec. Il brime les droits individuels de la majorité francophone et suscite chez la minorité le sentiment d'appartenir à un groupe de citoyens de seconde classe. Comme Québécois francophone, comme Canadien, je désire vivre dans une société où mes droits fondamentaux ne seront pas restreints par quelque mesure législative quant à la langue que j'entends parler, la religion que j'entends pratiquer et aussi le genre d'éducation que j'entends donner à mes enfants.

Je veux vivre dans une société véritablement démocratique, ouverte sur le monde où les lois fondamentales puisent leurs principes dans l'idée de liberté des individus et d'égalité des chances pour tous les citoyens.

Or le type de société que suggère ce projet de loi 101 traduit une limitation de la liberté des individus et des groupes, un isolement linguistique et culturel, bref une société basée sur la langue et sur un nationalisme exacerbé plutôt que fondée sur la raison, la liberté et la justice.

M. le Président, l'une des difficultés que rencontre le Québec — et à ce titre l'ensemble de la nation canadienne souffre peut-être du même malaise — c'est que nous vivons dans une société trop gouvernée. Tout devient de plus en plus étatique et soumis à des formules, des règlements qui, au demeurant, échappent aux élus du peuple puisque, une fois conçus, ces règlements deviennent l'affaire d'une administration bien souvent lourde, dispendieuse, contraignante et surtout sans égard pour les conditions particulières des citoyens. A partir de la naissance, le nom entre dans l'ordinateur et c'est le numéro d'allocation familiale, d'écopier, puis la carte d'assurance sociale, la carte d'assurance-maladie, la carte d'assurance-chômage, et j'en passe. Le pauvre diable qui prend l'initiative de partir en affaires est lui aussi, aux prises avec des monceaux de formulaires, des déductions à la source, l'assurance-chômage, le régime de rentes, le salaire minimum, les accidents du travail, etc., et chaque partie de l'administration publique exige rapport par-dessus rapport, inspecteur par-dessus inspecteur.

M. le Président, je pense qu'il faut constater que nous vivons dans une société trop gouvernée où les responsabilités personnelles perdent de leur valeur. Je souscris à une action gouvernementale ayant pour but d'assurer une meilleure répartition de la richesse et l'égalité des chances pour tous les citoyens. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'étendre le bras de l'Etat dans une question aussi fondamentale, aussi personnelle que l'utilisation d'une langue et qu'une telle loi, pour être respectée, doit être soumise à la vigilance de tout un appareil administratif, une bureaucratie toute-puissante qui devra aveuglément faire appliquer des règlements coercitifs, je dis bien humblement que dans ce type de société, l'homme libre se sent amoindri, voire même humilié. Qu'une loi de ce Parlement soit adoptée pour présenter des mesures de promotion du français, que cette Assemblée soit appelée à voter des crédits pour lancer, financer des programmes susceptibles d'aider et d'encourager la promotion de la langue et de la culture française, je suis prêt à me battre pour appuyer et défendre de telles mesures. Mais lorsque, en tant que représentant de la population, le gouvernement qui est en face de nous me demande d'appuyer une loi qui limite les droits que j'appelle fondamentaux des Québécois francophones, sous prétexte que c'est bon pour eux; lorsque le gouvernement, en présentant une loi, demande aux députés de cette Chambre d'approuver des mesures inutilement coercitives qui limitent les droits historiques accordés à la minorité, je me sens humilié dans ma qualité d'homme libre et je dis à ce gouvernement de ne pas aller plus loin avec cette loi qui divise aussi profondément les Québécois.

Il est toujours assez difficile dans le feu du débat de situer une certaine action législative dans une perspective historique. Pourtant, dans certaines matières, le passage des ans, les leçons de l'histoire sont souvent les seules balises valables qui nous permettent de juger de là-propos de cette action.

A n'en point douter, la question linguistique constitue une de ces matières. A mon avis, il faut être particulièrement myope et inconséquent pour imposer à des générations entières des contraintes dans l'exercice de libertés individuelles fondamentales sans prendre en considération l'expérience très riche de notre histoire sur cette question.

On oublie trop souvent que ce n'est pas d'hier que le débat sur la survie et la promotion de la langue se pose au Québec et aussi au Canada. Il y a toujours eu ce que j'appellerais le groupe des pessimistes qui, à chaque décade, voyaient la fin de la langue et de la culture françaises chez nous. Pourtant, plus les pessimistes brandissaient les épouvantails à moineaux, plus la langue et la culture françaises progressaient au Québec et cela, sans qu'il n'y ait eu de loi coercitive et contraignante. C'est en s'appuyant sur la volonté et la liberté des citoyens que ce progrès s'est manifesté. C'était une question et c'est une question d'honneur et aussi d'attachement à des valeurs fortement ancrées chez nous.

Les projets de lois linguistiques nos 1 et 101 s'inscrivent, me semble-t-il, dans le prolongement d'une poussée pessimiste qui a toujours existé, à des degrés divers, au sein de notre société, poussée pessimiste qui veut que la langue française ne puisse pas survivre dans la liberté et que seule une législation coercitive, rigide, puisse la sauver.

A quoi peut-on attribuer cette dernière poussée pessimiste qui a trouvé son point culminant dans le livre blanc que le gouvernement du premier ministre, René Lévesque, déposait en Chambre et devant l'opinion publique il y a quelques mois? Ce livre blanc devait servir de fondement à la nouvelle législation, et on aurait aimé y découvrir un diagnostic éclairé et juste de la situation réelle du français au Québec. Malheureusement, tel ne fut pas le cas. On s'est servi de ce document gouvernemental comme d'un réel instrument de propagande, poussant même l'outrecuidance jusqu'à citer faussement les résultats d'enquêtes scientifiques. Il aura fallu que ces inexactitudes soient soulignées avec force et éclat dans certains quotidiens pour que le gouvernement consente, à pas feutrés, sans faire de bruit, à corriger son propre document. C'est bien dans le style du ministre qui nous présente cette loi.

Mais le mal est fait. On donnait à croire aux Québécois francophones que leur situation linguistique était beaucoup plus sombre qu'elle ne l'est en réalité. Par conséquent, une loi sévère, coercitive, bureaucratique devenait justifiée, rejoignant ainsi le type de société que ces messieurs d'en face proposent pour le Québec. Les résultats des enquêtes publiés par la commission Gendron, en particulier aux pages 29, 30, 31 du rapport synthèse, indiquaient clairement que le français était déjà, en 1971, la langue de travail de la grande majorité des Québécois francophones.

Cette utilisation prédominante du français pour le travailleur québécois francophone est vraie non seulement dans le secteur de l'administration publique et parapublique, mais aussi dans

le secteur manufacturier, dans le secteur tertiaire, chez les travailleurs manuels, chez le personnel de bureau et chez les cadres.

Il existe, bien sûr, des situations où des francophones travaillent principalement en anglais, mais vues dans une perspective d'ensemble, ce sont des situations plus ou moins fréquentes, facilement explicables et limitées bien souvent à la région de Montréal et aux centres administratifs que sont les sièges sociaux et les centres de recherche.

D'ailleurs, peu importent les lois linguistiques, il est clair que, dans nos communications d'affaires avec le reste du Canada et le reste de l'Amérique du Nord, l'utilisation de l'anglais sera toujours essentielle et nécessaire.

L'étude faite par M. Serge Carlos, de l'Université de Montréal, et réalisée à l'hiver 1970-1971 pour le compte de la commission Gendron indiquait que les francophones utilisaient le français dans 87% de leur temps de travail, dont 78% dans la région de Montréal et 93% ailleurs en province.

Cette même étude soulignait qu'un pourcentage de 64% des francophones travaillaient exclusivement en français, qu'il n'y avait que 3% des francophones qui travaillaient en anglais et que les autres devaient utiliser les deux langues à l'occasion.

Cette enquête indiquait également que le pourcentage d'utilisation du français par les travailleurs francophones variait peu selon la catégorie d'occupation, le revenu, le secteur d'activité et également le niveau d'instruction.

Cette enquête soulignait également que l'utilisation principale de l'anglais par les francophones était principalement reliée à la lecture de textes et de documents qui, la plupart du temps, venaient de l'extérieur de l'entreprise. Par contre, l'utilisation de l'anglais par les francophones était minimale sur le plan oral.

Cette enquête de M. Carlos indiquait également une chose fort intéressante: les francophones ont une opinion qui n'est pas juste de la situation de leur langue puisqu'à Montréal 69% des francophones pensaient que les Canadiens français travaillaient en majorité en anglais alors que ce n'est pas le cas, et l'enquête de M. Carlos l'a bien révélé.

Si on regarde l'histoire récente du Québec, on s'aperçoit rapidement que non seulement la situation ne s'est pas empirée mais, au contraire, l'usage du français devient de plus en plus la règle générale et cela s'est produit sans aucune limitation aux droits de la majorité ou encore de la minorité.

M. le Président, c'est dans la liberté et le respect mutuel que s'est faite la promotion du français au cours des années et c'est dans ce même climat que cette même promotion devrait continuer à se faire dans l'avenir. Si la situation telle que le prouvent les enquêtes ne commandait pas de mesure inutilement coercitive et de limitation aux droits de la majorité et de la minorité, pourquoi donc ce gouvernement est-il arrivé avec cette pièce de législation?

Pour trouver une explication, il faut remonter aux principes qui gouvernent une loi fondamentale et se demander, comme je le faisais au début de mes remarques, quel genre de société ce gouvernement veut bâtir au Québec.

Le projet de loi 101, projet de loi linguistique, par ses aspects vindicatifs et coercitifs, ne constitue-t-il pas le premier pas vers l'atteinte de visées politiques autres qu'une politique linguistique comme des visées politiques indépendantistes?

Comme le disait mon collègue de Marguerite-Bourgeoys, cette pièce de législation n'était pas nécessaire. En adoptant cette attitude, il est clair que le gouvernement du Parti québécois poursuit un objectif bien particulier, soit celui de faire en sorte que les fonctions d'entreprises qui sont susceptibles de quitter le Québec, advenant l'indépendance, le fassent immédiatement sous le couvercle de la loi linguistique pendant que les paiements de transferts et les politiques de développement régional canadiennes sont encore disponibles.

Ainsi le PQ pense-t-il gagner sur deux fronts? Minimiser l'argumentation des Québécois canadiens quant aux coûts qu'entraînerait l'indépendance et, deuxièmement, faire porter une partie de ces coûts par les contribuables canadiens non Québécois avant la séparation?

Une telle attitude est condamnable non seulement parce qu'elle compromet les chances d'emplois et d'avancement des cadres francophones, mais parce qu'elle compromet la croissance future de notre économie. Et, partant, elle dilapide notre richesse collective et porte atteinte au standard de vie de tous les Québécois.

Depuis le début du débat linguistique, le gouvernement cherche à susciter un réflexe guerrier de la part des francophones, réflexe qui est le fruit de frustration réelle ou imaginaire. Quand on regarde les résultats de l'enquête de M. Serge Carlos, on s'aperçoit que beaucoup de Québécois francophones avaient et ont une opinion réellement pessimiste sur l'utilisation de leur propre langue alors que la réalité est tout autre.

S'appuyant sur ce réflexe de frustration que l'on a cherché à grossir depuis quelques années, les membres de ce gouvernement ont décidé de vaincre les minorités au lieu de chercher à les convaincre.

Le gouvernement péquiste a un goût certain pour la règle de l'unanimité, règle de l'unanimité dans les rapports humains entre les citoyens Québécois qu'il entend imposer cette fois par sa majorité parlementaire.

L'homogénéité basée sur une seule langue, une seule culture propagée à partir des officines des cabinets de ministres est, semble-t-il, un choix conservateur et rétrograde qui ne coïncide pas du tout avec les réalités du monde contemporain.

C'est un choix qui, d'après moi, va à l'encontre des besoins des Québécois francophones.

Pourtant, au Québec comme ailleurs, le progrès doit venir de la libre circulation des idées, de l'échange entre les citoyens et aussi d'un large

degré de tolérance. Le haut degré d'intervention du projet de loi créant la Charte de la langue montre bien à quel point le gouvernement tient à cette homogénéité, à normaliser à sa façon, et selon un modèle que je qualifierais de mesquin, les rapports humains de toutes sortes que vivent les gens du Québec. Au lieu de chercher à dégager des principes qui sous-tendent le respect d'autrui et de la démocratie, le gouvernement, à cause de son option politique et du genre de société qu'il entend construire, cherche à imposer une loi autoritaire en véhiculant à l'occasion des préjugés ou encore une réalité nébuleuse déformée afin de servir ses intérêts et satisfaire, dans certains cas, l'idée qu'il a de la société québécoise qu'il entend réaliser et de cette homogénéité. Le gouvernement péquiste, se rendant compte de cette animosité qu'il y a au Québec et au Canada, par suite de la présentation de cette loi 101, tente aujourd'hui, par une pirouette, de sauver la face de certains membres du Conseil des ministres. Cette fois, la trouvaille du siècle c'est de négocier les droits des citoyens canadiens susceptibles de venir au Québec contre les droits des citoyens québécois francophones susceptibles d'aller s'établir ailleurs au Canada. Un échange de prisonniers a dit le député d'Outremont. On ferait la traite des enfants ont dit d'autres commentateurs. Quant à moi, je dis que le ministre au développement culturel et le premier ministre, qui a fait cette trouvaille du siècle, se comportent comme des "brokers" des droits des minorités. S'il est prêt à accorder aux Canadiens...

Des Voix: Cela fait mal. Cela chatouille.

M. Garneau: M. le Président, si on est prêt à accorder aux Canadiens des autres provinces qui viennent s'établir au Québec le droit d'envoyer leurs enfants dans le réseau scolaire de leur choix, ce droit est valable ou il ne l'est pas. S'il est valable, pourquoi refuser que la constitution canadienne soit amendée pour y inclure le principe de base du respect des droits des minorités tant au Québec que partout ailleurs au Canada en ce qui concerne la langue d'enseignement ou le choix de la langue d'enseignement que les citoyens canadiens peuvent choisir pour leurs enfants? Mais non, M. le Président, du côté du gouvernement, on ne peut pas souscrire à une telle attitude parce que cela irait à l'encontre des visées politiques et surtout du type de société que l'on veut bâtir au Québec. Plus les lois de ce gouvernement sont présentées, plus les discours des membres de ce gouvernement sont faits en cette Chambre, plus on s'aperçoit du type de société que ce gouvernement veut bâtir au Québec.

M. le Président, malheureusement le temps mis à notre disposition n'étant que de vingt minutes, je dois terminer mes remarques en disant que je vais voter contre le projet de loi 101, parce qu'il constitue une atteinte aux droits et libertés des Québécois francophones et parce qu'il constitue une atteinte également aux droits de la minorité anglophone. Je crois, M. le Président, que vouloir

subordonner une langue aux contraintes d'une législation inutilement coercitive, provoquera des réactions qui à la longue iront à l'encontre des objectifs d'abord recherchés.

Je soutiens que les francophones québécois sont ceux qui ont le plus à perdre d'un type de politique linguistique tel que contenu dans le projet de loi 101 et que finalement, seuls les bien nantis dans notre société auront les moyens de contourner les effets néfastes que cette loi provoquera. J'affirme que la façon dont le débat linguistique est engagé favorise la polarisation, les affrontements entre Québécois et jette les bases d'un type de société fondée sur l'étroitesse d'esprit plutôt que sur la tolérance et la liberté.

Bref, M. le Président, je voterai contre ce projet de loi, parce qu'il insère dans nos statuts des prescriptions qui constituent un type de société dans laquelle les hommes libres répugnent à vouloir vivre. Je voterai contre ce projet de loi, parce que j'ai la profonde conviction qu'il va à l'encontre des intérêts fondamentaux des Québécois et surtout des Québécois francophones. En guise de conclusion, je voudrais faire miens les propos que le chef du Parti libéral du Québec tenaient en cette Chambre récemment: "Les croyances sur lesquelles se fonde l'action politique que nous menons en tant que membres du Parti libéral du Québec, trouvent leurs expressions les plus significatives dans l'idée de liberté et de justice, dans un attachement indéfectible à l'idéal démocratique de notre société et dans cette ambition que nous avons de chercher à développer le Québec, à assurer le bien-être économique et social des gens qui y vivent, en continuant de partager l'expérience canadienne et en maintenant notre société largement ouverte sur le monde, en particulier sur le continent nord-américain".

Notre coin de terre a exigé, de tous les francophones, du courage, de la fierté et une foi dans l'avenir. C'est pour cela que le Québec existe. C'est pour cela que le Québec français existe et qu'il continuera d'exister. Je voudrais qu'il continue d'en être ainsi, en s'appuyant, comme par le passé, sur l'esprit de tolérance, sur le désir de liberté de chaque individu que l'on retrouve fortement ancré chez la grande majorité de citoyens québécois.

Une Voix: Adopté.

Le Président: Adopté. Est-ce qu'il y a d'autres opinants?

M. Burns: Alors, le vote, M. le Président.

Le Président: M. le député de Pointe-Claire.

M. William Frederic Shaw

M. Shaw: Merci? M. le Président. Finalement, le débat sur la Charte de la langue française est un défi, pour moi comme pour n'importe quel autre député de cette Chambre, parce que je dois présenter les vœux et les espoirs de 1 471 000 de Ca-

nadiens demeurant au Québec. Dire que c'est un défi important est peut-être assez, sauf qu'en vérité mon devoir dans ce débat sur le projet de loi est, premièrement, d'exprimer du fond de mon cœur ce que je pense et, je crois, la pensée de la communauté anglophone du Québec.

For this reason, Mr. President, I must confess that I consider this intervention as the most important that I will make as a parliamentarian and perhaps the most important intervention that I will ever make in my career in politics. It is important that I make clear to the representatives of this House and to the Gallery the precise feeling of the non-francophone Quebecer in the context of today's Quebec and I must do it for that patronizing and I must do it for its firmness, because this is the only way we can understand each other and the importance that this legislation has for us all.

I can remember, as a youngster, during the war that as an English-speaking Quebecer I rarely saw a French Canadian. I lived in Outremont. I went to Guy Drummond School. We put our flags out in front of the house when the King came to visit and when we went to the movies we stood at the end of every movie for God Save the King. In the island of Montreal there were indeed two solitudes and the same was true in the vacation areas. I can recall going to St. Patrick's into Cacouna and the train conductor was English-speaking

English-speaking and, except for that occasionnai visit to Rivière-du-Loup for groceries, we hardly heard the French language. That just changed since the Forties and I have grown through this period of change. I can remember that kind of guilt that we felt and with justification when French Canadian leaders began to say that it is wrong to have to speak English to get services in our own province.

It is wrong to have to speak English to do the most menial task and it is wrong for me to have to speak English to acquire the most elementary of a second area education. I felt this guilt with my fellow Canadians. We had not noticed that you were wanting to be understood and respected, but it is also wrong for you to feel that it was all our fault, that we were deliberately conspiring to disadvantage our "concitoyens canadiens".

Examine the truth. Firstly, our educational system was controlled. Our Roman Catholic clergy who, within the perimeter of funds available and in keeping with their fundamental philosophical character, were providing a very good system of education but it was restrictive. It provided very little technology, if any, and it emphasized more the professions than it did business and there was no attempt by the English-speaking Community of Canada to keep French Canadians out of business, it was the system.

The system of education which did not properly prepare them to participate, the training was more in keeping with the various trades in construction or in logging or in farming or fishing. With the awakening in the post war period and the

expansion that went with it, both industrially and commercially in the province of Quebec, there became a greater awareness, in every French Canadian community, that they must participate in this opportunity to participate in the benefits of a growing economy and with its affluence. I can remember that each and every one of us when we began our careers we were so much better... No, there has been a fantastic change in the character of Canada, in the character of Quebec and it was needed and there was a need to appreciate this lack of understanding that was ours, and I accept it with my co-citizens of English language of Canada. But there was no conspiracy of the English-speaking community to restrict l'épanouissement des Canadiens français. And that is why it bothers me that now with the project so important and I feel it is important to have a project such as the Charter of the French language, la Charte de la langue française. That will build in to the very fabric of our society a continuum, a protection, a guarantee that the French language and culture will be preeminent in the province and important in the country from coast to coast. And to this end I strongly support that aspect of the law. But it is an attitude of revenge that wishes to humiliate and suppress the English-speaking Quebec community. That bothers me. And to deny that it is present in that legislation is to have the blinders on and your eyes closed. If we are getting in 1960 I guess with the growth of nationalism throughout the world there was a growth in the French Canadian community of a nationalistic fervour.

This is now being represented in the system of our present attitude and the attitude of the government today and I continue to remind the government of this continuing insult to my presence in this National Assembly when I see I and no month of August on top of it. They hide behind the just desire to make French the preeminent language in Quebec to abuse on French community is an obvious use to the power of the collectivity to impose itself on the minority. There is nothing in this law that will improve the posture of the French Canadian in the North American context. Where, for example, are we seeing an increased founding of the teaching of French as a second language in any of the programs proposed expand so called the second language teaching as was expressed in its predecessor Bill 22? But I have not seen one hour of additional English teaching proposed by the Minister of Education or by his predecessor. What is more. There seems to be no way that the present president of the teacher's union of the CEQ is going to back down on his commitment to restrict teaching of English to secondary level of education.

No, Mr. President, the attitude of this Bill is not fundamentally to entrench the French language into the character of Quebec. It is not to provide Quebec with a true visage français it is abusing the rights of non French-speaking people, a community in Quebec.

Let us examine the Bill, article 1, title 1, that French is the official language of Quebec. Quebec has and its population a group of people more numerous than all but four of the provinces in Canada, and there is an attempt in this legislation to say that we are not here.

But, Mr. President, we are here. We are here perhaps underrepresented in this National Assembly; we are most definitely underrepresented in the civil service and the crown corporations of this province. But we are here, we intend to stay here, and we intend to be recognized that we are here.

Une Voix: Here! Here!

M. Shaw: In Chapter II, Fundamental language rights, I am in 100% accord with all five principles. But there should be built, into these fundamental language rights, the right of non French-speaking Quebecers to use English to communicate with the civil administration, the health and social services, the public utility firms, the professional corporations and all the public services in their language, English. We cannot have two sets of rules in this province, because that is oppression and legislative discrimination.

And, of course, in Chapter III, the language of the Legislature in the Courts, there is no question as to the implicit control of section 133 of the British North America Act in this area.

Fundamental is the right of the individual in the court, and if the individual wishes to express himself in his choice of official languages, it must be his right and the judgment should always be drafted in the language of the person who is making that judgment and text translated into the other official language, and there should be no question that the text of the original version should be official.

Chapter IV, the language of the civil administration, is an example of the discriminative and suppressive character of the bill. To suggest, for example, that the town of Pointe-Claire must only have its designation in French or, for that matter, Westmount, or the town of Mount-Royal, or Beaconsfield, where the majority of the citizens in that town are English-speaking, and that they should have to function in French is discriminatory. It is ridiculous and it is not acceptable.

Chapter V, the language of the semipublic agencies suggesting that health services and social services should not, clearly, in the lobby, be made available in English to the clients who are English-speaking is again that kind of discriminating attitude that we see in this law. And to suggest that because it is not said that it cannot be done, is to suggest that the bill... To suggest that it will be done is not, in fact, a lie, and I see this because of a document that I received from Les Syndicats provinciaux du Québec Inc., from a Mr. Jean-Louis Harguindeguy, Président du Syndicat des fonctionnaires provinciaux, in which they suggest, and I quote: "Nous estimons que

plutôt que de prévoir que tout Québécois a le droit d'exiger que l'administration des services de santé communiquent en français avec lui, la loi devrait leur créer l'obligation de communiquer en français, car, autrement, la loi donne l'impression que tout Québécois se doit de commander que l'on communique en français avec lui. D'ailleurs, la même remarque s'applique à tous les articles du projet où l'on retrouve de telles dispositions".

Imagine! The civil service, as a fundamental, is supposed to be totally apolitical and the servants of the people, and that means all the people. The political activities of this kind of syndicate is what we are seeing and, within the good "volonté" of the government, if the vehicle is there for discrimination, and we have this kind of attitude in the civil service, the discrimination will, in fact, take place and, Mr. President, it is.

A few weeks ago, at North Hatley, members of my party and myself gathered to discuss article by article, amendments that we would like to propose to bill 1. There are certain sections that I had difficulty in accepting, but I did.

For example, I still feel that all Canadians, as a fundamental, should have the freedom to participate in either of the official languages in our country, but I know now that we have a serious overset in fear in this province. There is a genuine fear in the French-speaking community that freedom of choice is a danger to the future of this community and Canada and so, I understood with my colleagues that this kind of accommodation had to be made, but it was made in the context that there would be a confirmed commitment to the adequate teaching of the English language in French schools so that no Canadian, living in this province, will be compromised because he did not have an adequate knowledge of both official languages when he graduated from his high school and there were other areas that also bothered me.

I am upset, for example, that the province of Quebec is the only place in the world where we have legislation about the signs. It bothers me that the Chinese restaurant on the Lagauchetière Street is now committed to change its sign to French only and the Greek restaurateur and the Greek shopkeeper on Park Avenue are committed to change their signs to French only. This...

I will have to examine the law where...

M. Burns: Vous feriez mieux de la lire aussi.

M. Shaw: The fact that they have to change these signs at all...

M. Burns: Vous feriez mieux de lire la loi, M. Shaw.

Une Voix: Cela fait deux mois qu'il ne l'a pas lue.

M. Burns: Vous devriez la lire. C'est intéressant.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre, M. le leader parlementaire! A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Burns: M. le Président, je vous demande une directive. Y a-t-il une obligation, de la part d'un membre de l'Assemblée nationale de lire les projets de loi dont il parle? Il n'y en a pas. C'est dommage. Cela aiderait...

Le Vice-Président: M. le leader parlementaire, je ne vise point le député de Pointe-Claire, ni vous, mais vous savez que, sauf le choix des électeurs, on ne demande à personne de carte de compétence, ni de règle particulière.

A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre! Oubliez la blague.

M. le député de Pointe-Claire, il vous reste trois minutes.

A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Shaw: If I can have the leader of the government brought to order for a few minutes, I would like to terminate, Mr. President. I would like to terminate in perhaps saving what I feel is the most important aspect of this intervention.

We have a crisis in this province. The crisis is one of attitude and the attitude is that if we wish to live together and there is no question that we must, we must do it within the parameters of respect. It was in this light that my colleagues and I sat down in North Hatley to try to arrive at a posture which I feel is acceptable to my community and I feel is accepted and acceptable to my French-Canadian compatriotes of this province.

We cannot continue and we must not continue a politics of confrontation, a politics of intimidation and a politics that precipitates reaction.

We must do this together. We must work together to resolve this Canadian problem and this Québec problem. We must do it with "une entente cordiale, positive..."

M. Burns: ...and not civil disobedience.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Burns: Right? D'accord, c'est dit.

Le Vice-Président: M. le député de Pointe-Claire...

M. Shaw: Mr. Président, I would like to take a question of privilege on that remark.

Le Vice-Président: Vous pouvez, Monsieur.

M. Burns: I would like to hear on that.

Le Vice-Président: Je peux peut-être me permettre un certain humour à certains moments, mais comme M. le député de Pointe-Claire ache-

vait... Est-ce que vraiment vous avez une question de privilège à soulever? D'accord. Sur la question de privilège, je la déduirai des deux minutes qu'il vous restait.

M. Shaw: On no occasion have I ever indicated that I support a civil disobedience. In a number of occasions in this Assembly I have stood up and quite clearly said that it is not the deputy from Pointe-Claire that is promoting civil disobedience in this province. It is confrontive, intimidating legislation proposed by the government. I have never nor will I ever support anything which is contrary to good law, but I assure you I will do everything in my power to promote good law within this Assembly, within the courts of this country and in every avenue that is available to me. And under no circumstances I will not accept any criticism from the leader of the government suggesting that I am promoting such civil disobedience.

Le Vice-Président: M. le député de Pointe-Claire, les faits sont rétablis. Il vous reste environ deux minutes.

M. Shaw: Thank you very much, Mr. President.

I would like to terminate in suggesting very strongly, Mr. President, that we do set aside the politics of confrontation. We do get together and discuss article by article the realism of Québec and what truly is normal because I hear these two words used out of this context again and again, and I, as a member of my party, have demonstrated that this can be done. I implore that the members of the government, the Minister of Education, the Minister of Cultural Affairs heed this implication of communication and not intimidation. Thank you very much.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Burns: Il s'est fait parler au caucus. La réconciliation.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

La motion de deuxième lecture sera-t-elle adoptée?

M. Burns: Adopté.

M. Lamontagne: Question de règlement, M. le Président.

Le Vice-Président: Oui, M. le député de Roberval.

M. Lamontagne: On a annoncé par les media qu'il y en aurait 14 de leur côté qui parleraient. Est-ce qu'on pourrait savoir s'ils sont en vacances ou s'ils vont parler?

M. Burns: On n'est pas pressé. On écoute.

Le Vice-Président: A l'ordre, M. le député de Roberval!

Vous savez fort bien, pour avoir occupé ce siège, que ce n'est vraiment pas une question de règlement et je donne la parole à M. le député de Portneuf.

M. Michel Pagé

M. Pagé: Merci, M. le Président. Même si ce projet de loi no 101 a été qualifié par le gouvernement et par plusieurs comme étant une des pièces importantes du menu législatif que cette Assemblée aura à étudier au cours de la session, il n'en demeure pas moins que le sujet sur lequel porte le projet de loi no 101 ne fait pas l'objet des préoccupations premières des citoyens de mon comté.

Je dois quand même intervenir parce qu'actuellement, dans un comté comme le mien, un comté qui est essentiellement francophone, les préoccupations sont beaucoup plus d'ordre économique, dans un contexte où l'économie n'a jamais été aussi défailante, où le chômage a atteint des sommets qui sont inégalés.

Je dois quand même intervenir parce que ce projet de loi est important. Le comté de Portneuf est un des berceaux de la civilisation francophone en Amérique.

Le riche héritage culturel laissé par nos ancêtres en témoigne avec abondance. La culture française, la langue française, en somme la vie française sont loin d'être en danger dans mon comté. Au contraire, depuis quelques années, par l'apparition de nombreux groupes, d'associations et d'individus auxquels j'ai personnellement souscrit, on a vu renaître un intérêt insoupçonné pour la conservation de notre patrimoine culturel, que ce soit au niveau de la préservation, au niveau de la conservation des sites historiques ou de la recherche historique portant sur les modes de vie et les habitudes de nos ancêtres. La culture française est plus vivante que jamais chez nous. Elle est forte au point qu'une communauté anglophone qu'on retrouve au centre de mon comté en est venue, non pas à s'assimiler, mais bien à être en mesure de communiquer avec facilité et avec harmonie, dans la langue de Molière, avec les concitoyens de langue française du reste du comté.

M. le Président, un vrai libéral et un vrai démocrate n'acceptent pas, à mon avis, la primauté des libertés collectives sur les libertés individuelles tel que le propose le projet de loi 101, non pas que la langue française et la culture française soient à l'abri de toute secousse au Québec, particulièrement dans la région de Montréal, mais, M. le Président, selon moi, bien humblement, quand on veut régler un problème comme celui-là, vous savez, il est parfois préférable d'utiliser le scalpel plutôt que d'utiliser la hache comme semble vouloir le faire ce projet de loi.

Au chapitre de la langue d'enseignement, M. le Président, inutile de vous dire que dans mon comté il n'est pas question de liberté de choix. Chez nous, c'est majoritairement en français et nous allons presque tous à l'école française. Il y a une chose, cependant, que mes concitoyens souhaiteraient et j'en ai fait allusion cet après-midi

dans mon intervention sur la motion de reporter l'étude du projet de loi à trois mois. Chez nous ce qu'on souhaite, M. le Président, c'est de pouvoir offrir à nos enfants, par notre réseau d'éducation, une solide formation dans l'acquisition de la langue anglaise. Car, voyez-vous, M. le Président, le fait français au Québec, fût-il plus vivant qu'il ne l'a jamais été depuis la conquête, il n'en demeure pas moins que les circonstances historiques ont fait que non seulement la langue anglaise a été la langue du conquérant, mais soit aussi devenue la langue la plus utilisée du monde occidental et est en train de devenir, si elle ne l'est déjà, la langue de communication à l'échelle mondiale. Or, M. le Président, il est fondamental que nos concitoyens puissent acquérir le mieux possible cette langue anglaise afin d'être en mesure de permettre au Québec de jouer pleinement son rôle avec le plus d'efficacité, non seulement dans l'ensemble canadien, mais aussi à l'échelle internationale.

Il est d'ailleurs curieux de constater à cet égard, M. le Président, que les parrains de ce projet de loi, soit dit en passant, plusieurs parmi l'équipe ministérielle sont complètement restés muets jusqu'à maintenant. La très grande majorité de ceux-ci sont des gens qui s'expriment avec une grande facilité dans la langue anglaise. Ce qui me déconcerte, dans ce projet de loi, M. le Président, c'est que le fait français n'a jamais été aussi vivant chez nous. On le constate par la chanson, par la littérature québécoise, qui ont maintenant une renommée internationale, par le cinéma qui, malgré certaines difficultés économiques, fait de plus en plus sa marque, par le théâtre québécois, source de controverses, peut-être pour certaines oeuvres, mais qui est plus dynamique que jamais. Ce qui me déconcerte donc, c'est qu'on propose d'utiliser les grands moyens alors que, probablement, une continuation des efforts entrepris depuis quelques années aurait suffi. Pourquoi, M. le Président, sur le plan économique s'en prendre aux entreprises étrangères qui, quoi qu'on dise, sont essentielles au développement du Québec? C'est clair que ces entreprises doivent respecter le caractère français du Québec, notre authenticité, mais c'est aussi clair qu'il faille tenir compte du statut international de ces entreprises et il s'avère que dans la majorité des cas c'est l'anglais qui soit la langue du dénominateur commun.

M. le Président, j'ai le sentiment que ce qui assurera le rayonnement de la société québécoise francophone ce sera le degré de fierté qu'éprouvent nos concitoyens pour leur langue et leur culture françaises. Le problème linguistique qui s'exprime trop souvent hélas par la dégénérescence de notre langue est d'abord un problème individuel, une question de discipline personnelle. Je crois que nos concitoyens le réalisent de plus en plus. L'appel des parents du Québec en faveur de l'amélioration de l'enseignement de la langue française en est un des exemples les plus éloquents et c'est ce à quoi je faisais allusion quand, cet après-midi, je demandais au ministre de l'Éducation d'accepter de reporter l'étude du projet de loi à trois mois pour pouvoir inclure spécifiquement

ment et particulièrement des prévisions dans ce sens-là, à l'intérieur du projet de loi tel que déposé, pour garantir un enseignement amélioré du français chez nous. Quand chacun de nous, M. le Président, aura pris conscience de la richesse de la langue et de la culture françaises, la force que ce phénomène a d'ailleurs déjà commencé à engendrer, il nous permettra de considérer comme normale et même essentielle la préservation des droits de citoyens qui s'expriment et qui sont éduqués dans une autre langue.

Ce n'est pas, M. le Président, en s'isolant sur le plan linguistique que le Québec rayonnera davantage dans le monde. Au contraire, il a tout à gagner de l'ouverture d'esprit, de la tolérance à l'égard de ses minorités. Le Québec a toujours été et doit demeurer exemplaire à cet égard. On dit souvent que l'exemple vient de haut. Le Québec devrait continuer en ce sens et il constituera alors un exemple vivant de libéralisme et de démocratie ainsi que de nation soucieuse du respect des libertés individuelles de tous ses citoyens, non seulement pour les provinces voisines, mais aussi pour le monde entier.

Toujours dans cette optique, M. le Président, j'aimerais ajouter quelques mots relatifs à la place de la jeunesse québécoise dans tout ce débat sur la question linguistique. Le gouvernement actuel — et là-dessus on ne peut lui faire de reproche — est certainement sensible à la montée de cette jeunesse appelée à plus ou moins brève échéance à prendre les commandes de notre destinée collective. Or, M. le Président, j'en suis venu à considérer qu'un projet de loi comme le projet de loi 101 constitue, à certains égards, un bluff monumental visant à s'associer la sympathie de la jeunesse sous le couvert d'un nationalisme de salon.

Il est plus que temps, M. le Président, que la jeunesse du Québec se rende compte qu'il n'y a jamais eu de loi ici brimant les droits des minorités sur le plan linguistique. Et cela n'a pas empêché le français de progresser au Québec. Le projet de loi 101 est à ce propos en plein dans la lignée des chantres du misérabilisme dont parlait Roger Lemelin il y a quelques mois. La jeunesse du Québec, M. le Président, n'est pas éprise de nationalisme. Elle est éprise de liberté, et il faudrait qu'elle se rende compte que le gouvernement essaie de lui passer un sapin à travers cette loi.

Je suis d'avis, M. le Président, que la jeunesse du Québec veut un Québec fort. Je suis aussi d'avis qu'elle souhaite un Québec fort, mais capable de mesurer sa force et de l'utiliser avec circonspection, surtout sur le plan linguistique. Cela me met en rogne, M. le Président, quand j'entends les membres de l'actuel gouvernement justifier ce projet de loi, et le premier ministre en tête, par le sort qui a été historiquement réservé — encore que la situation s'améliore nettement — aux minorités francophones des autres provinces. Cela devant des auditoires de jeunes, particulièrement, dont la flamme est toujours prête à s'éveiller et qu'on exploite systématiquement et de façon démagogique.

Combien de fois, M. le Président, devons-nous dire à ce gouvernement qu'on ne répare pas l'injustice par l'injustice. Quand on pense que ce gouvernement, si imbu de lui-même, le seul selon lui qui aurait été élu démocratiquement au Québec, a osé censurer dans nos écoles le jeu Oh! Canada, produit par le commissariat aux langues officielles, je me pose des sérieuses questions et j'en arrive à conclure deux choses. Ou ce gouvernement est autoritaire ou il n'a pas confiance dans la population du Québec.

Quand on en est rendu, M. le Président, à censurer du matériel éducationnel, sous prétexte d'une déviation intellectuelle, cela commence à être assez grave, selon moi. D'ailleurs, à ce propos, les parents du Québec ont bien fait voir à ce gouvernement qu'ils n'entendaient pas passer par les censeurs officiels pour savoir ce qui était bon ou pas bon pour leurs enfants. Il me semble, M. le Président, qu'un gouvernement si confiant, puisqu'il prétend être en mesure de séparer le Québec du Canada, donc de doter les Québécois d'un Etat national, devrait l'être tout autant envers sa population qui a prouvé, depuis 300 ans, qu'elle tenait aux valeurs suscitées par la culture française.

En terminant, M. le Président, je souligne que je voterai contre ce projet de loi, parce que pour moi les libertés individuelles, surtout dans un domaine comme celui-là, doivent primer sur les libertés collectives. C'est essentiel, M. le Président, c'est important.

De plus, M. le Président, ce projet de loi est inutilement contraignant et enfin il n'offre aucune garantie quant à l'amélioration de la qualité de l'enseignement du français et de l'anglais dans nos écoles. J'en ai fait état cet après-midi au ministre de l'Éducation. A plusieurs reprises, des députés dans cette Chambre en ont fait état. Ils ont demandé d'intervenir, de participer étroitement au débat sur la loi 101, de donner des garanties aux membres de l'Assemblée, parce que somme toute c'est l'aspiration des Québécois, c'est l'aspiration des parents québécois. Sous le couvert d'un faux nationalisme, voulant ou croyant répondre à un nationalisme, certains membres de ce gouvernement, et probablement que c'est le cas du ministre de l'Éducation, croient qu'il suffit de présenter un projet de loi comme le projet de loi 101 pour vraiment répondre aux besoins de nos Québécois, mais ce n'est pas le cas, M. le Président.

Les Québécois veulent avoir par un projet de loi — cela leur a été donné de façon législative antérieurement — la garantie de la sauvegarde de notre patrimoine, de notre langue, de notre culture, de notre expression. Mais ce qu'ils veulent aussi, c'est, dans ce projet de loi — j'en prends à témoin des nombreuses conversations et rencontres que j'ai eues avec des citoyens là-dessus — la garantie d'un enseignement du français amélioré dans nos écoles, parce qu'il laisse à désirer. En aucun temps, le ministre de l'Éducation en a fait état; en aucun temps, il est intervenu pour nous dire que le projet de loi 101 prévoirait des disposi-

tions spécifiques et particulières sur ce projet; la même chose pour l'enseignement de l'anglais. Très rares sont les parents, au Québec, qui n'aspirent pas à ce que leurs enfants puissent maîtriser le plus facilement du monde les deux langues. Je mets au défi le ministre de l'Éducation de me dire qu'il y a des Québécois qui n'y aspirent pas. Pour ce faire, il faudra — j'aurais personnellement aimé retrouvé dans ce projet de loi ou tout au moins dans les interventions, que ce soit par le projet de loi ou par le pouvoir réglementaire — des prévisions spécifiques de la part du ministère de l'Éducation, nous garantissant que l'enseignement de l'anglais, langue seconde, dans nos écoles françaises, sera amélioré, parce que, selon moi, c'est tout à fait pitoyable actuellement.

Or, M. le Président, pour tous les motifs que j'ai évoqués — je crois en cela représenter assez fidèlement les opinions de la très grande majorité des contribuables de mon comté — je voterai donc contre ce projet de loi.

M. le Président, je vous remercie et, en terminant, je ne formule qu'un vœu. À plusieurs reprises on a fait état, ici, que c'était un projet de loi collectif, que cela devait être un projet de loi qui traduirait les opinions et les considérations de tous les membres de cette Assemblée. Je n'accepte pas ou, tout au moins, je suis fort surpris de voir des députés ministériels qui n'osent rien dire là-dessus, sur le projet de loi 101, projet de loi qualifié, par leur équipe ministérielle, de la pièce législative la plus importante de cette session tout au moins.

Or, pour tous ces motifs, je voterai contre lui. J'ose croire, j'ose espérer que plusieurs députés d'arrière-ban du Parti québécois pourront nous expliquer et nous donner les motifs pour lesquels ils se proposeront de voter pour cette loi, entre autres, le député de Joliette-Montcalm peut-être.

Une Voix: Il va finir par parler.

Des Voix: Vote.

M. Duhaime: Nous sommes prêts à procéder au vote.

Le Président suppléant (M. Bertrand): Sur cette motion, M. le député de Saint-Louis.

Une Voix: Commission parlementaire.

M. Harry Blank

M. Blank: Comme je l'ai dit cet après-midi, M. le Président, j'ai quelque chose à dire sur le fond du bill, durant vingt minutes. Cet après-midi, j'ai parlé dix minutes sur la question de l'amendement. Comme député de cette Chambre, député de Saint-Louis, je veux exprimer quelques observations sur ce bill. Pour ma part, c'est ma deuxième occasion de parler au sujet d'un bill sur la langue. Je suis aussi intervenu, il y a quelques années, sur le bill 22 où, pour la première fois, on a déclaré le français la langue officielle de cette province.

À ce moment-là, je n'étais pas contre cette affirmation que le français soit la langue officielle de cette province. Ce n'est pas neuf, comme je l'ai dit cet après-midi au député de Papineau; ce n'est pas quelque chose de neuf qu'on a dans cette loi-ci; cela fait déjà trois ans que la langue française est la langue officielle de cette province. Comme député ministériel, en ce temps-là, j'ai voté pour, parce que la base, le principe de cette loi était de proclamer le français langue officielle de cette province. C'est la langue officielle, parce que c'est la langue de la grande majorité de la population, c'est la langue utilisée par la grande majorité de la population au travail, à l'école, partout au Québec. Si on veut l'appeler officielle, première, de n'importe quel nom, c'est un fait, on doit être réaliste. La langue française, c'est la langue première de la province de Québec, la langue officielle, mais, dans ce projet de loi-ci, contrairement à l'autre loi, il y a un autre principe. Le principe, c'est l'élimination de la langue et de la culture de la communauté anglaise. C'est une loi hypocrite, parce qu'elle ne prend pas en considération la réalité de cette province. La réalité, c'est, comme le député de Pointe-Claire a dit, qu'il y a 1 400 000 personnes de langue anglaise et qui parlent anglais couramment.

Ces personnes habitent ici, elles ont le droit d'exister. Elles ont le droit de vivre, elles ont le droit d'augmenter en proportion, comme toutes les autres communautés dans cette province, même la communauté première, la communauté française.

Dans ce projet de loi, contrairement à la loi 22, le principe est un principe vindicatif, de vengeance, afin d'éliminer l'âme de cette communauté.

Une Voix: Il est dangereux, cet homme.

Une Voix: Attachez-le!

M. Blank: Une partie de cette loi élimine, à toutes fins que de droit, l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Cet article 133 a été mis dans cette loi en 1867, au moment où la communauté anglophone était plus forte qu'aujourd'hui. Elle était au moins deux ou trois fois plus forte qu'aujourd'hui. Même à ce moment, c'était mis dans la loi, la protection, au moins dans les cours et à l'Assemblée nationale, de la langue anglaise.

Aujourd'hui, 110 ans après, qu'est-ce qu'il y a? La langue française est maintenant au moins trois ou quatre fois plus forte qu'elle était en 1867. Nonobstant que le français soit devenu la langue officielle, la langue primaire, la langue d'utilisation partout au Québec, on veut passer ce chapitre, éliminant l'article 133 et disant que, dans les palais de justice, dans les cours, l'anglais n'est plus la langue officielle.

Cela fait 25 ans que je pratique "l'avocasserie" à Montréal... Je n'ai pas compris...

Une Voix: "L'avocasserie"?

M. Blank: Oui, "l'avocasserie" en droit, un avocat qui plaide toujours devant des tribunaux, comme ce matin, j'ai plaidé en français et en anglais. Jamais, en 25 ans, on n'a eu de problèmes de langue dans le palais de justice de Montréal, où il semble que réside le problème de la langue. On n'avait jamais de problème. Les avocats "switchaient", comme on dit en bon canadien, de l'anglais au français, de l'une à l'autre. Les juges et même les témoins changent d'une langue à l'autre. On n'avait jamais de problèmes avec la procédure, jamais de problèmes avec les jugements. Que fait-on aujourd'hui? On essaie de créer un problème. On essaie de créer un problème qui n'existe pas. Pourquoi? Un autre acte de vengeance. C'est la seule réponse qu'on peut avoir.

Une autre chose intéressante. Quand vient la question des jugements, aujourd'hui, dans cette loi, on dit: Tous les jugements doivent être en français, même si le juge est anglais. Cela ne fait pas longtemps, le 11 décembre 1975, à la page 6809 du journal des Débats, le député de Maisonneuve a essayé de proposer un amendement à la loi disant exactement la même chose: Seulement une version française d'un jugement sera légale. Après discussion, lui-même a admis que cela n'avait pas de bon sens. Il a retiré son amendement. Et je cite:

"M. Burns: M. le Président, je ne suis pas sûr si je dois le faire, mais l'argument du député de Saint-Louis m'impressionne, je me demande si je ne dois pas tout simplement retirer mon amendement". Et c'est ce qu'il a fait, parce que, comme avocat, il sait que quand un juge rédige un jugement en anglais, il y a certaines nuances, peut-être que pour le client cela ne dit rien, mais pour l'expert en droit — et je constate que le député de Saint-Maurice a un sourire — il y a une grande différence entre une traduction et les mots originaux. Même le député de Maisonneuve a compris cela. Aujourd'hui, le ministre député de Bourget ne comprend plus, c'est changé. Pourquoi? Encore la vengeance. Pourquoi, dans cette Assemblée, n'a-t-on pas droit à l'anglais? On n'en parle pas dans la loi, on fait allusion que, maintenant, on n'a plus le droit de parler anglais dans cette Assemblée. Peut-être que, par tolérance, le président va nous laisser parler en anglais.

Même au secrétaire adjoint ici, depuis le commencement, on a retiré le droit de dire cinq mots en anglais qui se sont dits dans cette Chambre depuis 100 ans. "Second reading of this bill". Maintenant, il n'a pas le droit de le dire. Seulement "deuxième lecture de ce projet de loi". Avant "deuxième lecture de ce projet de loi", "second lecture of this bill". C'est une tradition qui est établie ici depuis 100 ans. Aujourd'hui, il n'a pas le droit de mentionner ces cinq ou six mots en anglais.

Pour ma part, je vais vous dire franchement, comme on dit en bon anglais, "I see the handwriting on the wall". This is perhaps the last time I will be allowed to speak English in this House.

M. Jolivet: Quoi? Quoi?

M. Blank: Oh no! I have no faith in a government that will stop the clerk from using five words in English, when they go ahead and, in a bill such as this, deprive a community who has been living in this province for hundreds of years of the right to exist.

Obviously, this bill has only one object. As I can see, it is not to create French as the official language of this province, it is already the official language. The real purpose of this bill is to destroy the English community, to eliminate them, to ask them to leave: Get out! Pack your bags and go!

If the minister's goal is simply to drive all the English out of Quebec, why resort to such an elaborate subterfuge? It is simple. In Uganda, big daddy Idi Amin was honest. He simply told the English and the Asians: Pack up and get out! And they were not wanted anymore in Uganda. It is the same thing here, but with bills 1 and 101 the minister seems bent on doing exactly the same thing. Maybe we should call the minister "big daddy Idi Laurin", I do not know. But the purpose of this bill, as I see it, is to ask the English community to cease to exist. Every move, every section of this bill seems to have one purpose: To ask the English to go. They do not even mention the word "English" in this bill. It is "another language", Chinese, Hungarian, Romanian, Portuguese. It does not make any difference that a million and a half people here who speak the language, it does not exist. It is "another language". That is how hypocritical this bill is.

Do we really need this bill? What is it going to do for us?

M. Morin (Sauvé): Come now, Harry!

M. Blank: . Le ministre de l'Éducation a-t-il quelque chose à dire? En anglais ou en français? Je comprends les deux langues.

M. Morin (Sauvé): Come, come!

M. Blank: Vous n'avez rien à dire? D'accord.

When bill 22 was passed, that bill put down in fact the realistic situation in this province, that French was the primary language, but, right in the law, it admitted that English existed, another community existed and it set out the rights of this community. As a matter of fact, it gave certain rights that were common knowledge, custom, but were not inscribed in law. They were in bill 22. But there is nothing coercive about it. There was nothing coercive about it. It said: The English community is here; you have certain rights, but the French have the primary rights. It said that every contract shall be in French, unless the purchaser wanted it in English. It gave this right to the individual.

Talking about signs, the big argument between the member for Pointe-Claire and the member for Maisonneuve. They are both right and they are both wrong. Sure, this bill now, the amendment says that if a small business of two or three people who work there, or the family busi-

ness, they can have both languages, French and the language of these other people, whether they be Greek, Italian, Portuguese or whatever it is.

But what about the people that have made it, that now have five employees instead of three. Automatically, they lose their rights. French only on the signs. Where, in this world, has another language been prohibited on a sign? Nobody says that French should not be there. I was the one that voted for it in bill 22. Every sign in this province should have French, but there should be nothing to prohibit the right of another language which, in a great majority of cases, is English, should be on these signs. It is ridiculous. These are the things that cause a confrontation, this obsession of vengeance. You see, the problem here is... It is like justice. Justice must be done, but also must seem to have been done. In this bill, perhaps there are good intentions, but they do not come out of this bill. All that comes out of this bill is a spirit of vindictiveness and oppression. That is all that comes out. Maybe you mean well, but you are not coming across at all. You are not coming across at all, and I tell you something: You are succeeding in a mass exodus. There are very, very few young English-speaking Quebecers who are going to stay here. They will not live under this oppression. You are accomplishing what you want.

M. Morin (Sauvé): Le député me permettrait-il une question?

M. Blank: Certainement.

M. Morin (Sauvé): Je lui demande si ce genre de discours ne fait pas plus pour semer la panique chez les anglophones que le projet de loi lui-même. Le député se rend-il compte que par ce genre de discours...

M. Lamontagne: M. le Président, question de règlement.

M. Morin (Sauvé): ...il contribue à répandre la panique chez ses compatriotes?

M. Lamontagne: Ce n'est pas une question, ça.

Le Vice-Président suppléant (M. Bertrand): Si M. le député de Saint-Louis veut répondre à la question...

M. Blank: If anybody is creating panic in this province, it is the Parti Québécois Government with the depositing of this bill.

Une Voix: C'est cela.

M. Blank: It is a deliberate intention to spread panic. That is the purpose of your operation. Yes Sir, the purpose of this operation is to get as many people out of here so that you can try to save your referendum. You know that you have not got a hope in hell to pass it, but you are trying everything

to do it, even a bill such as this to have people fly out. This is not Bill 101...

M. Morin (Sauvé): Si telle était notre intention, je pense que vous seriez notre principal adjoint!

M. Lamontagne: M. le Président, rappelez-le à l'ordre, pour vous habituer, si vous voulez devenir président.

M. Blank: This bill, for the member minister of Education does exactly that. Do not hide behind it. It is the most hypocritical piece of legislation that I have ever seen. You do not tell the truth. The truth is right in there hidden. You want it that way. That is the purpose of this operation. You all know well enough that you cannot really exist without the use of English in this province, yet you are trying to eliminate it.

What is the real purpose behind all this? The real purpose is to eliminate the English community, to create a one culture, one language State, if you want to call it, or province, with a wall around it, but how are you going to maintain that one language and that one culture? How? Yes! with an army! Super snooper. One day, you are going to say: Four English newspapers are too much in Montreal. Only three. Six weeks later it will be two, then one. Then, you may be checking the mail to see if it gets any letter in English. How are you to preserve the language and the culture? You got to make sure that it is the way. That is the only way to maintain a unique culture, a one language, unilingual cultural society in an area such as Quebec is.

Sure. We are surrounded by 250 millions English-speaking people and the only way you are going to maintain this unilingual operation, which is the purpose of this bill, is by a massive authoritarian action, and that censorship, and everything that goes with it.

Do not kid yourself. The minister of Education is shaking his head. That is fine.

M. Morin (Sauvé): Harry, you know that is not true.

M. Blank: My Indian friends in Uganda shook their head too... This bill is absolutely unnecessary, absolutely unnecessary. If the real purpose of the government was to preserve the French language and to go on with it, you have already a law in this province which says that French is the official language.

If you think that there are sections in bill 22 that work right and I agree with you for one that the education section was right but it was not working right, there is a way of getting around it. You have to amend it, but what are you doing? You are bringing a new bill, taking out the provisions, les ententes cordiales, as mentioned by the deputy of Pointe-Claire, the provisions of the law where people try to work this out together. Instead of that, you inserted oppressive and coercitive sections.

A totalitarian State, that is what you are trying to create in this province.

M. Morin (Sauvé): Come on!

M. Blank: Go on! Go on! Go on! The statistics that the minister has been providing, read them and you will see that the French language is not in danger, not at all. Who is leaving this province? Every year up from 1966 to 1971, you had some 49 000 English-speaking people who left this province. That is a net. I am talking a net after taking note of those who came in. French-speaking Canadians, 12 000 left this province. So every year, you had — this is up from 1966 to 1971 — a net loss of some 37 000 English-speaking people in Quebec as against French-speaking.

Since 1976, it has moved a lot faster, and do not kid yourself. You may be living in an ivory tower here, but come down to earth. See the number of... I was in a cab this morning. I took a taxi from my home to my office this morning. The cab driver recognized me and wondered about bill 101.

When I told him that it was still going on, he said: You know, yesterday I went to my doctor and he gave me the name of a top orthopedic man in Montreal. He said: This man has been treating my discs for years, but he cancelled my next appointment because he is leaving the province. He cannot live under this system. He is leaving. That is the type of people that are leaving. The poor man is not leaving. He cannot afford it. He is the last to want... But our scientists, our professionals, our people with means, our people with the know-how, our people who can give you any piece of advice, the people who can create industries, they are the ones that are going. And they are the ones that are not coming in either, because of the restrictions on education for English-speaking people coming from the rest of Canada, or the rest of the world, that remain in this bill, Montreal — and I say Montreal which is the heart of this province — this province does not exist without Montreal... Let us not kid ourselves.

Le Président suppléant (M. Bertrand): M. le député de Saint-Louis, je voudrais vous informer qu'il vous reste deux minutes.

M. Blank: If these restrictive conditions exist, not only will the head offices leave, but head offices will not come. Not only will scientific research centres leave, but new ones will not come. And the kind of society that we are going to have here, and the kind of economy that we will have here, will be like any other banana republic in South America because why should these people come here and be second-class citizens? They can go next door. It is only forty miles from Montreal to Cornwall. It is only 32 miles to Pittsburgh. They can have a market, but they do not have to be here. They do not have to do their buying here. They do not have to do their spending here. And if we do not have head offices and we do not have

research centers, we have no points of decision. If you have no points of decision, you have no economy worth a nickel. That is what this bill is doing.

I hope that you will take my advice that I gave you this afternoon, put this bill aside for a few months. Think about it. Think about the consequences. It looks great on paper. Sure, it looks great on paper. Perhaps somebody whose mind is not fixed with one fixation, with unilingualism, with separation, with independence, have somebody who has an open mind, look at this and tell you what the consequence of this bill is. I would be the first one... If you can show me that the consequences of this bill are positive to the economy and the well-being of Quebec, of Quebecers, be they French or English, I would be the first one to vote for it. But as I can see from the reports that I see, reports even given by the minister, there is only one answer to this bill, as far as Quebecers are concerned, it is negative. Because it is negative, I shall vote negative and I shall vote against it.

M. Burns: Vote enregistré, M. le Président.

Le Président suppléant (M. Bertrand): La motion du député...

M. Lamontagne: On vous le dira quand on aura fini.

Le Président suppléant (M. Bertrand): M. le député de Shefford.

M. Burns: Ah bon! d'accord.

M. Lamontagne: Vous pouvez vous en aller, nous ne sommes pas pressés.

M. Burns: Il y a encore du monde qui sait parler chez vous.

M. Richard Verreault

M. Verreault: M. le Président, il me fait plaisir de participer à ce débat, relativement au projet de loi 101, Charte de la langue française.

M. le Président, pour la première fois dans l'histoire du Québec, le Parti libéral du Québec a fait du français la langue officielle du Québec. Le présent gouvernement du Québec a démontré depuis huit mois que si, comme le veut l'expression populaire, nous avons à faire à des forts en thème, ce gouvernement n'a, de toute évidence, aucune espèce de connaissance des réalités économiques des sociétés modernes comme le Québec.

Je suis pour que le Québec demeure et soit dans l'avenir une société fondamentalement française. Je suis d'accord avec cette volonté que je sais commune à la majorité des Québécois, de voir le Québec s'affirmer, au sein du Canada, comme une société ayant des valeurs linguistiques et culturelles particulières qui constituent l'un des plus précieux héritages.

Je suis également d'accord, qu'en raison du contexte canadien et nord-américain dans lequel s'inscrit le Québec, il est important d'exercer une vigilance particulière de manière à assurer non seulement la survivance du fait français — cela est définitivement acquis — mais encore de garantir le bon épanouissement de la vie française au Québec.

Depuis une quinzaine d'années, le Québec a justement entrepris de défendre les valeurs culturelles qui lui sont propres en agissant dans le domaine proprement linguistique et également en appuyant le développement de ces valeurs culturelles, le développement harmonieux au point de vue économique et social. On a dit, et avec raison, que le développement économique et social était la condition sine qua non de l'épanouissement culturel des Québécois. Je suis toujours convaincu et je le suis d'autant plus qu'il m'apparaît que, depuis huit mois, le gouvernement actuel du Québec a inversé l'ordre des choses puisqu'il semble croire, dans sa naïveté proverbiale qui est en regard de l'irresponsabilité, il semble croire, dis-je, que c'est dans le domaine linguistique d'abord que le Québec trouvera les conditions nécessaires à son progrès. Depuis huit mois, on n'a à peu près parlé que de la langue et on s'est employé, tant bien que mal, à simplement proposer des cataplasmes aux graves problèmes économiques qu'affrontent présentement les Québécois.

M. le Président, le gouvernement actuel fait une grave erreur en persistant à ne pas reconnaître l'importance des questions économiques et cela au titre même du progrès culturel du Québec. La façon, en fin de compte, assez cavalière avec laquelle le premier ministre et le ministre d'Etat au développement culturel, en dépit de la publication du livre blanc, accorde peu d'intérêt aux représentations qui leurs sont venues des milieux économiques du Québec en est d'ailleurs la preuve. Il leur est tellement facile, M. le Président, à ces gens, qui n'ont de connaissance de la vie économique des sociétés que celle qu'ils ont lue dans les livres, de se convaincre entre eux que les réalités économiques sont des choses bien secondaires en regard des ambitions nationales qu'ils caressent.

M. le Président, je dis qu'ils commettent là une grave erreur parce que, déjà, leur attitude au sujet de la langue pose des difficultés très grandes à l'économie du Québec. Ce n'est certainement pas pour le plaisir des choses qu'à peu près tous les chefs d'entreprises québécoise, depuis la petite entreprise jusqu'à l'entreprise multinationale, à peu près tous ces chefs d'entreprises n'ont pas cessé, au cours de ces derniers mois, de mettre le gouvernement en garde contre la façon dont il entendait imposer des contraintes linguistiques dans le fonctionnement des entreprises installées ici.

L'Etat, M. le Président, est déjà, pour des raisons politiques et sociales, énormément basé sur la vie de l'entreprise. Il se trouve de plus en plus de gens pour trouver que seule l'intervention de l'Etat dans la vie économique constitue très souvent une entrave au développement des entrepri-

ses et, par là, à la création d'emplois pour les travailleurs québécois, au point d'ailleurs où on se demande, non sans raison d'une certaine manière, s'il y a encore de la place chez nous pour l'entreprise privée.

Voilà maintenant que, d'une façon impérative, les fonctionnaires vont être habilités à dicter aux chefs d'entreprise la façon dont ils doivent conduire leur entreprise, faire face à des concurrences qui leur viennent des autres provinces du Canada, des Etats-Unis et du monde en général. Je suis de ceux qui croient qu'il est possible et souhaitable pour les entreprises installées au Québec de fonctionner en français. D'ailleurs, qui dans cette Chambre peut nier le fait que les politiques gouvernementales passées, l'action syndicale et le choix des chefs des entreprises ont permis que, de plus en plus, au Québec, le français occupe la place qui lui revient. Je veux simplement souligner le fait que les types d'interventions prévues au projet de loi 1 et au projet de loi 101, en matière de francisation de l'entreprise, témoignent d'une méconnaissance évidente des contraintes auxquelles est astreinte une entreprise industrielle, commerciale ou financière. On ne peut pas, dans des délais aussi courts que ceux prévus au projet de loi 101, imposer comme on le fait de nouvelles règles de jeu aux entreprises sans que cela n'en coûte quelque chose.

Aucune entreprise, quelle que soit sa taille, ne fonctionne au jour le jour. La planification, contrairement à ce qu'en pense les ténors de l'idéologie péquiste, ce n'est pas le propre des gouvernements et des organismes publics, c'est aussi la condition première du fonctionnement de l'entreprise.

Je ne connais aucun homme d'affaires qui peut, avec succès, mener au jour le jour son entreprise et changer du jour au lendemain les conditions de son fonctionnement. Les entreprises ont elles aussi des objectifs à moyen, court et long termes et un chef d'entreprise responsable s'arrange pour aménager les ressources humaines, financières et techniques dont il dispose, de manière à atteindre ses objectifs.

Or, voilà que, subitement, le gouvernement, par son projet de loi 101, change les règles du jeu, bouscule les échéanciers prévus de francisation et de franconisation et parle dans une foule d'autres domaines, comme celui de la fiscalité et des relations de travail, d'ajouter à ses nouveaux diktats linguistiques d'autres diktats à venir qui, ajoutés à d'autres, consacreront la détérioration qui a déjà commencé à se produire dans l'économie québécoise et qui ne feront qu'augmenter le nombre des sans emploi au Québec.

Pourquoi, M. le Président, ne pas avoir dit, comme, il semble, un gouvernement responsable aurait dû le faire, que le gouvernement voulait que le français occupe sa place dans les entreprises et pourquoi ne pas avoir procédé, comme on avait déjà commencé à le faire à la Régie de la langue française, à rencontrer les chefs d'entreprise québécoise pour déterminer avec eux d'une façon réaliste, raisonnable et juste les modalités et les

échanciers de francisation des entreprises du Québec et cela, en tenant compte de la nature de l'entreprise, de sa taille, de sa capacité concurrentielle et de la planification de son développement?

Non, on a choisi au contraire, la voie d'une solution autoritaire, pour ne pas dire autoritariste. Je veux simplement dire au gouvernement qu'il a choisi la mauvaise voie et je veux regretter qu'il ait à ce titre fait preuve d'autant d'irresponsabilité et de méconnaissance dans le monde économique. Tout en terminant, je voudrais, M. le Président, toucher un dernier point qui me semble non seulement important mais capital. Mon collègue de Maskinongé a parlé d'une partie de ce sujet qui est la qualité de l'enseignement du français dans les écoles. Je ne serai ni le premier, ni le dernier à déplorer la mauvaise qualité du français écrit dans nos écoles. Il est honteux de constater que la presque totalité des étudiants ne peuvent pas écrire deux lignes en français sans faire une multitude de fautes d'orthographe et de syntaxe. Je reçois une quantité imposante de lettres provenant d'étudiants de toutes les catégories, y compris des universitaires. Nous sommes très loin des leçons de grammaire et de la dictée quotidienne qui nous était imposée à la petite école, dans le bon vieux temps des soeurs et des frères.

M. le Président, je ne regrette pas du tout cette époque aux méthodes qui ont été qualifiées de démodées par la suite, mais qui m'a permis, ainsi qu'à d'autres, d'écrire un français aussi bon, sinon meilleur, que bien des universitaires et des enseignants, malgré qu'il y ait déjà quelques années le temps où j'usais le fond de mes culottes sur ces soi-disant bancs d'école.

Là où je veux en arriver, M. le Président, c'est à l'enseignement d'une langue seconde dans les écoles de langue française. Quand je parle de langue seconde, M. le Président, je voudrais qu'il soit clair que je parle de l'anglais. Il est inconcevable et inadmissible de ne pas retrouver dans le projet de loi 101, dis-je, la garantie...

M. Burns: M. le Président, le projet de loi San Juan?

M. Verreault: M. le Président, toujours par respect, quand quelqu'un prend la parole, je ferme ma gueule; alors, j'aimerais bien que vous appliquiez le règlement.

Le Président suppléant (M. Bertrand): M. le député de Shefford, la présidence va s'assurer que votre droit de parole ne sera pas brimé et interrompu.

M. Verreault: Je vous remercie, M. le Président. Là où je veux en arriver, et je répète le début de mon paragraphe, c'est à l'enseignement d'une langue seconde, dans les écoles de langue française. Quand je parle de langue seconde, M. le Président, je voudrais qu'il soit clair que je parle de l'anglais.

Il est inconcevable et inadmissible de ne pas retrouver dans le projet de loi 101 la garantie ou même la lueur d'espoir que notre future généra-

tion, celle qui grandit présentement, aura la possibilité d'apprendre l'anglais à l'école afin qu'elle ne soit plus qualifiée, comme nous l'avons été dans le passé, de "French Canadian Pea Soup" ou tout simplement de Québécois mangeurs de soupe aux pois.

J'ai souffert, comme plusieurs — d'ailleurs, plusieurs en ont témoigné durant ce débat — à la sortie du collège classique et de l'université, de ne pas être capable de faire la différence entre "wind" et "wine", vent et vin. L'enseignement de l'anglais dans les écoles primaires et secondaires est très important; cet enseignement n'est nul autre qu'une formation scolaire additionnelle aux matières déjà données dans nos écoles.

Le gouvernement actuel a-t-il l'intention, M. le Président, de limiter notre future génération et de faire de ces futurs hommes d'affaires, industriels et autres des gens complexés, ne pouvant pas dialoguer avec le monde extérieur, le monde voisin, tout ce monde qui nous entoure?

Dans le monde des affaires, tel fut mon cas, ce handicap m'a nui considérablement et je ne voudrais pas que cette nouvelle génération ait à souffrir de l'extravagance de ce projet de loi 101 qui tend à faire d'eux des caves et de les limiter en matière de dialogue et de négociation.

C'est donc les raisons principales qui, en outre, m'amènent à m'opposer au projet de loi 101, parce qu'à mon avis, M. le Président, ce projet de loi est loin de servir les meilleurs intérêts des Québécois.

Le Président suppléant (M. Bertrand): M. le député de Robert-Baldwin.

M. John O'Gallagher

M. O'Gallagher: M. le Président, ce débat sur le projet de loi 101 a fait couler beaucoup d'encre dans les journaux et représente des heures et des heures de rhétorique en Chambre, en commission et ailleurs. La commission parlementaire sur le projet de loi no 1 a entendu environ 60 mémoires sur le sujet et a expédié aux oubliettes quelque 200 mémoires qui n'ont pas été entendus et qui contenaient pourtant des opinions de résidents de la province qui y ont consacré beaucoup d'efforts et d'argent afin d'influencer le gouvernement dans sa politique linguistique.

Ces opinions valables ont tout simplement été court-circuitées par un truc politique; l'introduction du projet de loi no 101. Comme Québécois, M. le Président, j'endosse à 100% les paroles du chef de l'Opposition officielle disant que ce projet de loi 101 est inutile, excessif, hypocrite, séparatiste, anticonstitutionnel et aussi un projet de loi qui comporte des coûts économiquement incalculables.

Ce projet de loi est d'abord inutile, M. le Président, parce que nous avons déjà une loi qui protège la langue et la culture française à tous points de vue. Pourquoi n'avons-nous pas simplement amendé les modalités qui réglementent la section V, remplacé les tests par un règlement qui permettrait aux parents dont l'un ou l'autre a reçu son

éducation primaire en anglais d'envoyer leurs enfants à l'école anglaise?

Cette loi déjà en vigueur fait du français la langue officielle québécoise, fait du français la langue de travail, la langue de l'affichage et de l'étiquetage, la langue de l'entreprise et a affirmé la primauté du français partout au Québec.

Ce projet de loi no 101 est vraiment inutile, parce que l'influence des anglophones en dehors de la région métropolitaine de Montréal est négligeable. A part les députés de la région de Montréal, combien d'anglophones avez-vous comme votants dans vos comtés, MM. les députés? Les populations anglophones des villes comme la ville de Québec, Shawinigan, Sherbrooke, Trois-Rivières, Rimouski, Chicoutimi sont-elles une menace au fait français? Partout et même à Montréal, la population anglophone est en déclin. Ce projet de loi est aussi excessif. Il applique des mesures inutilement coercitives et vindicatives à l'endroit des anglophones pour servir la promotion du français. Qui parmi vous tolérera des enquêteurs de commission de surveillance dans vos affaires? Qui parmi vous tolérera la réglementation sur une centaine d'articles de ce projet de loi imposés par des fonctionnaires intolérables et immunisés de sanctions de même que des règlements par anticipation, comme c'est le cas pour les commissions scolaires anglophones?

J'ai reçu, dernièrement, une lettre d'un ami avocat qui disait: Nous devons tous maintenant considérer la nécessité de la désobéissance civile. Est-ce là la volonté du gouvernement que la communauté anglophone ait recours à des désobéissances civiles? La communauté anglophone est convaincue que la commission parlementaire sur le projet de loi no 1 s'est avérée un exercice futile. Le projet de loi no 101, comme le projet de loi no 1, dit clairement: Nous ne sommes pas bienvenus chez nous. Nous sommes pour la promotion du français. Mais pourquoi présenter des mesures inutilement coercitives et vindicatives à l'endroit de la communauté anglophone? Ces gestes vont sûrement nuire au climat social et aux meilleures intérêts économiques et sociaux des Québécois.

Ce projet de loi est aussi hypocrite, car on fait du français la langue officielle de la province. Elle l'a été depuis plusieurs années, soit dans l'administration civile, devant les tribunaux, dans le commerce, dans les services professionnels ou encore dans l'éducation.

Nommez-moi un endroit dans la province à l'exception d'une petite section de Montréal où le français n'est pas la langue d'usage courant. Ce projet de loi est plein de références à une autre langue, une langue autre que le français. Pourquoi cette hypocrisie? Seulement pour camoufler le caractère anti-anglophone de la charte.

C'est aussi un projet de loi séparatiste. Non seulement le projet de loi proposé traite-t-il les gens d'autres provinces de ce pays comme étrangers, mais il traite aussi des milliers de Québécois d'étrangers dans leur propre pays d'origine. Ce projet de loi, autant que le livre blanc qui l'a pré-

cédé, est aussi possiblement anticonstitutionnel. Nous avons en fait un projet de loi qui attaque les dispositions de l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Est-ce que la restriction des droits constitutionnels d'un groupe d'individus va servir à la promotion du français?

Ce projet de loi, s'il est adopté, va ouvrir la voie au défi en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, tout comme la Charte des droits et libertés de la personne. Que pense-t-on, M. le Président, du coût économique de ce projet de loi et de l'entière philosophie du gouvernement? Insécurité politique égale insécurité économique non seulement pour la province de Québec, mais pour tout le Canada.

Le mot se passe dans la communauté financière, que ce soit aux États-Unis ou ailleurs dans le monde. Cela ne va pas bien au Canada. Menace de séparation. Lois au sujet de la main-d'oeuvre, "antiscabs", etc., etc. Pour le même rendement de notre argent, nous sommes aussi bien d'investir là où le climat politique est stable. La preuve est là. Nos industries sont en péril. Fermetures d'usines partout. Aucun réinvestissement dans l'industrie des pâtes et papiers, par exemple. Notre industrie de la construction a atteint le plus bas niveau que jamais.

Est-ce que le gouvernement peut nier que les sièges sociaux quittent Montréal et que les bureaux de recherche en science ou en commerce quittent aussi la province? Le gouvernement n'était-il pas à l'écoute lorsque des mémoires ont été présentés par des groupes francophones dans le domaine des affaires, du commerce et de la science?

La réputation même de Montréal, comme métropole du Canada, leader dans l'industrie, le commerce et la culture, aussi bien un exemple pour le reste du monde pour son harmonieuse dualité, telle que démontré par l'Expo '67, est aussi menacée par ce projet de loi, et cela, à quel prix?

M. le Président, ce ne sont pas les politiciens, ni les professeurs, les sociologues et les poètes, les psychiatres, ni les démographes qui paient les comptes de notre société, mais ce sont tous les travailleurs, les entrepreneurs, les constructeurs et les hommes d'affaires qui vont faire les frais des pots cassés. Alors pourquoi ne pas les écouter avant de vous engager sur une voie aussi dange-reuse?

M. le Président, je vous répète ce que j'ai dit dans d'autres discours en cette Chambre. Comment peut-on légiférer sur la langue, la culture ou la religion? Pas plus qu'on peut légiférer sur l'évolution.

M. le Président, un projet de loi en partie inspiré par des fantômes du passé, que ce soient les fantômes des plaines d'Abraham ou le fantôme de Charles de Gaulle, ne peut pas subsister longtemps. Cette province a besoin d'hommes de vision, qui sont prêts à rendre cette province attirante, socialement et économiquement, premièrement pour nos jeunes et, deuxièmement, pour les

immigrants du monde. Autrement, comment notre province peut-elle devenir économiquement et culturellement forte? Est-ce que, par la force—la police ou l'armée du Québec—le gouvernement pourra faire des francophones avec les Grecs, les Italiens et les Allemands? J'aimerais bien que quelqu'un, dans le gouvernement, puisse m'expliquer cela. Il y a à peine quelques années que ces mêmes gens, les allophones, se voyaient refuser l'accès aux écoles francophones. C'est une preuve additionnelle que le Parti québécois veut faire un Etat unilingue avec tous les contrôles totalitaires que telles mesures impliquent.

Je crois que nous sommes tous d'accord sur le fait que nous aurions besoin d'immigrants, si cette province veut progresser, et que ces gens devraient être encouragés à se joindre au groupe majoritaire.

Cette loi rend-elle la perspective de vivre au Québec attirante pour les futurs immigrants?

M. le Président, regardons bien les faits en face. La communauté anglophone de cette province est bouleversée, et avec raison. Plusieurs personnes ont quitté la province, des gens qui avaient leurs racines ici même depuis au-delà de 100 ans. La même chose s'applique pour les nouveaux arrivés, particulièrement ceux qui ont vécu des excès de nationalisme dans leur pays d'origine.

On entend parler de désobéissance civile, par exemple, l'assemblée de Montréal de la Home and School Association qui a eu lieu la semaine dernière. Qu'est-ce que le gouvernement entend faire pour remédier à cette situation? Adopter à la va-pour cette mauvaise loi?

Les fautes de la communauté anglophone dans le passé sont bien connues. Toutefois, qui peut nier que cette même communauté, depuis quelques années—cela a été confirmé par le ministre de l'Éducation la semaine dernière—a fait des gros efforts dans le domaine du commerce, de l'éducation pour faire du français la langue de travail là où elle pouvait exercer quelque influence?

Est-ce que nous devons rejeter ce changement d'attitude par une loi non pratique et indigne? M. le Président, qui va subir les conséquences de cette loi? Ce sera sans doute la majorité silencieuse car tout ce qui compte pour ce gouvernement, depuis le mois de novembre, c'est la séparation et la langue, deux choses qui sont pour nous tous une source de désastres sur le plan économique.

En terminant, I would like to add the following comments. This whole scenario is a moving picture in reverse. What we are observing here, M. le Président, is a quiet revolution in reverse. The government is striving to take this province on a backward journey to the time of Duplessis. If this type of legislation and the other proposed laws are passed in their present form, we are certainly going to have a close isolated society controlled by a privileged elite, not a well meaning clergy as prior to the quiet revolution but, Mr. President, by a new priest hood.

Our present government leaders, they just

have to play God. These high priests super ministers is just euphemiam for high priest. They are the sole possessors of the truth and they and they alone can decide for all the common folk what is good for them, language, culture, schooling, radio, television, demography and geography.

They will even decide where our vacations are going to be held, how much money we can make as individuals or as companies, and even to whom we can give it. This is exactly what George Orwell predicted in this novel Big Brother 1984. Only this time it is for real, and six years sooner than predicted. If you are not familiar with this work, I will suggest that you read it shortly because it is coming true.

What the government should be concerned with is productivity in the factory and in the bedroom as well, instead of trying to pass a stupid, and completely economically and demographically sterile law.

Thank you, M. le Président.

Le Vice-Président: M. le député de Nicolet-Yamaska.

M. Fontaine: Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Oui, M...

M. Duhaime: J'attire votre attention sur le fait qu'il y a deux députés libéraux qui sont présents à l'Assemblée nationale.

Le Vice-Président: Je voudrais vous demander s'il y a quorum, pour ce qui est de la présidence. Vous attirez l'attention pour le journal des Débats.

M. le député de Nicolet-Yamaska.

M. Serge Fontaine

M. Fontaine: M. le Président, je suis très heureux de participer au débat de deuxième lecture sur le projet de loi no 101. En ma qualité de député de l'Union Nationale, j'ai eu l'occasion, avec mes collègues, d'étudier en détail article par article le projet de loi 101. Cette étude en profondeur m'a permis de mieux saisir le sens et la portée du projet de loi, et c'est vraiment en connaissance de cause que je puis aujourd'hui livrer aux membres de cette Assemblée quelques observations sur un secteur particulier du projet de loi qui me tient personnellement à coeur, à savoir les domaines de la législation et de la justice. Dans les documents volumineux que le chef de l'Union Nationale a rendu publics il y a déjà deux semaines, au nom du parti et des membres du caucus de l'Union Nationale, et qu'il a présentés en contreproposition au projet de loi 101, nous avons discoursé longuement sur notre désaccord avec la version actuelle du chapitre 3, qui traite de la langue de la législation et de la justice.

Dans le but d'établir une politique plus réaliste dans ces domaines importants et qui touchent

quotidiennement tous les Québécois, nous avons tenté de concilier trois principes d'ordre différent. D'abord, un principe d'ordre linguistique, lié à notre propre politique linguistique qui vise à assurer la prééminence de la langue française et à respecter l'état de fait historique de l'usage de la langue anglaise à l'Assemblée nationale et devant les tribunaux et autres organismes judiciaires et quasi judiciaires. Ensuite, un principe d'ordre constitutionnel, lié à l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

En effet, il existe deux thèses sur l'application de cet article. L'une permettant au Québec de le modifier à sa guise, en vertu de la constitution interne, et ce en vertu de l'article 92 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, et l'autre qui interdit au Québec de le modifier unilatéralement.

Enfin, un principe d'ordre juridique, dont l'importance ne peut être minimisée, tant au niveau de la langue de la législation qu'au niveau de la langue de la justice. Puisque les jugements et les textes de loi sont intimement reliés l'un à l'autre, toute option linguistique doit tenir compte du fait que les droits des parties aux prises avec un litige peuvent être affectés.

L'Union Nationale, en plus de vouloir, ici comme partout ailleurs, consacrer, il va de soi, le statut officiel de la langue française, reconnaît par souci de réalisme et par souci d'équité, les besoins et les droits des membres de la communauté anglophone du Québec de recourir dans leur langue à des outils aussi universels que la législation et la justice. Agir autrement équivaut non seulement à nier une réalité évidente, mais ouvre la porte à des contestations inutiles qui n'auront d'autre résultat que de nuire considérablement à l'application d'autres chapitres de la loi 101. Pourquoi, sinon pour des raisons qui me paraissent beaucoup plus émotives que rationnelles, hypothéquer la crédibilité d'une mesure législative comme celle de la Charte de la langue française, en mesurant au compte-gouttes les droits de chacun?

C'est faire preuve d'un esprit mesquin et d'un manque flagrant de réalisme. S'il y a une caractéristique qui a toujours fait la force de l'Union Nationale, c'est bien celle d'avoir les deux pieds ancrés dans la réalité de chez nous, d'être le reflet fidèle des aspirations et des préoccupations réelles des Québécois, peu important leur origine ethnique ou leur condition sociale.

C'est ce souci de réalisme et de justice élémentaire qui nous incite à reconnaître le français et l'anglais comme langues de la législation et de la justice au Québec. En termes concrets, cela signifie, dans le domaine de la législation, que les projets de loi et les règlements sont rédigés en français et en anglais; cela signifie qu'à l'Assemblée nationale les projets de loi sont déposés, adoptés et sanctionnés dans les deux langues. Puisque nous reconnaissons deux versions officielles des textes de loi adoptés par l'Assemblée nationale, nous sommes conscients qu'il faut prévoir ce qui arrivera en cas de divergence sur l'in-

terprétation à donner à un ou plusieurs articles d'un texte de loi donné. Dans ce cas, nous favorisons la prééminence du texte français chaque fois que les règles ordinaires d'interprétation n'ont pas permis de résoudre convenablement une divergence entre les deux versions d'un texte de loi.

Cette prise de position concilie notre engagement en faveur de la prééminence de la langue française et notre souci de ne pas porter préjudice aux droits des parties aux prises avec un litige qui met en cause l'interprétation d'un, ou plusieurs articles d'un texte de loi. M. le Président, laissez entendre que cet amendement majeur que propose l'Union Nationale va nous empêcher de vivre en français et de donner au Québec un visage essentiellement français, c'est nier d'emblée l'effet d'entraînement et la pertinence des mesures positives dans les autres domaines, soit le domaine du travail, du commerce et des affaires, de la francisation de l'administration, de la francisation des entreprises et de la publication. Dans le domaine de la justice, domaine que je connais un peu plus à cause de ma formation, je me demande si le gouvernement se rend compte que nous vivons ici, au Québec, dans un système de droit français et de "Commun Law" et qu'à ce titre la compréhension des textes de loi de la doctrine et de la jurisprudence exigera toujours, tant de la part des avocats que de celle des juges, une connaissance du français et de l'anglais suffisamment élevée pour qu'aucune des parties ne soit pénalisée par le fait que l'une plaide en langue anglaise pendant que l'autre plaide en langue française et vice versa. Est-ce juste, voire même raisonnable, compte tenu de cette situation de fait qui crève les yeux de faire une distinction aussi nette, comme le veut le projet de loi 101, entre une personne morale et une personne physique qui est appelée à défendre ses droits devant un tribunal ou un organisme judiciaire ou quasi judiciaire.

Comme l'a fort bien démontré le Barreau du Québec, lors de sa comparution devant les membres de la commission parlementaire sur l'étude du projet de loi no 1, il n'est ni utile, ni nécessaire, en regard des objectifs généraux visés par le projet de loi, de faire une telle distinction. Comme elle l'a fait dans le domaine de la législation, l'Union Nationale reconnaît le français et l'anglais comme langues de la justice au Québec. Ainsi, nous croyons juste et raisonnable que les pièces de procédure émanant des tribunaux et des autres organismes judiciaires ou quasi judiciaires ou expédiées par les avocats exerçant devant eux, soient rédigées dans la langue française ou dans la langue anglaise selon que la personne à qui elles sont destinées est d'expression française ou d'expression anglaise. Cette prise de position permet, dans toutes les possibilités imaginables, de mieux respecter les droits des parties aux prises dans un litige. Notre raisonnement est le même en ce qui concerne les jugements rendus au Québec par les tribunaux et les organismes exerçant des fonctions judiciaires ou quasi judiciaires.

Nous admettons, avec le gouvernement, que

lorsqu'un jugement est rédigé dans la langue anglaise, il doit être accompagné d'une version française dûment authentifiée, mais nous ne pouvons souscrire à la thèse gouvernementale voulant, le cas échéant, que la seule version française soit officielle. J'aurais cru, M. le Président, que, par simple bon sens, le gouvernement se serait laissé convaincre par les arguments du Barreau du Québec sur ce point. Mais non, on a préféré faire l'autruche comme si c'était loufoque de croire que les droits des parties pourraient alors être affectés dans un sens ou dans l'autre. Nous demandons au gouvernement de reconsidérer sa position sur ces points précis, et de se rendre à l'évidence que justice et équité exigent que, lorsqu'il y a deux versions d'un jugement, les deux versions soient officielles, et que s'il y a divergence, c'est la version originale qui doit prévaloir.

Je voudrais également dire quelques mots sur deux autres sujets qui ont attiré notre attention et qui nous inquiètent profondément. Il s'agit, dans un premier temps du pouvoir de réglementation que le projet de loi no 101 donne au gouvernement et à l'Office de la langue française.

M. le Président, nous n'admettons pas que le gouvernement se voit octroyer des pouvoirs aussi vagues que celui d'adopter des règlements pour faciliter la mise en oeuvre de la loi y compris pour préciser la portée des termes et expressions qui sont utilisées. Un tel pouvoir me fait penser au personnage bien connu de la reine, dans l'histoire d'Alice au pays des merveilles, qui disait: "Les mots ont le sens que je veux bien leur donner".

Nous n'admettons pas davantage, M. le Président, le pouvoir de l'office d'adopter à sa discrétion des règlements qu'il juge nécessaires à l'accomplissement des tâches que lui confie le gouvernement. Ce genre de législation déléguée, qui équivaut plus ou moins à donner carte blanche au gouvernement où à un organisme de l'Etat, nous répugne en tant que législateur et nous invite à la prudence. En commission parlementaire sur l'étude article par article du projet de loi 101, le gouvernement devra nous démontrer la nécessité de recourir à de tels procédés.

L'autre point qui suscite chez nous beaucoup d'interrogations a trait à la fameuse commission d'appel qui aura un rôle important à jouer dans le domaine de l'éducation relativement à l'application de l'article 69, et aussi dans le domaine de la francisation des entreprises, dans le cas d'une décision de l'Office de la langue française de refuser, suspendre ou annuler un certificat de francisation. M. le Président, si nous sommes d'accord sur le principe d'une commission d'appel, nous trouvons étrange et dangereux que le projet de loi lui-même ne fixe pas les modalités d'opération d'une telle commission.

J'aimerais que le ministre responsable nous dise, dans sa réplique, s'il croit raisonnable de confier au gouvernement, d'une part, le pouvoir d'établir les règles de jeu qui lui permettront de rendre les décisions qui s'imposent et, d'autre part, le pouvoir très général de mettre sur pied, sans aucune restriction prévue dans la loi, l'orga-

nisme qui aura à juger du bien-fondé de ces décisions.

Une telle situation est dangereuse, car elle permet de remettre en question l'indépendance et l'impartialité d'un organisme à fonction judiciaire et quasi judiciaire. Nous croyons qu'il est essentiel, si l'on a à coeur d'établir un climat de confiance dans les institutions qui sont créées par le projet de loi 101, de respecter le principe de droits qui veut que "Justice must not only be done, but be seen to be done". Nous voulons savoir, avant l'adoption du projet de loi 101, combien de membres feront partie de cette commission d'appel, comment seront-ils nommés, quels seront les pouvoirs de la commission et quelle sera la procédure à suivre devant cette commission.

En somme, ce que nous exigeons du gouvernement sur ce point, c'est une plus grande précision et une plus grande rigueur juridique.

Ce sont quelques considérations, M. le Président, que je voulais vous apporter sur le projet de loi 101.

Je voudrais maintenant vous dire que, si ce projet de loi est adopté à la dernière minute, c'est bien sûr que cela va créer un chaos dans le domaine de l'éducation, surtout à Montréal. L'Union Nationale n'encouragera jamais un tel chaos, non plus que la désobéissance civile, et que tous les membres de cette Assemblée se le tiennent pour dit.

Nous avons proposé des mesures justes et équitables pour tous les Québécois assurant la prééminence du français au Québec et c'est le premier but que nous recherchons. Nous sommes fatigués, comme toute la population d'ailleurs, de ces disputes de procédure et voulons sincèrement disposer de ce dossier. Nous avons prouvé par le livre bleu que nous avons présenté que nous sommes capables d'aller au fond des choses et c'est ainsi que nous voulons continuer. Merci, M. le Président.

Le Président suppléant (M. Bertrand): M. le député d'Orford.

M. Georges Vaillancourt

M. Vaillancourt (Orford): Merci, M. le Président. Depuis déjà longtemps la question linguistique demeure au Québec l'un des sujets de discussion les plus fondamentaux comme les plus controversés. Personne dans notre belle province ne se sent à l'abri des propos enflammés, voire passionnés quant à l'abord de cette question. C'est que, chez nous, dans notre contexte, le sujet touche à la racine de notre être, comme à son développement et à son épanouissement.

M. le Président, ainsi plusieurs sont là prêts à devenir agressifs au moindre signe d'inquiétude à cet égard. Pourtant, tout être raisonnable doit chercher à demeurer calme, à considérer avec le plus d'objectivité possible et dans tous ses aspects ce sujet vital pour l'avenir des Canadiens français dans notre contexte nord-américain. Il ne sert à rien de faire preuve d'émotivité et de sensi-

bilité, dirais-je, de faire preuve de subjectivisme qui risque d'aveugler notre jugement et les arguments qui le soutiennent et l'étoffent.

En somme, il s'agit pour nous, hommes politiques représentant tout notre peuple de Québécois, avec sa majorité comme sa minorité, de discuter de ce sujet en nous élevant au-dessus de tout, au-dessus de la passion qui risque de fausser la réalité québécoise. C'est donc dans ce sens que je vais orienter mes propos et mes considérations.

Au-delà des arguments partisans, M. le Président, le Parti québécois et le gouvernement actuel doivent admettre que c'est de chez nous, du Parti libéral du Québec, que provient — cela pour la première fois dans toute l'histoire de notre province — le caractère officiel de la langue française au Québec. Non à la remorque de l'histoire, mais la provoquant, le Parti libéral fut donc le premier à faire du français la langue officielle du Québec. Les personnes objectives ont alors reconnu ce geste capital pour l'avenir du français au Québec et ont reconnu la justesse de cette prise de position du Parti libéral qui a assuré longtemps et avec quelle réussite les destinées des Québécois.

Je pense, entre autres, à l'historien réputé qu'est Michel Brunet qui a écrit, en 1974, que, par la loi 22, le Parti libéral avait posé un geste historique.

Ainsi, quand le Parti québécois et le gouvernement actuel veulent laisser supposer que le Québec français commence avec le projet de loi no 101, il fait fi du passé; il écarte, par un esprit de partisanerie encore jamais vu, les actions de ses prédécesseurs. Le Québec n'a pas commencé avec le Parti québécois et ses dirigeants. M. le Président, devrais-je le comprendre? Avant le 15 novembre le français existait, et si tel est le cas, c'est grâce au dynamisme des 80% de francophones qui y habitent et à la sage politique du Parti libéral qui a su polariser et stimuler ce dynamisme et cette force.

Ce qui est à mes yeux le plus décevant dans la position linguistique du Parti québécois, c'est le caractère d'isolement qu'on y attache et le manque de justice qu'on y décèle tout au long de son contenu.

Le Parti libéral, et avec lui l'immense majorité de tous les Québécois, se rattache, comme l'a si bien exprimé notre chef, ces derniers jours, à l'idéal démocratique de la société et à cette ambition.

Des Voix: Quel chef?

M. Vaillancourt (Orford): Je pense que tout le monde est au courant que nous avons un chef par intérim.

Il cherche à développer au maximum le Québec, à assurer le bien-être économique et social des gens qui y vivent en continuant de partager l'expérience canadienne et en maintenant notre société largement ouverte sur le monde, et en particulier sur le continent nord-américain. Cette vision de l'avenir des Québécois, vous l'admettez avec notre chef et sa formation, ne se retrouvera

pas dans le projet de charte linguistique, où on rencontre plutôt la mesquinerie et nous laisse entrevoir un peuple qui a peur de l'avenir qui craint son dynamisme et sa volonté de survivre.

Nous savons bien, nous, au contraire, ce dont est capable le peuple québécois. Il a prouvé par de grands projets, il a prouvé par de grandes réalisations qu'il peut avoir une grande confiance dans ses possibilités énormes. Il a prouvé qu'il peut se comparer à d'autres nationalités et les concurrencer à plusieurs niveaux. En somme, le gouvernement actuel démontre, par sa politique linguistique qu'il n'a pas confiance aux Québécois et à leur dynamisme, alors que la position du Parti libéral est tout autre et est axée principalement sur la force, le dynamisme et la volonté de survivre de ce peuple qui, dans toute son histoire, nous a fourni tant d'exemples en ce sens. Bien sûr, le contexte dans lequel nous vivons doit nous inciter à une vigilance de tous les instants, mais au-delà de ce contexte il y a la foi au peuple québécois et nous, du Parti libéral, nous l'avons.

Par ailleurs, ce projet de loi contient des éléments qui recèlent un sérieux manque de justice envers un groupe minoritaire qui a participé à la croissance et au développement du Québec. Bien sûr, je veux parler de l'élément anglophone qui, pour ainsi dire, est exclu de ce projet de loi. Le gouvernement actuel, je le répète, procède comme si l'histoire du Québec commençait avec lui. Il nie à l'élément anglophone de notre société sa participation à sa construction et à son action dans notre monde moderne. On ne peut décemment agir de la sorte. Plusieurs régions du Québec se sont développées grâce à l'apport sans équivoque des Canadiens anglais. On peut penser à Montréal, mais on peut aussi penser aux Cantons de l'Est et au comté d'Orford que je représente en cette Assemblée.

La région des Cantons-de-l'Est a bénéficié de l'appui financier certes des Canadiens anglais, mais elle a aussi bénéficié de sa longue expérience dans ce domaine, liée à son dynamisme et à sa soif de progrès.

Nous ne pouvons ainsi balayer cette réalité historique, du revers de la main, comme le fait si cavalièrement le gouvernement actuel. S'il y a eu des abus, qu'on les corrige, mais qu'on les corrige en conservant un esprit de justice indiscutable de la réalité historique. Je ne veux pas commencer à énumérer les articles de journaux qui ont traité si abondamment de cette mauvaise foi du Parti québécois envers les Canadiens anglais et des raisons qui ont motivé cette prise de position. Claude Ryan, du Devoir, dont tous respectent l'esprit de nuance et de pondération, aborde cette question avec ouverture d'esprit et, à plusieurs égards, avec beaucoup de pertinence. Cet éditorialiste conclut, dans son article du 21 juillet 1977, traitant de statistiques démographiques compilées par un démographe de réputation qui remettait en question l'interprétation du député de Bourget, en mentionnant: "A supposer que M. Laurin persiste dans son entêtement, il indique le point de repère dont il conviendra de se souvenir lorsqu'il faudra re-

faire, sur une base vraiment équitable, les aspects de la politique linguistique qui auront été inspirés par la petitesse et les faux calculs".

Bien sûr, à la suite des vives remarques de l'Opposition libérale, et d'hommes, comme M. Ryan, le Parti québécois veut actuellement modifier quelque peu la fameuse clause dite: Québec par un marchandage, par des négociations sur le dos des enfants. Est-ce là le meilleur moyen d'arriver à une entente sérieuse et durable à cet égard?

Nous pourrions passer en revue un à un tous les inconvénients majeurs de l'action linguistique du gouvernement du Parti québécois, mais pour ce faire, il nous faudrait plus d'un bref discours de vingt minutes. Mentionnons donc, en terminant, que ce que sous-tend le projet de loi 101 va en outre nuire considérablement au développement économique de la province de Québec, comme si, dans la grave crise de chômage qu'il connaît actuellement, le Québec avait besoin de cet élément négatif. Nombreux, en effet, sont les hommes d'affaires qui regrettent les dispositions du projet de loi 101 et qui déplorent les problèmes majeurs à venir.

Les coûts économiques du projet de loi 101 deviendront certes incroyablement élevés bientôt. On ne peut bien sûr les mesurer exactement, mais ils sont évidents et tous ceux qui suivent de près le monde économique et qui y sont impliqués n'en reviennent pas.

Le Parti québécois conduira le Québec à des problèmes majeurs qui retarderont son développement pour plusieurs années à venir.

M. le Président, qui va en souffrir? C'est encore nous, les 80% de Canadiens français qui avons trimé dur pour bâtir ce Québec moderne, partie intégrante du Canada, duquel, au nom d'une fausse peur, on veut tout simplement nous écarter. Il faut faire savoir aux 80% de francophones qui forment le Québec que la politique linguistique du Parti québécois, loin de les aider, les conduira à des faillites économiques, dont les coûts sont inestimables.

Cela nous le rejetons, mais cela ne veut pas dire que nous ne devons pas protéger le français au Québec.

Certes le Parti libéral du Québec ne ménagera pas ses efforts afin qu'il en soit ainsi.

Dans sa politique que notre chef a rendue publique dernièrement, il est dit clairement que les députés libéraux reconnaissent le fait que le Québec a été et demeurera le point d'appui premier du fait français au Canada. Ils réaffirment aussi leur pleine adhésion au principe de la primauté du français et reconnaissent que des mesures spéciales appropriées doivent continuer d'être prises pour garantir la protection et le rayonnement de la langue et de la culture française.

Tout cela, bien sûr, devant se faire dans le plus strict respect des minorités demeurant et oeuvrant au Québec. Enfin, j'aimerais dire combien est tortueuse la politique linguistique de l'Union Nationale qui, de toute vraisemblance, ne rassure personne car personne vraiment ne s'y retrouve. Ses tergiversations dénotent que l'Union

Nationale veut se ménager tout le monde et qu'à cet égard, elle est en train de tout perdre.

Les Canadiens français comme les Canadiens anglais ne sont pas dupes des propos de leur chef qui révèlent une nostalgie d'une situation qui est dépassée. La vigueur intellectuelle de l'Union Nationale sur la question linguistique n'existe tout simplement pas. Elle est, comme l'est d'ailleurs le parti, asséchée et n'est pas prise au sérieux.

J'aimerais réaffirmer, en conclusion, ma foi aux Canadiens français qui ont bâti ce pays et aux Canadiens anglais qui les ont certes aidés et ont été partie intégrante de cette construction. Je leur dis que le Parti libéral du Québec refusera toute loi linguistique qui nie le dynamisme de ces deux entités linguistiques qui ont si ardemment travaillé à bâtir le Québec moderne que nous connaissons.

Le projet de loi no 101 s'oriente en ce sens, mérite notre désapprobation et c'est au nom de l'histoire du Québec, au nom de l'équité, de la liberté, de la justice que je dis non à la charte linguistique du Parti québécois.

Merci.

Le Président: M. le député de D'Arcy McGee.

Je n'ai pas d'objection à ce que, de temps à autre, on puisse aller se parler d'un député à l'autre, mais je préférerais que les caucus formels se tiennent ailleurs.

M. le député de D'Arcy McGee.

M. Victor Goldbloom

M. Goldbloom: M. le Président, l'histoire est un amalgame de faits et d'interprétations. Il est dit qu'elle a tendance à se répéter, et il est donc dit, comme corollaire, que ceux qui ne la connaissent pas et surtout qui ne la comprennent pas sont condamnés à la revivre, essentiellement à en être prisonniers.

Lorsqu'on se sert de l'histoire, s'inspirant de ce deuxième dicton, pour prédire l'avenir, l'élément interprétation prédomine, déséquilibre l'amalgame et risque de fausser la perspective.

D'une fausse perspective, surtout si elle est celle d'un gouvernement, découlent de mauvaises conclusions ainsi que des décisions législatives mal fondées, injustifiées, voire même injustes.

Le danger est plus grand quand le gouvernement en question se convainc d'être en tranquille possession de toutes les vérités et de toutes les solutions. C'est un tel gouvernement que nous avons au Québec aujourd'hui: un gouvernement qui stigmatise de traîtres, d'agents provocateurs, d'inféodés ceux qui osent différer d'opinion avec lui.

La mise en scène du projet de loi no 101 est celle d'un "Western" stylisé où les péquistes portent les chapeaux blancs et les autres, les chapeaux noirs. La mission des péquistes — ils le disent eux-mêmes — c'est la reconquête de l'économie québécoise. Leur croisade, menée avec autant de ferveur, de fanatisme religieux que celles d'antan, vise la dissémination de la langue française — un objectif que, de toute évidence, nous partageons tous.

Les états de service de celui qui vous parle sont tels que même le croisé péquiste le plus acharné aurait du mal à me qualifier d'ennemi de la langue française. J'ai regardé autour de moi, il n'y a pas longtemps, et j'ai remarqué qu'il n'y a que six députés dans cette Chambre qui ont siégé plus longtemps que votre serviteur et il y en a deux de ma promotion.

Dans cette Chambre, j'ai toujours parlé le français, inspiré par les conseils de mon premier chef, l'honorable Jean Lesage. Quand je l'ai consulté il m'a dit: Si vous voulez parler pour que des reportages soient faits dans des journaux de langue anglaise de votre circonscription, parlez certainement en anglais; mais, si vous voulez communiquer un point de vue, un message quelconque, si vous voulez établir un dialogue avec les confrères qui siègent en cette Chambre, il faudra que vous le fassiez en français pour être bien entendu et bien compris.

J'ose dire non seulement que j'ai toujours parlé le français, mais que j'ai toujours essayé de le parler correctement.

J'ai défendu, en cette Chambre, les intérêts des minorités, mais aussi—et vous le savez—ceux de la majorité. J'ai reconnu, cependant, l'existence de deux grandes communautés linguistiques. J'ai eu et j'ai l'honneur et le grand enrichissement de vivre simultanément dans les deux milieux. J'ai défendu les droits des anglophones de parler l'anglais, mais j'ai toujours dit que le droit de parler l'anglais n'est pas le droit de ne pas parler le français.

A cause de mon appartenance, je dis bien mon appartenance, à ces deux grandes communautés linguistiques, je ne vous parle pas comme anglophone, je ne vous parle pas comme minoritaire, je vous parle comme Québécois. Je vous parle comme pédiatre qui a soigné des milliers d'enfants québécois de toutes les origines. J'ai fait des visites à domicile dans tous les comtés de l'île de Montréal sans exception. Certains collègues pourraient être étonnés de savoir que je suis allé plus souvent dans les comtés de Lafontaine et d'Anjou que dans les comtés de Pointe-Claire et de Robert Baldwin. J'ai placé mes connaissances et mon dévouement au service de tous ceux, sans distinction aucune, qui les sollicitaient. Je n'ai jamais, à ma connaissance, exploité qui que ce soit.

Pour ces raisons, l'interprétation de l'histoire que nous a fournie mon confrère le psychiatre, député de Bourget, n'est pas conforme à l'expérience que j'ai vécue comme Québécois.

Je ne peux m'empêcher d'avoir le sentiment que mon confrère, le ministre d'Etat au développement culturel, voit autour de lui des ennemis. Autrement, pourquoi parler de reconquête, reconquête de l'économie en l'occurrence? Curieusement, parmi ceux qui paraissent être les ennemis sont certains hommes d'affaires, dont 326 ont signé un certain document et ont, malgré des obstacles, conquis une partie de cette même économie.

M. le Président, j'ai même l'impression, en écoutant divers membres du gouvernement actuel,

que tout le milieu des affaires est soupçonné d'être composé en large mesure d'ennemis.

Il y a des mémoires qui ont été présentés à la commission parlementaire de l'éducation et qui ont différé non seulement de points de vue, mais de chiffres avec mon confrère le ministre. Chaque fois qu'il y avait de telles divergences, pas simplement d'opinions, de sentiments, mais de chiffres, il a écarté, presque du revers de la main dans bien des cas, ces chiffres comme n'ayant pas la même valeur que ceux qui lui avaient été fournis par sa propre équipe. Avoir confiance en son équipe fait honneur à un capitaine, M. le Président, mais nous avons devant nous une responsabilité à l'égard de tous les Québécois, qui doit dépasser cette notion de fierté et de confiance dans l'équipe que l'on dirige.

Je ne peux m'empêcher de constater, M. le Président, que le démographe bien connu, M. Jacques Henripin, était, à un moment donné, il y a quelques années, celui qui a inspiré beaucoup d'opinions et de gestes dans le domaine linguistique à cause des chiffres qu'il a développés, qui ont été publiés dans nos journaux et qui indiquaient certains dangers d'ordre démographique. M. le Président, nous avons vu tout récemment ce même professionnel, universitaire reconnu, faire publier des chiffres qui étaient en désaccord avec ceux du gouvernement, mais soudainement celui qui était bon autrefois ne semble plus bon aujourd'hui. C'est pour cette raison, d'ailleurs, M. le Président, que je dois regretter que le gouvernement ait mis fin aux audiences publiques de la commission parlementaire, parce que nous aurions pu poursuivre, avec de tels témoins experts, l'examen de ces considérations fondamentales, fondamentales au projet de loi et fondamentales à l'avenir du Québec et des Québécois.

M. le Président, j'ai parlé de cette perception apparente de la part du ministre qu'il y a des ennemis en face de lui, autour de lui. Pourtant, je ne me sens pas son ennemi. Son adversaire politique, oui, mais cela est normal et nécessaire en régime démocratique. Je diffère profondément d'opinion avec lui sur des options fondamentales, mais je ne suis pas pour autant son ennemi, ni moins Québécois que lui.

Le député de Lafontaine a, depuis un certain nombre d'années, l'habitude de conclure ses lettres par la phrase: Veuillez agréer, cher M. Untel, l'expression de mes sentiments les plus québécois.

M. le Président, les miens ne sont pas moins québécois que les siens. Je suis du Québec, j'y suis et j'y reste.

M. le Président, le gouvernement s'est fait dire par certains opinants qui se sont présentés devant la commission parlementaire: Vous voulez que les minorités restent, mais vous ne voulez pas les voir. Je soutiens respectueusement que cette province a de multiples visages: un visage universel et commun, celui de la majorité, mais aussi tous les autres; qu'ils soient visibles.

M. le Président, une telle visibilité est, dans une certaine mesure, symbolique, mais les servi-

ces essentiels auxquels a droit tout citoyen du Québec, ne sont pas symboliques. Ils sont des éléments indispensables de la vie quotidienne. C'est pour cette raison que j'ai été d'accord, quand le gouvernement dont j'étais membre a adopté des mesures législatives pour exiger des professionnels de la santé une connaissance valable du français, langue de la majorité. Mais le gouvernement actuel va trop loin, quand il soumet les institutions comme telles à des programmes formels de francisation. Il est évident, M. le Président, qu'il a posé ce geste sans en apprécier toutes les conséquences.

De nouveau, je regrette que le gouvernement ait mis fin aux audiences publiques de la commission parlementaire. Comme je l'ai dit, la semaine dernière, quand nous avions devant cette Chambre une motion de remise à trois mois de ce projet de loi, dans une telle période, le gouvernement pourrait approfondir sa compréhension du problème des institutions de santé et de services sociaux et ainsi assurer à tous les citoyens les services essentiels auxquels ils ont droit.

M. le Président, le gouvernement des anglophones de chez nous, le gouvernement des minorités de chez nous est celui du Québec, pas celui de quelque autre province que ce soit. C'est donc le gouvernement du Québec qui doit voir au bien-être, à l'épanouissement, à la survie de ces minorités qui sont les siennes — et cela indépendamment de tout geste que posera ou ne posera pas tout autre gouvernement provincial.

M. le Président, il y a eu, au cours des récents jours, des récentes semaines, une certaine discussion autour de ce que l'on appelle la clause Québec et la clause Canada. Si l'on envisage, avec le gouvernement actuel, qui a proposé aux autres provinces des ententes bilatérales, si l'on envisage, avec ce gouvernement, la conclusion de neuf ententes bilatérales, est-ce que la conclusion de ces ententes changera les bases sur lesquelles se place ce projet de loi que nous avons devant nous?

S'il existe au Québec un danger démographique et si, à cause de ce danger démographique, il faut garder, dans ce projet de loi, la clause Québec — on présente des chiffres pour appuyer le refus du gouvernement de songer à la clause Canada — M. le Président, ce danger démographique disparaîtra-t-il avec la signature de neuf ententes interprovinciales? S'il faut reconquérir l'économie de cette province et si cette reconquête implique des changements démographiques dans la composition de notre population et des niveaux de direction du monde des affaires, de l'industrie et du commerce, cette nécessité de reconquête disparaîtra-t-elle avec la signature de neuf ententes interprovinciales?

M. le Président, je soutiens respectueusement que le gouvernement manque de logique dans ce beau geste de nature politique qu'il a posé il n'y a pas très longtemps. Toute l'interprétation historique sur laquelle reposent les arguments du gouvernement pour la présentation d'un projet de loi aussi sévère et aussi restrictif sont des arguments

qui indiquent qu'à son avis il y a un problème démographique, il y a une nécessité de reconquérir l'économie, et cela indépendamment de tout geste que posera ou ne posera pas tout autre gouvernement provincial.

M. le Président, vous conclurez de mes remarques et de celles de mes collègues que je voterai contre ce projet de loi. Mais il est évident que mon geste, notre geste de voter contre ce projet de loi n'empêchera pas au gouvernement l'usage de sa majorité pour procéder à son adoption. Il est évident que le gouvernement va adopter ce projet de loi. C'est pour cela que je ne peux m'empêcher de qualifier de naïveté la prétention de mon voisin de gauche physiquement, de droite politiquement, le chef de l'Union Nationale qu'il suffirait d'une bonne conversation à la table de la commission parlementaire et le gouvernement céderait sur toutes sortes de points, parce que le bon parti de l'Union Nationale, club ferme, lui aurait présenté des modifications.

M. le Président, c'est le rôle d'une Opposition, d'une vraie, de mobiliser l'opinion publique, de gagner du temps, sachant que le gouvernement n'écouterait pas l'Opposition neuf fois sur dix. — 99 fois sur 100, dans le cas de ce gouvernement que nous avons en face de nous. Seule l'opinion pourra exercer une influence sur les décisions législatives du gouvernement.

C'est cet espoir qui a justifié les interventions de l'Opposition officielle.

M. le Président, j'ai toujours essayé d'aider des Québécois d'origines diverses à se connaître et à vivre ensemble. Je vais continuer de le faire aussi longtemps que le bon Dieu me le permettra.

M. le Président, en terminant...

M. Burns: C'est fini.

M. Blank: M. le Président, à l'ordre!

M. Goldbloom: Je tends...

M. Blank: M. le Président, à l'ordre!

M. Burns: Mais oui, mais c'est fini.

M. Goldbloom: M. le Président, j'en ai pour 30 secondes.

M. Burns: 10 h 29; il est quelle heure, vous pensez?

Une Voix: On va le faire nommer président.

Le Président: M. le député de D'Arcy McGee. Il reste encore une minute et demie au député de D'Arcy McGee.

M. Goldbloom: Merci, M. le Président. Je me reprends.

En ma qualité de pédiatre et en ma qualité d'homme public, j'ai toujours essayé d'aider des Québécois d'origines diverses à se connaître, à se comprendre et à vivre ensemble. Je vais continuer de le faire.

M. le Président, je tends la main à mon confrère, le député de Bourget, ministre d'Etat aux affaires culturelles. Je sais qu'il va l'accepter. J'espère qu'en l'acceptant il acceptera également des modifications au projet de loi no 101.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Je voudrais proposer l'ajournement de ce débat à demain.

Le Président: Est-ce que cette motion reçoit l'assentiment unanime de l'Assemblée?

M. Proulx: Non, monsieur.

Une Voix: Adopté.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: Non.

M. Blank: Sur la question de règlement, M. le Président, je pense qu'ici on a un chef de parti reconnu qui a droit de parler une heure. Le forcer à parler sept ou huit minutes avant la fin, à couper un discours d'une heure comme cela, n'a pas grand bon sens. Si c'était un discours de dix minutes ou de vingt minutes, d'accord, il pourrait commencer son discours puis faire le reste le lendemain. Mais c'est un chef de parti, ce n'est pas un député ordinaire. On doit quelque chose à ces personnages en Chambre; cela a toujours été reconnu, c'est la coutume, dans une affaire comme cela. Quand un chef d'un parti reconnu, le chef de l'Opposition, veut parler pendant une heure, on fait des petites concessions. C'est une concession de quoi? De sept minutes. Je pense que le gouvernement ne tombera pas pour sept minutes.

M. Burns: M. le Président, sur cette question de règlement, j'ai une solution à proposer à l'Opposition. Par exemple, je vois le député d'Outremont qui n'a pas encore parlé. J'accepterais, moi, personnellement, si le chef de l'Union Nationale est prêt à céder son droit de parole au député d'Outremont, que le député d'Outremont fasse son discours et que même nous dépassions 11 heures, que nous puissions nous rendre jusqu'à 11 h 10, 11 h 15 ou encore — c'est l'autre partie de l'alternative — que nous disions: Bravo! Commencez, nous vous permettons jusqu'à minuit moins dix et nous sommes prêts à attendre.

Le Président: M. le député de Richmond.

M. Brochu: Sur le point que soulève le leader du gouvernement, je comprends qu'il peut bien avoir de bonnes intentions et je comprends bien...

M. Burns: C'est une offre que vous ne pouvez pas refuser.

M. Jolivet: Genre parrain.

M. Brochu: Je comprends que l'offre est extrêmement alléchante, mais on aimerait énormément aussi avoir plus de monde pour entendre, à ce moment-là, le chef de l'Union Nationale. On aimerait avoir plus de ministres pour entendre le chef de l'Union Nationale. On a déploré ce matin qu'il en manquait. J'espère que demain matin, étant donné que ce sera mardi, on pourra avoir plus de gens qui vont revenir au bercail, qu'ils auront fini de faire leur journée de bureau de comté et qu'ils seront ici pour entendre les propos fort importants que le chef de l'Union Nationale a à tenir. Je comprends la bonne volonté que manifeste le leader du gouvernement en voulant, à tout prix, travailler peut-être jusqu'à minuit ce soir...

M. Proulx: Deux heures...

M. Brochu: Là-dessus, on est d'accord, malgré qu'on soit plutôt des oiseaux de jour que de nuit, en ce qui nous concerne, premier point... Deuxièmement, j'aimerais rappeler au leader le fait suivant: En ce qui nous concerne, on a toujours voulu travailler d'une façon plus logique, en respectant des heures normales. Si vous saviez, M. le Président, combien les gens qui se couchent de bonne heure sont frais et dispos, le matin. Ils sont en forme, ils ont les idées claires...

Des Voix: Trois minutes...

M. Brochu: ... peuvent émettre des commentaires logiques et même arriver à faire changer leurs interlocuteurs d'idée. Le soir, je le sais, on ne fait à peu près pas de vente. Vous le savez. Il n'y a pas beaucoup de vendeurs de ce côté-là; il y en a quelques-uns de ce côté-ci...

M. Proulx: Il reste trois minutes.

M. Brochu: ... mais, le soir, il ne se fait à peu près pas de vente. On peut faire un peu de relations publiques, de façon tout à fait générale, mais, en ce qui concerne les arguments de fond qu'on a à apporter, il faudra profiter d'un moment où tout le monde sortira d'une bonne cure de sommeil — ceux qui seront présents, évidemment — et sera en mesure de recevoir, avec une attitude tout à fait détendue...

M. Tardif: ... une bonne cure de sommeil ce soir.

M. Brochu: ... les propos du chef de l'Union Nationale et, peut-être, à ce moment-là, arriver à les considérer surtout, parce que c'est le but qu'on vise. Il ne s'agit pas simplement d'être ici pour exposer des recommandations, pour tenir des propos fort à propos, d'ailleurs, mais surtout pour faire changer le gouvernement d'avis.

Une Voix: On est des bons lecteurs...

Des Voix: D'accord! D'accord!

M. Brochu: Si, M. le Président, comme il le manifeste, le gouvernement est d'accord pour ac-

cepter la proposition d'ajournement des débats par le chef de l'Union Nationale, je l'accepterai et, en même temps, j'amenderai mes propos en disant que parfois, le soir, il y a moyen de faire une vente, même si l'heure est avancée.

Si cela devait être le désir du gouvernement d'accéder à la proposition du chef de l'Union Nationale de proposer l'ajournement du débat, je me soumettrai volontiers.

M. Burns: Comme il m'apparaît qu'il n'y a pas consentement unanime pour dépasser 23 heures, chose que j'aurais personnellement souhaitée, et c'était par une espèce de courtoisie à l'endroit du chef de l'Union Nationale que j'étais prêt à lui laisser faire son discours entre 22 h 50 et 23 h 50, comme il ne me semble pas non plus y avoir de consentement du côté de l'Opposition officielle...

M. Levesque (Bonaventure): Nous n'avons pas d'objection.

M. Burns: Ah? Vous n'avez pas d'objection? Alors, peut-être devrais-je revenir au chef de l'Union Nationale...

M. Brochu: Gardez vos bonnes dispositions.

M. Burns: Je croyais que j'étais confronté à une Opposition unifiée. Je m'aperçois que c'est une Opposition divisée. Devant l'offre que le chef de l'Opposition fait au député de Lotbinière, pouvons-nous commencer le discours, quitte à dépasser 23 heures pour utiliser tout votre temps ce soir?

M. Brochu: Mais ce qu'il faut comprendre, M. le leader du gouvernement... Je comprends très bien le chef de l'Opposition officielle. Actuellement, ce qu'il a à faire, ce sont surtout des offres. Je comprends la bonne volonté qu'il peut manifester là-dedans, mais je pense que c'est très difficile... Si on consultait l'ensemble du caucus qui est présent ici, ce soir, on pourrait peut-être avoir certaines oppositions.

M. Burns: Je consulte le chef de l'Union Nationale et je lui demande, parce qu'il est directement intéressé, s'il a l'intention de commencer, avec le consentement vraiment unanime, bénévole, généreux et spontané de la part de l'Opposition officielle son discours immédiatement, avec l'assurance qu'on permettra qu'il dépasse 23 heures. Je demande cela au député de Lotbinière. Est-il d'accord sur cela?

M. Brochu: M. le Président...

M. Burns: Je le demande au député de Lotbinière. Je ne le demande pas au député de Richmond. Il est assez grand...

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement, vous insistez tellement pour qu'on respecte votre fonction de leader parlementaire et

comme le député de Richmond est également leader parlementaire, je vais lui donner la parole.

M. Burns: Je le demande à celui qui est même supérieur au leader en question, comme je reconnais que mon chef, le premier ministre m'est supérieur à moi.

Il n'y a aucun problème là. Vraiment, M. le Président, je suis sérieux. Je pose cette question au chef de l'Union Nationale à savoir s'il n'accepterait pas de faire son discours — plus on parle, plus on perd du temps — et qu'on dépasse onze heures. Cela va. En ce qui me concerne, cela irait. Vous n'êtes pas d'accord, M. le député de Lotbinière?

M. Brochu: M. le Président: je suis encore...

M. Burns: Il y a encore quelqu'un qui parle pour le député de Lotbinière.

M. Brochu: C'est cela. Justement, je voulais vous expliquer; en ce qui nous concerne, une délégation de pouvoir est une vraie délégation de pouvoir d'un bout à l'autre. C'est pour cela que le chef de l'Union Nationale n'a même pas besoin — si vous avez remarqué, il n'a même pas fait un mouvement pour se lever — parce qu'on s'est entendu...

M. Burns: Il ne sait pas quoi dire. C'est cela son problème.

M. Brochu: ... là-dessus. Ah! non, non, parce qu'on s'est entendu là-dessus. Je vais vous dire une chose, si vous me le permettez. Je commence à m'y connaître en chefs, c'est mon quatrième, si vous faites le décompte. Laissez-moi vous dire que le député de Lotbinière non seulement me dépasse de beaucoup en grandeur physique, mais il dépasse de beaucoup en grandeur physique et en grandeur de capacités les chefs que j'ai connus avant. D'ailleurs, le leader de l'Union Nationale, à ce point de vue, je dois le reconnaître, devrait, et je l'incite à continuer dans ce sens, présenter la pièce maîtresse qu'il a à présenter...

M. Burns: Ce n'est pas l'objet de la discussion.

M. Brochu: ... demain au grand jour devant le gouvernement qui sera accueillant et prêt à changer ses positions.

M. Burns: M. le Président, comme il est onze heures, je propose l'ajournement de nos travaux...

Travaux parlementaires

M. Levesque (Bonaventure): Avec votre permission, M. le Président, pourrait-on savoir du leader du gouvernement quelles sont ses intentions, au cas où on disposerait, demain, de la question à l'étude?

M. Burns: Si jamais nous disposions de cette question demain, on aborderait le projet de loi qui est déjà commencé, c'est-à-dire le projet de loi no 48, inscrit au nom du ministre de l'Industrie et du Commerce, projet de loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel. J'avais personnellement demandé l'ajournement du débat sur ce projet de loi mais je n'ai pas l'intention d'intervenir. C'est tout simplement pour accommoder la Chambre que j'ai demandé l'ajournement du débat. Ce serait cela. Peut-être que nous reprendrions l'étude de certains projets de loi au nom du ministre de l'Agriculture et du ministre des Affaires municipales.

M. Levesque (Bonaventure): A quel moment commencerait, dans ce cas-là, l'étude en commission parlementaire, article par article, du projet de loi 101?

M. Burns: Immédiatement après l'adoption en deuxième lecture. Je ne veux pas vous surprendre. C'est comme cela que nous pensons pouvoir travailler.

M. Levesque (Bonaventure): D'accord.

M. Burns: Alors, sur ce, M. le Président, je propose l'ajournement de nos travaux à demain quinze heures.

Le Président: Alors, puisqu'il est 23 heures, nous allons ajourner les travaux de l'Assemblée. Je voudrais rappeler que la demande d'ajournement du débat a été formulée par M. le chef de l'Union Nationale et je voudrais remercier le député de Richmond pour la brièveté de son argumentation sur l'application du règlement.

(Fin de la séance à 23 h 2)

Compte rendu des débats de la Chambre

L'édition quotidienne du journal des Débats paraît le surlendemain de chaque séance.

Elle comprend le texte des discours et des interventions dans la langue où ils ont été prononcés à l'Assemblée nationale.

Un premier tirage limité est distribué aux députés et aux correspondants parlementaires une heure après le discours.

Les députés peuvent soumettre à l'éditeur, pour leur propre discours et dans les délais prévus, les corrections absolument nécessaires pour des erreurs de fait ou des fautes de forme.

Pour plus de 25 exemplaires des Débats, la commande doit être faite par écrit au bureau des Débats (74-A) au plus tard le lendemain du discours.

Un index est préparé chaque jour pour être publié à la fin de la session. On peut obtenir des informations du service de l'index en appelant 643-2771.

L'abonnement au journal des Débats est de \$8 par année et l'index est disponible au coût de \$2. Les chèques ou mandats-poste doivent être faits à l'ordre du ministre des Finances et envoyés au service des documents parlementaires.

*Le directeur,
Benoît Massicotte,
Bureau 74-A,
Téléphone: 643-2890*